

AMUNDI PATRIMOINE

OPCVM de droit français

Société de gestion

Amundi Asset Management

Sous déléguataire de gestion comptable en titre
CACEIS Fund Administration France

Dépositaire

CACEIS BANK

Commissaire aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Sommaire

	Pages
Caractéristiques de l'OPC	3
Compte rendu d'activité	7
Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue	29
Informations spécifiques	30
Informations réglementaires	31
Certification du Commissaire aux comptes	37
Comptes annuels	42
Bilan Actif	43
Bilan Passif	44
Hors-Bilan	45
Compte de Résultat	48
Annexes aux comptes annuels	49
Règles et méthodes comptables	50
Evolution de l'Actif net	54
Compléments d'information	55
Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices	68
Inventaire	70
Annexe(s)	93
Information SFDR	94
Loi Energie Climat (LEC)	105

Caractéristiques de l'OPC

Classification

Non applicable.

Objectif de gestion

L'objectif de gestion est, sur un horizon d'investissement de 5 ans minimum, d'optimiser la performance à travers une gestion discrétionnaire et flexible d'exposition aux différents marchés internationaux d'actions, de taux et de devises, et après prise en compte des frais.

Stratégie d'investissement

Stratégies utilisées :

L'OPC est classé article 8 au sens du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »). Des informations sur les caractéristiques environnementales et sociales sont disponibles en annexe de ce prospectus.

Les principales incidences négatives des décisions d'investissement (au sens du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »)) sont les effets négatifs, importants ou susceptibles d'être importants, sur les facteurs de durabilité qui sont causés, aggravés par ou directement liés aux décisions d'investissement. L'Annexe 1 du règlement délégué au Règlement Disclosure dresse la liste des indicateurs des principales incidences négatives.

Les principales incidences négatives obligatoires de l'Annexe 1 du règlement délégué sont prises en compte dans la stratégie d'investissement via une combinaison d'exclusions (normatives et sectorielles), d'intégration de la notation ESG dans le process d'investissement, d'engagement et de vote.

Des informations plus détaillées sur les principales incidences négatives sont incluses dans la déclaration réglementaire ESG de la société de gestion disponible sur son site internet : www.amundi.com;

Afin d'atteindre l'objectif de gestion, l'équipe de gestion met en place une gestion flexible et de conviction sur la base de ses anticipations. Ainsi, la gestion pourra, au travers d'OPC et/ou d'une gestion de titres en direct, s'adapter aux mouvements de marchés en vue de délivrer une performance durable. Pour y arriver, des positions stratégiques et tactiques ainsi que des arbitrages sont mises en place sur l'ensemble des marchés d'actions, de taux, de devises. Le fonds peut intervenir sur toutes les zones géographiques, y compris les pays émergents, et investir dans des supports représentatifs de toutes les tailles de capitalisation. Par ailleurs, la gestion peut intervenir sur tout type de produit dérivés, y compris les produits optionnels et produits dérivés sur la volatilité des marchés.

En outre, en complément de l'analyse financière, l'équipe de gestion s'appuie sur une analyse extra-financière, basée sur des critères ESG.

Profil de risque

Les risques encourus sur le fonds sont :

Les risques liés à la classification :

Risque discrétionnaire

Le style de gestion discrétionnaire appliqué au fonds repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés d'actions, de taux et de change. Il existe un risque que l'OPCVM ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Risque de taux

Il s'agit du risque de baisse des instruments de taux découlant des variations de taux d'intérêt. Il est mesuré par la sensibilité. En période de hausse (en cas de sensibilité positive) ou de baisse (en cas de sensibilité négative) des taux d'intérêt, la valeur liquidative pourra baisser de manière sensible.

Risque actions

Il s'agit du risque de baisse des actions ou des indices auxquels le portefeuille est exposé.

Risque lié à la capitalisation des sociétés

Les investissements du FCP pourront être réalisés sur les actions de petites et moyennes capitalisations. Sur ces marchés, le volume des titres cotés en Bourse est réduit, les mouvements de marché sont donc plus marqués à la baisse, et plus rapides que sur les grandes capitalisations.

Avertissement pays émergents

Les titres de ces pays offrent une liquidité plus restreinte que les grandes capitalisations des pays développés ; ainsi, certains titres de ces pays peuvent être difficilement négociables ou même ne plus être négociables momentanément, du fait notamment de l'absence d'échanges sur le marché ou de restrictions réglementaires. En conséquence, la détention éventuelle de ces titres peut entraîner des dérogations au fonctionnement normal du fonds et peut augmenter le niveau de risque de portefeuille. En outre, les mouvements de baisse de marché peuvent être plus marqués et plus rapides que dans les pays développés.

Risque de change

Il s'agit du risque de baisse des devises d'investissement par rapport à la devise de référence du portefeuille, l'euro.

Les risques spécifiques liés à la gestion :

Risque lié aux stratégies d'arbitrage mises en œuvre

L'arbitrage est une technique consistant à profiter d'écarts de cours constatés entre marchés et/ou secteurs et/ou titres et/ou devises et/ou instruments.

Risque de crédit

Il s'agit du risque de baisse de la qualité de crédit d'un émetteur privé et/ou public ou de défaut de ces derniers. En fonction du sens des opérations de l'OPCVM, la baisse (en cas d'achat) ou la hausse (en cas de vente) de la valeur des titres de créance sur lesquels est exposé l'OPCVM peut entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Avertissement lié à l'utilisation de titres spéculatifs (haut rendement)

Cet OPCVM doit être considéré comme en partie spéculatif et s'adressant plus particulièrement à des investisseurs conscients des risques inhérents aux investissements dans des titres dont la notation est basse ou inexistante.

Risque de volatilité des obligations convertibles et des instruments financiers à terme

Il s'agit du risque de baisse des obligations convertibles et des instruments financiers à terme lié à la volatilité de leur composante optionnelle.

Risque lié aux obligations convertibles

Il s'agit du risque de baisse des obligations convertibles lié aux variations de taux d'intérêt, aux variations des actions sous-jacentes, aux risques de crédit ainsi qu'aux variations de la volatilité. En cas de hausse des taux d'intérêt, de baisse de la volatilité implicite des obligations convertibles, de baisse des actions sous-jacentes et/ou de la dégradation du crédit des émetteurs des obligations convertibles détenues par l'OPCVM, la valeur liquidative pourra baisser.

Les autres risques :

Risque de perte en capital

L'investisseur est averti que son capital n'est pas garanti et peut donc ne pas lui être restitué.

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Risque lié à la sur exposition

L'OPCVM peut avoir recours à des instruments financiers à terme (dérivés) afin de générer de la sur exposition et ainsi porter l'exposition de l'OPCVM au-delà de l'actif net. En fonction du sens des opérations de l'OPCVM, l'effet de la baisse (en cas d'achat d'exposition) ou de la hausse du sous-jacent du dérivé (en cas de vente d'exposition) peut être amplifié et ainsi accroître la baisse de la valeur liquidative de l'OPCVM.

Risque de liquidité

Dans le cas particulier où les volumes d'échange sur les marchés financiers sont très faibles, toute opération d'achat ou vente sur ces derniers peut entraîner d'importantes variations du marché.

Risque lié aux actions et obligations non cotées (accessoire)

Ces titres présentent, d'une part, un risque de liquidité en raison de l'absence de marché actif et de la nature des émetteurs qui n'ont pas vocation à racheter leurs titres avant l'échéance; d'autre part, ces titres présentent un risque de valorisation en l'absence de cotations et de références de marchés permettant de les encadrer précisément. Ainsi, le fait de ne pouvoir céder ces titres dans les délais et aux prix initialement envisagés pourra impacter négativement la valeur liquidative de l'OPC.

Risque lié à l'utilisation d'obligations subordonnées privées (accessoire)

Il s'agit du risque lié aux caractéristiques de paiement du titre en cas de défaut de l'émetteur: l'OPC qui s'expose à un titre subordonné ne sera pas prioritaire et le remboursement du capital ainsi que le paiement des coupons seront "subordonnés" à ceux des autres créanciers détenteurs d'obligations de rang supérieur; ainsi, le remboursement de son titre peut être partiel ou nul. L'utilisation d'obligations subordonnées peut entraîner un risque de baisse de la valeur liquidative plus importante que celui lié aux autres obligations de l'émetteur.

Risque spécifique lié à l'utilisation d'obligations subordonnées complexes (convertibles contingentes) (accessoire)

Il s'agit notamment des risques liés aux caractéristiques de ces titres quasi-perpétuels : annulation du coupon, réduction partielle ou totale de la valeur du titre, conversion de l'obligation en action, remboursement du capital et paiement des coupons "subordonnés" à ceux des autres créanciers ayant des obligations de rang supérieur, possibilité d'appel en cours de vie à des niveaux prédéterminés. Ces spécificités peuvent être déclenchées, en tout ou partie et à tout moment, soit en raison des ratios financiers de l'émetteur, soit par décision discrétionnaire et arbitraire de ce dernier ou avec l'approbation de l'autorité de tutelle compétente. La réalisation de l'un de ces risques peut entraîner une baisse de la valeur liquidative de l'OPC.

Risque de contrepartie

L'OPCVM a recours à des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres et/ou à des dérivés négociés de gré à gré dont les contrats d'échange sur rendement global. Ces opérations, conclues avec une contrepartie, exposent l'OPCVM à un risque de défaillance et/ou de non-exécution du contrat d'échange de la part de celle-ci, qui pourront avoir un impact significatif sur la valeur liquidative de l'OPCVM. Ce risque pourrait ne pas être, le cas échéant, compensé par les garanties financières reçues.

Risque de liquidité lié aux acquisitions et cessions temporaires de titres et/ou contrats d'échange sur rendement global (TRS)

L'OPCVM peut être exposé à des difficultés de négociation ou une impossibilité momentanée de négociation de certains titres dans lesquels l'OPCVM investit ou de ceux reçus en garantie, en cas de défaillance d'une contrepartie d'opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titre et/ou de contrats d'échange sur rendement global (TRS).

Risque juridique

L'utilisation des acquisitions et cessions temporaires de titres et/ou contrats d'échange sur rendement global (TRS) peut entraîner un risque juridique, notamment relatif aux contrats.

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Risque en matière de durabilité

Il s'agit du risque lié à un évènement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

Pour toutes informations complémentaires, se référer au prospectus en vigueur.

Compte rendu d'activité

Septembre 2022

Sur fond d'inflation toujours très élevée et de resserrement monétaire, la conjoncture a continué de se dégrader dans les grandes économies avancées en septembre. Au cours du mois de septembre, l'activité a continué de ralentir en restant relativement soutenue aux Etats-Unis. L'inflation reste à un niveau élevé, la baisse du prix de l'essence ayant eu moins d'effet qu'escompté. Le resserrement de la politique monétaire, visant à contrecarrer l'inflation, pénalise certains secteurs (à commencer par l'immobilier) tandis que le niveau très élevé du dollar est également un frein. Cependant, les grands indicateurs du climat des affaires (dont les indices ISM), quoique sur une dynamique descendante, continuent eux de signaler une expansion. En zone euro, la conjoncture européenne a poursuivi sa dégradation, sur fond de prix du gaz très élevés et de craintes toujours vives concernant l'approvisionnement en énergie durant l'hiver. A ces craintes, s'ajoute une confiance des ménages qui inscrit des nouveaux point bas record. Pour l'heure, cependant, le marché du travail est relativement épargné (taux de chômage toujours au plus bas depuis la création de la zone euro, à 6,6%). Enfin, sur le plan politique, les élections italiennes ont abouti à la victoire d'une coalition très marquée à droite, tandis que les gouvernements ont tenté de se mettre d'accord sur une réponse coordonnée à la crise énergétique. En Chine, alors que les données économiques confirment que la reprise de l'économie s'est poursuivie en août, les autorités ont de nouveau durci les conditions de circulation liées au Covid. L'activité s'en retrouve de nouveau pénalisée, également du fait des difficultés du secteur immobilier. Dans le reste des émergents, globalement, la dynamique de croissance s'est détériorée en raison d'une décélération des exportations concomitante au ralentissement du commerce mondial et de la demande interne affaiblie par des niveaux élevés d'inflation. Aux Etats-Unis, l'inflation a été plus forte que prévu en août (8,3%, après 8,5% en juillet). En Europe, en revanche, l'inflation a atteint le seuil des 10,0% en septembre, après 9,1% en août (4,8% pour l'inflation sous-jacente, après 4,3%). Dans le cadre de la lutte contre cette inflation, la Réserve fédérale a monté le taux des Fed Funds de 0,75% en septembre pour le porter à 3-3,25% et a continué de communiquer sur le fait qu'elle entendait lutter même au prix d'une hausse du chômage. La BCE a également remonté ses taux directeurs de 0,75% en septembre, portant le taux de rémunération des dépôts à ce même niveau et le taux de refinancement à 1,25%, et a indiqué qu'elle poursuivrait ce resserrement au cours des prochains mois.

Une nouvelle baisse des marchés actions : Le ton plus agressif des banques centrales a entraîné une nouvelle baisse du marché mondial des actions en septembre. Le MSCI World AC a perdu -8,6% sur le mois. Le marché américain cède -9,4%. Le marché de la zone euro (-6,4%) a suivi la tendance baissière. Le marché japonais a baissé de -7,2%, le marché des actions émergentes (-9,6%) et la Chine, principal détracteur, a reculé de -14,2%. Les marchés de taux d'intérêt sont toujours marqués par une forte volatilité. Les taux restent à la hausse. L'inflation continue de surprendre à la hausse. Les banques centrales considèrent que l'inflation reste une priorité. En Europe, les importants volumes d'émission à venir exercent une pression à la hausse sur les taux. Dans ce contexte, notre allocation tactique est restée globalement stable, notre niveau d'exposition aux actions a été maintenue à 43%. Notre exposition aux obligations d'entreprises est également restée stable dans son ensemble. Nous avons toutefois entamé une réallocation du risque Crédit en faveur d'émetteurs de Qualité. Notre exposition aux obligations à haut rendement, dites « High Yield » a été réduite à 2,5% tandis que les obligations des meilleures notations, dites « Investment Grade », sont en hausse à 28%. Du côté des obligations souveraines, nous avons réduit notre exposition aux emprunts d'états américains au profit de la zone « euro core ». Au global, la sensibilité aux taux d'intérêts est en légère baisse à 3,25. Sur les devises, l'exposition au dollar US est légèrement en hausse à 23% tandis que le Yen Japonais reste stable à 4%. Le portefeuille reste majoritairement investi en Euro à près de 63%. Dans cet environnement où les tensions géopolitiques regagnent du terrain et où le niveau de volatilité sur les marchés reste élevé, nous favorisons le maintien d'une approche globalement défensive vis-à-vis des actifs risqués. L'inflation reste en effet à des niveaux historiquement hauts, poussant les banquiers centraux à poursuivre leurs politiques de resserrement, malgré les signes de détérioration de l'activité économique. Ceci risque de peser sur les coûts des capitaux et sur les perspectives bénéficiaires à venir des entreprises. La sélectivité reste de mise. S'agissant des obligations souveraines, nous maintenons une gestion agile, toutefois, les niveaux de valorisations actuels plus attractifs ainsi que les facteurs d'incertitudes présents, pourraient de nouveau pousser les investisseurs vers une recherche de valeurs refuges, ce qui plaiderait en faveur de cette classe d'actif.

Octobre 2022

L'économie mondiale continue de décélérer dans un contexte de forte inflation et de hausse des taux d'intérêt. Aux Etats-Unis, l'activité économique est restée vigoureuse tout en ralentissant progressivement sous le

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

double effet de l'inflation très élevée et du resserrement monétaire. Les chiffres de la croissance du T3 ont fait état d'un rebond par rapport au T2. Cependant, cette hausse (après deux trimestre négatifs) intègre une forte contribution positive du commerce extérieur. Par ailleurs, les indices ISM portant sur le mois de septembre ont été mitigés, signalant un climat des affaires toujours élevé dans les services, mais un repli sur un rythme de quasi-stagnation dans l'industrie. Sur le même mois, l'économie américaine a créé 263 000 emplois, un chiffre assez élevé mais constituant néanmoins un plus bas depuis janvier. Du côté de la zone euro, après plusieurs mois de ralentissement, l'économie a probablement entamé, au début du T4, une phase de récession sur fond de forte hausse des prix de l'énergie. L'indice de confiance des consommateurs est resté particulièrement faible malgré le taux de chômage au plus bas depuis la création de la zone euro. Dans le voisinage, le Royaume-Uni a subi un mouvement de défiance des marchés vis-à-vis de sa dette souveraine, qui a conduit à l'intervention de la Banque d'Angleterre et à un changement de gouvernement. Après une bonne résistance de la croissance économique des émergents jusqu'à récemment, une décélération est à présent observée dans un contexte de durcissement des conditions financières et de ralentissement de la demande mondiale. Le prix du pétrole est resté élevé en raison des annonces de réduction de production de l'OPEP+, mais les cours des autres matières premières se sont détendus, de même que les indicateurs mesurant les goulots d'étranglement contraignant l'offre. L'inflation n'a que légèrement baissé, aux Etats-Unis, en septembre, à 8,2% sur 12 mois (après 8,3% en août), l'inflation sous-jacente accélérant, au contraire, à 6,6% sur 12 mois, soit sa plus forte hausse depuis 1982. Elle a poursuivi en Europe sa spectaculaire accélération : sur 12 mois, la hausse de l'indice général des prix a atteint 10,7%, celle de l'indice sous-jacent 5,0%. Au vu de cette persistance d'une très forte inflation, la Réserve fédérale a augmenté ses taux de 0,75% et a continué à communiquer sur sa détermination à relever davantage ses taux directeurs. La BCE a également relevé ses taux de 0,75% de base fin octobre. Le marché des actions à la hausse : Le MSCI World AC a progressé de +6,0% sur le mois. Le marché américain affiche une performance similaire à celle de la Zone Euro (+7,8%) malgré des résultats décevants des grandes valeurs technologiques. Le MSCI Europe fait moins bien (+6,0%), notamment à cause du Royaume-Uni (+2,7%). Le marché japonais a suivi la tendance haussière (+5,7%). Les marchés émergents ont sous-performé et clôturé le mois en territoire négatif (-2,7%). La Chine (-16,4%) est la principale contributrice à cette baisse alors que les marchés d'Amérique Latine se comportent beaucoup mieux (+7,1%). Les taux restent globalement orientés à la hausse mais commencent à se stabiliser. Le dernier communiqué de la BCE suggère, également, une préoccupation croissante concernant les risques de récession et la volonté de prendre en compte l'impact du resserrement monétaire déjà effectué. Dans ce contexte où les banques centrales pourraient mieux prendre en compte le ralentissement économique et ralentir le resserrement monétaire, les marchés du crédit se sont bien comportés. Dans ce contexte, nous avons effectué un repositionnement tactique, en augmentant notre exposition aux actions à 47%. Nous avons procédé à un allègement du risque sur les marchés émergents, détenus désormais à hauteur de 6%, et nous sommes repositionnés sur les actions américaines, dont le poids a été porté à 29%, et dans une moindre mesure sur celles de la zone euro (poids à 6%). A titre de diversification, le portefeuille actions est exposé à 2% au Japon. En ce qui concerne le crédit aux entreprises, le portefeuille est toujours majoritairement investi sur du crédit de qualité, dit Investment Grade, à hauteur de 28%. Avec une répartition géographique équilibrée entre les entreprises de la zone euro (16%) et des Etats-Unis (10%). Le portefeuille est également exposé au crédit Haut Rendement avec un poids limité à 2%. Du côté de la sensibilité aux taux d'intérêts du portefeuille, les gérants ont maintenu un niveau de sensibilité stable à 3.3 à fin octobre. Le fond conserve une préférence pour les obligations souveraines de la zone « euro core » mais détient également, à titre de diversification des positions sur les emprunts d'états des pays périphériques de la zone euro tels que l'Espagne et l'Italie, ainsi que les Etats-Unis. En ce qui concerne le risque de change, le portefeuille reste majoritairement exposé en EUR à hauteur de 63%. Les gérants détiennent toutefois une exposition à l'USD à hauteur de 23% et au JPY à 4%, restés stables sur le mois. Suite aux fortes corrections enregistrées par les marchés financiers depuis le début d'année, des opportunités d'investissements peuvent s'ouvrir. Nous restons donc à court terme à l'affût de telles opportunités, qui peuvent donner lieu à des ajustements tactiques. Nous restons pour autant prudent à moyen terme, au vu du contexte inflationniste, et suite au maintien d'une posture stricte de la part de la Réserve Fédérale américaine. Nous sommes donc en faveur d'une large diversification, avec une attention particulière portée sur la sélection d'émetteurs de qualité et le suivi des niveaux de liquidité des actifs. Le ralentissement de l'activité économique pourrait par ailleurs maintenir les marchés des actifs risqués sous pression, ce qui appelle à la prudence et au maintien d'une gestion active et flexible, afin d'adapter le portefeuille en cas de regain de volatilité sur les marchés. Enfin, nous restons positifs sur le dollar américain dans ce cet environnement de hausse des taux.

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Novembre 2022

Au cours du mois de novembre, l'économie mondiale est restée confrontée aux défis de l'inflation très élevée et du resserrement de la politique monétaire dans la majorité des pays. Bien que la tendance soit au ralentissement, l'économie américaine reste tout de même en légère expansion. Ainsi, malgré un nouveau repli, l'indice ISM manufacturier portant sur octobre s'est maintenu en territoire légèrement positif, et il en est de même pour le secteur des services. En revanche, le taux de chômage a progressé de 3,5% à 3,7%. Si l'économie européenne ralentit et est peut-être déjà entrée en récession, les chiffres publiés en novembre n'en ont pas moins été un peu meilleurs qu'attendu. Les principaux indicateurs du climat des affaires (PMI et IFO portant sur octobre, notamment) ont légèrement rebondi et dépassé les attentes, même s'ils ont continué d'indiquer une contraction de l'activité. Enfin, les Etats membres de la zone euro peinent toujours à s'entendre sur un mécanisme de plafonnement du prix du gaz. L'issue de la guerre en Ukraine demeure toujours incertaine, les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine n'ont pas vraiment diminué au sortir du G20 et les récentes manifestations en Chine, qui au départ dénonçaient la dureté des restrictions Covid en vigueur, semblent maintenant viser directement le régime et interrogent sur la réaction de ce dernier. L'inflation, bien que toujours très élevée, a diminué davantage, aux Etats-Unis, qu'attendu en septembre, à 7,7% (indice général) et 6,3% (indice sous-jacent) sur 12 mois. En ce qui concerne la zone euro, les chiffres de l'inflation ont légèrement reculé en novembre tout en restant très élevés, à 10,0% sur 12 mois (l'inflation sous-jacente se maintenant, pour sa part, inchangée à 5,0%). Ceux des pays émergents semblent indiquer que celle-ci devrait être proche du pic et se stabiliser d'ici la fin de l'année. Donnant toujours la priorité à la lutte contre l'inflation malgré les risques pour la croissance, la Réserve fédérale a annoncé, le 1er novembre, une nouvelle hausse des taux Fed Funds de 0.75% (portant leur fourchette à 3,75-4,0%). Après avoir remonté ses taux de 0.75% en octobre, la BCE a continué de communiquer sur la nécessité de les relever davantage au cours des prochains mois. Dans l'ensemble, les banques centrales émergentes ont continué leur resserrement monétaire. Le marché des actions à la hausse : Le rebond des actions du mois d'octobre s'est poursuivi en novembre, parallèlement à la baisse des rendements obligataires. Le MSCI World AC a progressé de +6,1% sur le mois. De même, la Zone Euro a surperformé le MSCI Europe (+8,3% vs +6,8%) en parti grâce au rebond de l'Eurodollar, le Royaume-Uni (+6.7%) est en ligne et la Suisse (+2,7%) ferme la marche. Le MSCI Marchés Emergents ressort en tête ce mois-ci (+11,5%). Les principaux contributeurs sont la Chine (+28,3%) et Taiwan (+17,2%). Les rendements obligataires affichent une baisse marquée en octobre. Les emprunts d'états américains à 10 ans enregistrent un recul de presque 0.5% pour atteindre 3,5%. Les emprunts d'états allemands à 10 ans baissent de 0.32% pour clôturer le mois à 1,8%. Ces mouvements de taux s'expliquent par les bonnes nouvelles du côté de l'inflation des deux côtés de l'Atlantique. Les investisseurs anticipent la fin du cycle de hausse de la Fed au premier semestre. Ce contexte a été très favorable aux marchés du crédit. Dans ce contexte, nous avons conservé un positionnement stable sur les actions, avec une exposition qui s'établit à 47% en fin de mois. Nous avons toutefois procédé à une réallocation du risque des actions des Etats-Unis (dont le poids a été abaissé à 27%) en faveur des actions de la zone euro (avec un poids porté à 9%). A titre de diversification, le portefeuille conserve une exposition de 2% aux actions Japonaises et de 6% à celles des pays émergents. En ce qui concerne le crédit aux entreprises, le portefeuille est toujours majoritairement investi en crédit de qualité, dit Investment Grade, à hauteur de 28%. Ces obligations 'Investment Grade' sont principalement celles d'entreprises de la zone euro (16%). Le portefeuille est également exposé au crédit Haut Rendement avec un poids limité à 3%. Du côté de la sensibilité aux taux d'intérêts du portefeuille, les gérants ont maintenu un niveau de sensibilité stable, à fin novembre, à 3,4. Ils conservent une part majoritaire d'obligations souveraines de la zone Euro « Core », avec une diversification sur l'Espagne, l'Italie et les Etats-Unis. En ce qui concerne le risque de change, le portefeuille reste majoritairement investi en EUR à hauteur de 63,7%. Le fonds est toutefois exposé à l'USD à hauteur de 19,5% et au JPY à 4,4%. A court terme, l'inflation et les perspectives de croissance économique restent au cœur des préoccupations des investisseurs, dans un contexte où les risques géopolitiques continuent de dominer l'actualité. Nous nous attendons à une stabilisation de l'inflation mondiale et à une poursuite du ralentissement économique, ce qui nous conduit à reconsidérer les actifs obligataires. Ces derniers redeviennent plus attractifs et pourraient présenter de nouveau un potentiel d'amortissement en cas de détérioration de la conjoncture économique. Ce contexte plaide également en faveur d'une sélectivité accrue, dans une approche globalement défensive vis-à-vis des actifs les plus risqués. Nous suivons ainsi de près l'évolution des marges bénéficiaires des entreprises, et privilégions les émetteurs de qualité et les sociétés à plus faible endettement. Dans une optique de moyen terme, nous conservons notre stratégie de diversification, et restons à l'affût d'opportunités d'investissement.

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Décembre 2022

Au cours du mois de décembre, les chiffres économiques ont montré une poursuite de la dégradation dans les économies avancées, quoi qu'à un rythme légèrement moindre qu'attendu. L'économie américaine a continué d'envoyer des signaux mitigés. Le marché du travail est resté bien orienté, avec 263 000 créations d'emplois en novembre, soit davantage qu'attendu et que le niveau nécessaire pour absorber les nouveaux entrants de la population active. L'indicateur ISM manufacturier, toutefois, s'est installé en zone de légère contraction, sa composante portant sur les nouvelles commandes envoyant un message négatif pour l'activité des mois à venir. A contrario, l'indicateur ISM non manufacturier a nettement surpris à la hausse, signalant un haut niveau d'activité dans les services. En Zone Euro, si l'activité économique a probablement entamé une phase de légère contraction au T4, les chiffres publiés en décembre, comme ceux de novembre, ont été, dans l'ensemble, un peu moins mauvais qu'anticipé. Les indicateurs PMI, en particulier, ont surpris à la hausse avec des niveaux un peu supérieurs à ceux de novembre, dans l'industrie comme dans les services. Par ailleurs, le prix du gaz naturel, élément clef de la conjoncture européenne cet hiver, a nettement baissé même s'il est resté plusieurs fois supérieur à la moyenne des dernières années. La Chine, quant à elle, a annoncé un net assouplissement des restrictions anti-covid permettant une réouverture graduelle de son économie. Sur le plan géopolitique, la guerre en Ukraine continue, avec ses conséquences négatives sur les marchés et l'économie. Aux Etats-Unis, l'inflation a poursuivi sa décure, avec une hausse annuelle de 7,1% en novembre (6,0% pour l'inflation sous-jacente), après 7,7% en octobre et un pic à 9,1% en juin. Pour ce qui est de l'Europe, l'inflation a légèrement reflué tout en restant très élevée à 10,1% en novembre (après un pic à 10,6% en octobre), l'inflation sous-jacente se maintenant, pour sa part, à 5,0%. La Réserve fédérale a remonté la cible des taux Fed Funds de 0,5%, portant sa borne haute à 4,5%, et communiqué sur le fait que sa tâche de lutte contre l'envolée de l'inflation n'était pas terminée. Au vu de l'inflation toujours très élevée, la BCE a relevé ses taux directeurs de 0,5% également en milieu de mois, portant le taux de rémunération des dépôts à 2,0%. Le marché des actions à la baisse : Le rebond des actions qui a commencé au début du 4ème trimestre s'est altéré en décembre en réponse à un sursaut des rendements obligataires. Le MSCI World AC a cédé -4,9% sur le mois. Le marché américain, le plus touché, ressort dernier ce mois-ci (-6,0%). L'Europe fait mieux (-2,8%) en grande partie grâce à la résilience du marché britannique (-1,5%). Les marchés émergents (-2,2%) ont mieux réagi et ont surperformé les marchés développés (-5,2%) essentiellement grâce à la bonne performance du MSCI China (+4,8%). Les taux sont restés orientés à la hausse durant le mois de décembre 2022. Le rendement des obligations d'Etat allemandes à 10 ans a enregistré une hausse de plus de 0,5% et a franchi le seuil de 2,4%. Les emprunts d'Etat américains offrent une rémunération proche de 3,9% à 10 ans. La BCE et la Fed ont durci le ton en décembre face à une inflation plus persistante que prévu. Les récents signes de modération de l'inflation globale n'ont pas suffi à rassurer les banquiers centraux. Dans ce contexte, après un repositionnement tactique sur les 2 mois précédent, nous optons pour une prise de profit partielle et revenons vers une exposition aux actions réduite de -3% sur le mois, ce qui porte le poids total actions du portefeuille à 44% en fin de mois. Nous avons par ailleurs procédé à une réallocation partielle du risque des actions des Etats-Unis en faveur des actions des marchés émergents. En ce qui concerne le crédit aux entreprises, le portefeuille est toujours majoritairement investi en crédit de qualité, dit Investment Grade, à hauteur de 24%. Ces obligations 'Investment Grade' sont principalement celles d'entreprises de la zone euro (17%). Le portefeuille est également exposé au crédit Haut Rendement avec un poids limité à 3%. Du côté des obligations souveraines, nous avons baissé l'exposition aux dettes souveraines de la zone euro core et renforcé notre positionnement sur les dettes américaines. Au global, la sensibilité aux taux d'intérêts du portefeuille est en légère baisse sur le mois et s'établit à 3.2. En ce qui concerne les devises, nous avons pris des bénéfices sur l'exposition au dollar américain qui a été réduite de -7% sur le mois, portant son niveau à 12% au total. Le portefeuille détient toujours une exposition au yen japonais stable à 4% et reste majoritairement exposé à l'EUR à hauteur de 69%. En 2023, la vigueur de l'inflation et la faiblesse de la dynamique économique devraient rester au cœur des préoccupations. Et pour l'heure, les banques centrales maintiennent une politique monétaire restrictive pour tenter de contenir l'inflation. Ceci nous incite à conserver une approche défensive à court terme. Suite au récent rebond des marchés et au vu de la poursuite du ralentissement économique, qui pourrait peser sur les marges des entreprises, nous pensons que la prudence est de mise vis-à-vis des actifs risqués, aussi bien les actions que les obligations d'entreprises. Nous favorisons par ailleurs les émetteurs de qualité, plus susceptibles de résister à une conjoncture économique dégradée et des conditions de financement plus resserrées. Toutefois, dans une optique de moyen terme, nous restons agiles et constructifs sur les obligations souveraines, et notamment sur la dette souveraine américaine. Nous voyons également des opportunités du côté de la dette des pays périphériques de la zone Euro. Les signaux de décélération de l'inflation et les craintes persistantes concernant la croissance

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

économique devraient à moyen terme affecter la politique monétaire des principales banques centrales. Lorsque l'inflation entamera une trajectoire de baisse régulière, les banquiers centraux devraient revenir de nouveau vers des baisses de taux pour aider les économies à redémarrer. Ceci devrait permettre à l'ensemble des composantes du portefeuille, actions et obligations, de reprendre une trajectoire haussière plus régulière. Nous conservons par conséquent au global une large diversification et une gestion active, restant à l'affût des opportunités d'investissement qui pourraient se présenter.

Janvier 2023

En janvier, de nouveaux signes de ralentissement sont venus renforcer les craintes de récession aux Etats-Unis. En zone euro, au contraire, les chiffres économiques ont été meilleurs que prévu. L'économie américaine a continué de ralentir en janvier, une récession semblant de plus en plus probable. Publié en fin de mois, le chiffre de la croissance économique du T4 2022 a fait état d'une progression du PIB toujours positive (2,9% en rythme annualisé). Cependant, les indicateurs plus récents ont montré une dégradation. En particulier, l'ISM Services portant sur le mois de décembre a rejoint l'ISM Manufacturier sur des niveaux indiquant une contraction de l'activité. La production industrielle et les ventes au détail se sont également repliées au cours du même mois. En revanche, le marché du travail a continué de faire preuve d'une bonne résistance avec la création de 223 000 nouveaux emplois nets en décembre. La décélération des salaires (en hausse de 4,6% sur 12 mois), pour sa part, a atténué les craintes de boucle prix-salaires. Les chiffres économiques de la zone euro ont continué d'être meilleurs que prévu en janvier, faisant apparaître un scénario de récession comme moins certain qu'auparavant. Le net repli du prix de gros du gaz naturel a contribué à apaiser, au moins temporairement, les tensions dans certains secteurs et les craintes de crise énergétique. Alors qu'il était attendu en légère baisse, le PIB de la région a progressé de 0,1% au T4 (chiffre incluant de légères hausses en France et en Espagne et de légères baisses en Allemagne et en Italie). Les indicateurs PMI portant sur janvier ont également surpris à la hausse, les PMI Composite et Services revenant sur des niveaux indiquant une expansion alors que le PMI Manufacturier a continué de signaler une contraction. Enfin, le moral des ménages a poursuivi son amélioration tout en restant à un niveau historiquement très bas. L'activité économique de la Chine a commencé à rebondir depuis la première semaine de janvier, après le pic de contamination Covid. La réouverture de la Chine, les révisions à la hausse des perspectives de croissance en zone euro et la forte baisse du prix du gaz ont été favorables aux actifs émergents. Aux Etats-Unis, l'inflation a poursuivi son repli, l'indice général progressant de 6,5% sur 12 mois en décembre (après 7,1% en novembre), l'indice sous-jacent étant pour sa part en hausse de 5,7% (après 6,0%). En Europe, l'indice général d'inflation a décéléralé, en janvier, à 8,5% sur 12 mois (après 9,2% en décembre), l'indice sous-jacent conservant toutefois un rythme de progression inchangé à 5,2% (soit le plus élevé depuis la création de l'euro). La Réserve fédérale a noté le ralentissement de l'inflation tout en soulignant les risques d'un arrêt prématuré de la hausse de ses taux directeurs. Elle a à la suite de cela procédé à une hausse de 0,25% des taux Fed Funds début février. La BCE a continué d'affirmer sa détermination à faire baisser l'inflation, et a augmenté ses taux directeurs de 0,5% début février. Le marché des actions à la hausse : Le MSCI World AC a bondi de 6,4% sur le mois de janvier. L'Europe faisant mieux que le marché américain (+6,9% vs +6,5%). En Europe, la Zone Euro (+9,5%) surperforme, bien que le Royaume-Uni (+4%), la Suède (+7,9%) et la Suisse (+5,4%) se soient bien comportés ce mois-ci. En tête, les Pays Bas (+12,7%), suivi de l'Italie (+10,7%) et l'Allemagne (+10,5%). Le MSCI Japan sous-performe en Janvier (+4,7%). Les marchés émergents (+6,5%) font aussi bien que les marchés développés (+6,4%) essentiellement grâce à la bonne performance du MSCI China (+11,7%), de Taiwan (+10,1%) et du Mexique (+12,9%). Les rendements des obligations core de la zone euro marquent un léger recul en janvier. Pour les marchés, l'inflation recule et la fin du resserrement monétaire est proche pour la Fed et la BCE. Le ton des banques centrales a été perçu comme plus accommodant. Sur les marchés du crédit, l'aversion pour le risque continue de baisser. Les marchés du crédit en euros ont surperformé les rendements d'état (Euro Investment Grade : +1% et Euro High Yield : +2.6%). Ces performances ont été alimentées par des données économiques plus solides que prévues et par un recul de l'inflation. Dans ce contexte, nous avons maintenu une approche prudente, l'exposition action totale du portefeuille est maintenue à 45%. Nous avons procédé à une réallocation partielle du risque des actions des Etats-Unis (dont le poids est à 19%) en faveur des actions de la zone euro (avec un poids désormais à 13%). A titre de diversification, le compartiment actions est exposé à 8% aux pays émergents et 2% au Japon. En ce qui concerne le crédit aux entreprises, nous avons réduit l'exposition au crédit de qualité, dit Investment Grade, de 3% sur le mois, portant son poids total à 21%. Ces obligations 'Investment Grade' sont principalement celles d'entreprises de la zone euro (16%). Le portefeuille est également exposé au crédit Haut Rendement avec un poids limité à 3%. Du côté des obligations souveraines, nous avons baissé notre exposition au risque de la zone euro

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

« core » et légèrement renforcé notre positionnement sur les Etats-Unis. Au global, la sensibilité aux taux d'intérêts du portefeuille est en baisse à 2.9. En ce qui concerne le risque de change, le portefeuille reste majoritairement exposé à l'EUR à hauteur de 70,9%. Nous détenons toutefois une exposition à l'USD 11,8% et au JPY 4,5%. Dans un contexte économique marqué par un risque élevé d'erreurs politiques et de fortes divergences régionales, nous favorisons une approche prudente sur les actifs risqués, d'autant que les marchés valorisent la perfection, laissant peu de place aux surprises négatives. Les nouvelles plus positives qu'attendu concernant les perspectives économiques européennes nous amènent toutefois à être moins pessimiste sur la région. Le rebond des marchés actions sur le début de l'année 2023 nous a permis de prendre des bénéfices. Cependant, en raison des craintes que le rebond actuel ne soit pas durable et au vu des risques de récession des bénéfices nous préférons rester prudents. De part et d'autre de l'Atlantique, les banques centrales ont préparé les esprits à une poursuite de la hausse des taux directeurs, quoiqu'à un rythme moindre que celui du S2 2022. Nous pensons que les banques centrales, y compris la BCE, vont évoluer sur une corde raide. Nous restons toutefois constructifs sur les obligations, en particulier les obligations d'État et le crédit de bonne qualité et nous voyons des opportunités sur les marchés émergents, car le dollar ne devrait plus être un obstacle.

Février 2023

En février, les chiffres économiques sont restés majoritairement au-dessus des attentes aux Etats-Unis et en zone euro, quoiqu'avec quelques exceptions. Les chiffres économiques publiés en février ont signalé, dans l'ensemble une activité plus forte qu'attendu aux Etats-Unis. En particulier, les créations d'emplois de janvier ont été très nombreuses (517 000) et se sont accompagnées d'une nouvelle baisse du taux de chômage à 3,4%. Par ailleurs, l'indice ISM portant sur les services est revenu en territoire positif tandis que les ventes au détail de janvier ont également dépassé les attentes. En revanche, les indicateurs industriels ont été moins bons : l'ISM Manufacturier, en particulier, s'est enfoncé davantage en territoire négatif. Les chiffres économiques de la zone euro sont restés, dans l'ensemble, meilleurs qu'attendu, continuant d'atténuer les craintes de récession (largement grâce à une baisse des tensions sur l'approvisionnement en énergie), quoiqu'avec quelques bémols. Si les indices PMI portant sur les services ont poursuivi leur amélioration, ceci n'a pas été le cas pour leurs homologues portant sur l'industrie qui ont signalé une contraction plus forte qu'en janvier. Autre important indicateur de conjoncture, l'IFO allemand s'est amélioré mais du seul fait de sa composante portant sur les attentes alors que celle concernant les conditions actuelles s'est dégradées. Les chiffres réels de production et de consommation ont également été mitigés. Enfin, une révision des chiffres du PIB allemand a fait apparaître un recul plus important au T4 (-0,4% au lieu de -0,2% initialement annoncé). La dynamique de croissance est restée faible dans la majorité des économies émergentes, dans un contexte de décélération des exportations et d'érosion de la demande interne. La réouverture chinoise et la bonne résistance des économies des Etats-Unis et de l'UE devraient aider à stabiliser la demande externe même si cela n'est pas encore perceptible dans les chiffres du commerce extérieur. A respectivement 6,4% et 8,6% sur 12 mois en janvier après 6,5% et 9,2% en décembre aux Etats-Unis et en Europe, l'inflation, pour sa part, a déçu par sa faible baisse sur le mois. Après avoir remonté le taux des Fed Funds de 0,25% en début de mois, la Réserve fédérale a signalé qu'il fallait s'attendre à des hausses supplémentaires au cours des prochains mois. La BCE a relevé ses taux de 50pb en début de mois et préannonce une autre hausse de même ampleur en mars avant, éventuellement, des hausses supplémentaires au cours des mois suivants. Les marchés actions avec des performances diverses : Le MSCI World AC a reculé de -2% sur le mois. L'Europe fait encore une fois mieux que le marché américain (+1,3% vs -2,6%). En zone euro (+1,6%), les pays membres font mieux que les marchés hors zone euro, bien que le Royaume Unis (+1,5%) et la Suède (+1,8%) se soient bien comportés sur le mois. En tête, l'Espagne (+5,1%), l'Italie (+3%), suivies de la France (+2,3%). Le MSCI Japan surperforme légèrement aussi en Février (+0,7%). L'indice MSCI des marchés émergents (-4,7%) a été fortement pénalisé par la sous-performance du marché chinois (-9,9%). Le mois de février a été marqué par une forte hausse des rendements obligataires souverains. Le rendement du Bund allemand à dix ans est monté à 2.7%. Le rendement du Trésor américain à 10 ans a atteint 3.9%. L'inversion de la courbe des taux US s'est accentuée. Les fortes pressions inflationnistes ont obligé les investisseurs à revoir à la hausse la trajectoire de l'inflation. Dans ce contexte, les banques centrales ont conservé un discours peu accommodant. Dans ce contexte, les gérants ont maintenu une approche prudente, l'exposition action totale du portefeuille est maintenue à 44%. Les gérants ont toutefois procédé à une réallocation partielle du risque des actions des marchés émergents en faveur des actions de la zone euro. En ce qui concerne le crédit aux entreprises, le portefeuille est toujours majoritairement investi en crédit de qualité, dit Investment Grade, à hauteur de 22%. Ces obligations 'Investment Grade' sont principalement celles d'entreprises de la zone euro

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

(16%). Le portefeuille est également exposé au crédit Haut Rendement avec un poids limité à 3%. Du côté de la sensibilité aux taux d'intérêts du portefeuille, les gérants ont rehaussé le niveau de sensibilité, à fin février, à 3,1. Les gérants ont renforcé l'exposition à la zone euro core. A fin février, le portefeuille est majoritairement exposé au risque de taux des Etats-Unis (1,3), de la zone Euro core (1,2) et de l'Espagne (0,4). En ce qui concerne le risque de change, le portefeuille reste majoritairement exposé à l'EUR à hauteur de 74,2%. Les gérants détiennent toutefois une exposition à l'USD 10,6% et au JPY 4,6%. En terme de perspectives, nous confirmons notre scénario central de ralentissement économique, mais tenons compte de l'évolution du contexte mondial au vu des publications récentes des bénéfices des entreprises et des chiffres d'inflation mais aussi en matière de politiques monétaires. Nous avons ainsi légèrement revu à la hausse nos prévisions économiques pour la zone euro (ZE), au vu de chiffres montrant une activité meilleure que prévu jusqu'ici. La baisse des prix de l'énergie, l'efficacité du soutien budgétaire au niveau de chaque pays et l'annonce d'une réouverture plus rapide que prévu de l'économie chinoise ont également amélioré le sentiment. Cependant, malgré la résilience de certains pays, les incertitudes restent nombreuses et la dichotomie entre fondamentaux économiques et marchés financiers semble importante. Ceci nous amène à maintenir une approche défensive. Nous sommes globalement plus prudents vis-à-vis des actions des marchés développés, notamment celles des États-Unis et du Japon. La prudence est également de mise dans la gestion de la sensibilité aux taux d'intérêts, avec toutefois des opportunités à explorer au vu des divergences de politiques monétaires entre pays.

Mars 2023

Revue de marché : Le mois de mars a été marqué par de fortes tensions dans le secteur bancaire, aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, en Europe. Cet épisode a été largement perçu comme susceptible de peser sur l'offre de crédit au cours des prochains mois. L'activité économique est restée forte aux Etats-Unis, quoique sur une trajectoire de ralentissement susceptible de s'aggraver du fait de l'apparition de nouveaux risques. Les chiffres du marché du travail portant sur février ont été un peu moins élevés que ceux de janvier, mais toujours vigoureux avec la création de 311 000 emplois supplémentaires. Les indicateurs ISM, de leur côté, ont fait état d'une expansion soutenue de l'activité dans les services, tout en confirmant un recul dans l'industrie. L'inflation américaine a poursuivi sa décélération en février, à 6,0% sur 12 mois (après 6,4% en janvier), même si l'inflation sous-jacente n'a que très légèrement reflué, à 5,5% (après 5,6%). Cependant, en milieu de mois, la faillite de plusieurs établissements bancaires, en plus de générer d'importantes tensions de marché, a fait craindre une raréfaction rapide du crédit. Cette situation, en augmentant le risque de récession alors que la bataille contre l'inflation n'est pas encore gagnée, a rendu encore plus difficile le dilemme auquel fait face la Réserve fédérale. L'économie de la zone euro a connu un début d'année nettement moins mauvais qu'attendu, sur fond d'atténuation des difficultés d'approvisionnement en énergie et de réouverture de la Chine. Cependant, l'inflation élevée est restée un défi majeur, auquel s'est ajoutée en cours de mois la crainte de nouvelles tensions financières dans la foulée des faillites bancaires survenues aux Etats-Unis et en Suisse. Les chiffres parus en cours de mois ont été mitigés : comme aux Etats-Unis, les grands indicateurs du climat des affaires ont été bons dans les services, mais ont signalé une faiblesse prolongée dans l'industrie. Publié en toute fin de mois, le chiffre de l'inflation de mars a surpris à la baisse (6,9% sur 12 mois, après 8,5% en février) mais l'inflation sous-jacente a encore légèrement accéléré pour atteindre un nouveau plus haut historique (5,7%, après 5,6% en février). Du côté des banques centrales et suites aux événements bancaires récents, La Fed a relevé la fourchette des taux Fed Funds de 25 pb (portant la borne haute à 5,0%) lors de son comité du 22 mars. Elle adopte ainsi une approche plus progressive et prudente face à une inflation persistante et à des craintes de resserrement important des conditions de crédit. Lors de son comité du 16 mars, la BCE a quant à elle relevé ses taux directeurs de 50 pb, portant le taux de dépôt à 3,0%, tout en s'efforçant de rassurer sur la santé des banques européennes et sur sa propre détermination et capacité à faire face à tout incident. Dans les pays émergents les taux directeurs ont continué d'être ajustés légèrement à la hausse, dans l'ensemble, davantage en raison des tendances d'inflation domestique que du fait de l'attitude restrictive de la Réserve fédérale américaine : les banques centrales de la Colombie, du Mexique, de la Thaïlande et de l'Afrique du sud ont annoncé des hausses, tandis que celles du Brésil et du Pérou ont laissé leurs taux inchangés. Les épisodes bancaires récents ont eu pour effet une hausse de la volatilité sur les marchés d'actions. L'intervention très rapide des banques centrales, combinée à une baisse des taux longs, a permis de limiter l'impact sur la classe d'actif; le MSCI World AC est ainsi tout de même en hausse de +2,2% sur le mois, mais avec une forte dispersion sectorielle. L'Europe fait moins bien que les US (-0,3% vs +3,4%), contrairement aux deux premiers mois de l'année. Au niveau sectoriel européen, la technologie (+6,3%), suivi des services publics (+4,1%) sont les principaux contributeurs. Sans surprise le secteur

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

bancaire (-13,4%) et celui de l'immobilier (-15,8%) ferment la marche. Les valeurs défensives ressortent gagnantes ce mois-ci face aux valeurs cycliques (+1,7% vs -1,5%). En outre, les valeurs de croissance (+3,2%) font mieux que les valeurs dites « Value » (-3,6%). Du côté des pays émergents, l'indice MSCI des marchés émergents (+1,9%) a profité de la forte performance du marché chinois (+4,3%). Les taux de marché ont fortement baissé en mars. Le 10 ans US a reculé de 60pb pour clôturer le mois à 3.4% et le 10 ans allemand a baissé de plus de 40bp à 2.3%. Les investisseurs craignent que les tensions sur le secteur bancaire accélèrent la baisse de la production de crédit. Le marché anticipe aujourd'hui des banques centrales plus prudentes. Positionnement du fonds : Dans ce contexte, les gérants ont maintenu une approche prudente, l'exposition action totale du portefeuille est maintenue à 44%. Ils ont procédé à un allègement du risque sur les actions de la zone euro (avec un poids de 10%) et se sont repositionnés sur les actions des Etats-Unis (dont le poids est à 23%) et des marchés émergents (avec un poids à la hauteur de 7%). A titre de diversification, le portefeuille actions est exposé à 2% au Japon. En ce qui concerne le crédit aux entreprises, le portefeuille est toujours majoritairement investit dans le crédit de qualité, dit Investment Grade, à hauteur de 23%. Ces obligations 'Investment Grade' sont principalement celles d'entreprises de la zone euro (16%). Le portefeuille est également exposé au crédit Haut Rendement avec un poids limité à 3%. Du côté de la sensibilité aux taux d'intérêts du portefeuille, les gérants ont rehaussé le niveau de sensibilité, à fin mars, à 3,4. Les gérants ont renforcé notre exposition aux Etats-Unis. A fin mars, le portefeuille est majoritairement exposé au risque de taux des Etats-Unis (1,6), de la zone Euro core (1,2) et de l'Espagne (0,4). En ce qui concerne le risque de change, le portefeuille reste majoritairement exposé à l'EUR à hauteur de 71,8%. Les gérants détiennent toutefois une exposition à l'USD 10,4% et au JPY 4,7%. Perspectives : En terme de perspectives, nous confirmons notre scénario central de ralentissement économique. Les récentes perturbations du secteur bancaire ont entraîné une révision en baisse des perspectives de croissance des principaux pays développés, notamment celles des États-Unis. Malgré la révision à la hausse de nos prévisions de croissance en début d'année - principalement en raison d'effets d'acquis - nous prévoyons une activité très faible en zone euro, en raison notamment du resserrement des conditions financières et de la faiblesse du crédit qui freineront les investissements. L'inflation persistante et supérieure à l'objectif, du moins à court terme, freinera la consommation et obligera la BCE à maintenir une position restrictive. Nous avons en revanche revu à la hausse nos prévisions de croissance pour la Chine en 2023, du fait d'une reprise plus forte que prévu dans l'immobilier et d'une plus forte impulsion du crédit. Par ailleurs, les marchés ont fortement révisé leurs anticipations de taux directeurs, dans une direction plus favorable aux émergents, bien que jusqu'à présent leur politique monétaire ne se soit pas écartée de l'objectif de lutte contre l'inflation. Nous sommes globalement plus prudents vis-à-vis des actions, au vu des valorisations que nous jugeons excessives, nous continuons à privilégier la Chine. Nous pensons qu'il est temps de profiter des bonnes performances enregistrées jusqu'à présent sur les segments cycliques et d'explorer maintenant les secteurs défensifs présentant des valorisations attractives et un fort potentiel de bénéfices. Nous continuons à préférer les titres de qualité, qu'il s'agisse des actions ou des obligations d'entreprises. De manière générale, nous pensons que le système bancaire européen est robuste et que le réajustement actuel des prix pourrait offrir des opportunités sur les entreprises dont les fonds propres et les normes de gouvernance sont solides.

Avril 2023

Revue de marché : Au mois d'avril, les chiffres du PIB portant sur le T1 ont, dans l'ensemble, montré une bonne résistance de l'économie mondiale face aux nombreux défis du moment (inflation élevée, hausses des taux directeurs et tensions dans le secteur bancaire aux États-Unis). La conjoncture américaine est restée mitigée, pénalisée par la hausse des taux et les récentes tensions bancaires, mais toujours soutenue par un marché du travail très robuste. Publiés fin avril, les chiffres du PIB du T1 ont montré une croissance en ralentissement, mais toujours positive (+1,1%, en rythme annualisé, après 2,6% au T4). Les créations d'emplois ont également ralenti en mars, tout en se maintenant à un niveau élevé (236 000 emplois nets supplémentaires) tandis que le taux de chômage est resté très bas (3,5%). Cependant, les indicateurs du climat des affaires portant sur avril ont envoyé un message plutôt pessimiste : l'ISM manufacturier s'est enfoncé en territoire négatif, tandis que son homologue portant sur les services a nettement reculé tout en continuant à signaler une légère expansion. À contrario, l'économie de la zone euro est restée en nettement meilleure forme qu'anticipé fin 2022, grâce notamment au double soutien de la baisse des prix de l'énergie et de la reprise chinoise. La croissance économique a été légèrement positive au T1, avec une progression du PIB de 0,1% pour l'ensemble de la région. Les indicateurs du climat des affaires portant sur avril ont continué de montrer un écart important entre l'industrie, à la peine, et les services, où l'activité est restée très soutenue. Le marché du travail a confirmé sa bonne forme avec un taux de chômage au plus bas en février (6,6%).

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Cependant, l'inflation est restée préoccupante : si l'indice général des prix a nettement ralenti à 6,9% sur 12 mois en mars (après 8,5% en février), l'inflation sous-jacente n'a toujours pas commencé sa décrue, touchant en mars un nouveau plus haut depuis la création de la zone euro à 5,7% (après 5,6% en février). Aux États-Unis, l'indice général des prix à la consommation a poursuivi son ralentissement (5,0% sur 12 mois en mars après 6,0% en février), l'indice sous-jacent, lui, n'a ralenti que très modérément (5,5% après 5,6%). Sur les marchés actions, le MSCI World AC progresse de +1,2% sur le mois. Malgré une revue à la baisse des estimations des analystes sur les bénéfices des entreprises européennes pour le premier trimestre, la saison des résultats a continué de jouer en faveur des indices européens (+1,9%) qui surperforment le marché américain (+1,2%). L'indice MSCI des marchés émergents (-0,9%) a été pénalisé par la faible performance du marché chinois (-5,1%). Au niveau sectoriel européen, après avoir particulièrement souffert en mars, les secteurs de l'immobilier (+6,8%) et de l'énergie (+4,8%) sont ceux qui réalisent les meilleures performances en avril. Les secteurs de la technologie (-4,5%) et des matériaux (-1,1%) ferment la marche. Les valeurs défensives ressortent gagnantes ce mois-ci face aux valeurs cycliques (+3,9% vs 0,6%). La volatilité sur les marchés de taux a baissé ces dernières semaines après les niveaux record atteints mi-mars. L'écart entre les taux US et Euro s'est creusé en avril. Le 10 ans allemand a augmenté pour clôturer le mois à 2.7% alors que le 10 ans US a reculé et atteint désormais 4%. Positionnement du fonds : Dans ce contexte, nous avons maintenu une approche prudente, l'exposition action totale du portefeuille est maintenue à 45%. Nous avons réduit notre exposition aux actions américaines (avec un poids désormais à 20%) en faveur des actions de la zone euro (avec un poids qui atteint désormais 13%). À titre de diversification, le portefeuille actions est exposé à 2% au Japon et 7% aux pays émergents. En ce qui concerne le crédit aux entreprises, le portefeuille est toujours majoritairement investi dans le crédit de qualité, dit Investment Grade, à hauteur de 23%. Ces obligations 'Investment Grade' sont principalement celles d'entreprises de la zone euro (18%). Le portefeuille est également exposé au crédit Haut Rendement avec un poids limité à 3%. Nous avons également renforcé notre exposition à la dette souveraine américaine (à hauteur de 20%) à l'approche de la l'arrêt du resserrement monétaire de la FED. Du côté de la sensibilité aux taux d'intérêts du portefeuille, les gérants ont maintenu un niveau de sensibilité stable, à fin avril, à 3,5. À fin avril, le portefeuille est majoritairement exposé au risque de taux des États-Unis (1,6), de la zone Euro core (1,3) et de l'Espagne (0,4). En ce qui concerne le risque de change, le portefeuille reste majoritairement exposé à l'EUR à hauteur de 72,8%. Les gérants détiennent toutefois une exposition à l'USD de 8,7% et au JPY de 4,6%. Perspectives : Les marchés d'actions au sens large semblent avoir digéré les turbulences du mois de mars, mais le secteur bancaire régional américain continue d'être sous pression et ne montre pas de signes de reprise pour le moment. Les marchés obligataires commencent à évaluer la probabilité d'une récession aux États-Unis ainsi que la possibilité que la Réserve Fédérale américaine commence à réduire ses taux dans le courant de l'année, étant donné que les tensions inflationnistes semblent s'atténuer. En revanche, sur le front des bénéfices, les attentes du marché restent trop optimistes, ce qui dénote un décalage entre les risques de récession pris en compte par les obligations et les valorisations actuelles des actions. Dans ce contexte de signaux contradictoires, nous pensons que ce n'est pas le moment de changer de cap : nous continuons de privilégier une approche prudente. Les tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine, les épisodes de stress des marchés financiers et la confiance des ménages sont d'autres éléments clés à surveiller. Nous prévoyons des perspectives de croissance mondiale faibles, avec une récession aux États-Unis, des perspectives médiocres en Europe et un rebond en Asie grâce à la réouverture de la Chine, qui ne sera pas en mesure de compenser la décélération aux États-Unis. Cela s'explique par le fait que la reprise en Chine a jusqu'à présent été axée sur l'économie nationale.

Mai 2023

Revue de marché : Mai a été un mois mouvementé pour les marchés financiers avec de nouvelles inquiétudes concernant les banques régionales américaines, des hausses de taux de la part de la Fed et de la BCE, des négociations sur le plafond de la dette américaine, des données économiques en baisse et des échos de plus en plus forts sur le potentiel de l'intelligence artificielle. À la fin du mois, la plupart des classes d'actifs avaient enregistré des performances négatives, à quelques exceptions près. Du côté des actions, l'indice MSCI Actions Monde a enregistré un retrait de -1% en Dollar américain, l'indice S&P 500 surperformant et progressant de +0,4%. L'Europe a sous-performé et a chuté de -2,2% tandis que le vainqueur du mois de mai a été l'indice japonais Topix, qui s'est apprécié de +3,6%. L'indice MSCI Actions Émergentes a poursuivi sa tendance mensuelle volatile et a chuté de -1,7%, les investisseurs ayant accru leurs attentes en termes de hausses des taux américains d'ici fin 2023. L'indice Hang Seng de Hong Kong s'est démarqué en chutant de -7,8% sur la période. En ce qui concerne les marchés obligataires, ce fut un mois difficile pour les obligations

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

américaines en particulier, les hausses importantes des rendements américains se traduisant par une performance négative pour les obligations d'État américaines, en baisse de -1,2%. Les obligations de la Zone Euro ont fait un peu mieux, en progressant de +0,4% sur le mois. Les marchés émergents ont également connu des difficultés, se dépréciant de -1,3%. Du côté du crédit, la situation a de nouveau été similaire: les écarts de prime avec les obligations souveraines sont restés pratiquement inchangés, mais les mouvements sous-jacents des rendements ont été les principaux moteurs des rendements en mai. Le marché du crédit européen Investment Grade et à Haut Rendement a été globalement plus résilient que son homologue américain. En ce qui concerne les devises, le dollar américain a connu un bon mois et s'est apprécié en mai, progressant de +3% par rapport à l'euro et, dans l'ensemble, l'indice du dollar américain a gagné +2,6%, tandis que la livre sterling a également poursuivi sa récente appréciation, gagnant +2,1% par rapport à l'euro. L'euro a été le perdant du mois, se dépréciant de -0,7% face au yen japonais et de -1,2% face au franc suisse. Enfin, du côté des matières premières, la grande nouvelle a été la forte baisse des prix du pétrole, en baisse de -11,3% en mai, et l'or a également connu des difficultés, en baisse de -1,4%. Cela signifie que l'indice global des matières premières a chuté de -5,6%, principalement en raison de la mauvaise performance des composants des métaux industriels et de l'agriculture, qui ont respectivement baissé de -6,8% et -2,2%.

Positionnement du fonds : Dans ce contexte, nous avons maintenu une approche prudente, l'exposition action totale du portefeuille est maintenue à 46%. Nous avons réduit notre exposition aux actions de la zone euro (avec un poids désormais à 12%) en faveur des actions américaines (avec un poids qui atteint désormais 22%). À titre de diversification, le portefeuille actions est exposé à 2% au Japon et 7% aux pays émergents. En ce qui concerne le crédit aux entreprises, le portefeuille est toujours majoritairement investi dans le crédit de qualité, dit Investment Grade, à hauteur de 22%. Ces obligations 'Investment Grade' sont principalement celles d'entreprises de la zone euro (18%). Le portefeuille est également exposé au crédit Haut Rendement avec un poids limité à 3%. Nous avons également légèrement renforcé notre exposition à la dette souveraine américaine (à hauteur de 22%) à l'approche de la fin du cycle de resserrement monétaire de la Fed. Du côté de la sensibilité aux taux d'intérêts du portefeuille, les gérants ont maintenu un niveau de sensibilité stable à 3,4. À fin mai, le portefeuille est majoritairement exposé au risque de taux de la zone Euro core (1,5), des États-Unis (1,4) et de l'Espagne (0,4). En ce qui concerne le risque de change, le portefeuille reste majoritairement exposé à l'EUR à hauteur de 73,8%. Les gérants détiennent toutefois une exposition de 9,9% à l'USD et de 4,6% au JPY.

Perspectives : La croissance économique devrait rester sur une tendance baissière, en raison des effets décalés du resserrement monétaire et du ralentissement de la consommation aux États-Unis et en Europe. Cela pourrait engendrer des impacts évidents sur les bénéfices des entreprises, mais les valorisations actuelles des actifs à risque, en particulier les actions, ne reflètent pas ces préoccupations. Par conséquent, nous maintenons notre position défensive et explorons les opportunités moins corrélées avec les marchés développés pour une meilleure diversification via les marchés émergents. Nous restons également actifs sur les courbes de taux dans toutes les zones géographiques. Nous restons prudents sur les actions des marchés développés (Europe, Japon) dans un contexte de marges en baisse et de valorisations élevées. Alors que les entreprises américaines pourraient être pénalisées par la faiblesse des dépenses de consommation, l'Europe profite de la baisse des coûts de l'énergie. Mais cela ne suffit pas à nous rendre positifs vis-à-vis de l'Europe. La Chine, en revanche, reste bon marché par rapport aux autres marchés émergents, et nous restons positifs. Nous sommes positifs sur la sensibilité aux taux américains dans un contexte de risques de récession et continuons de croire à une pentification de la courbe des taux américaine. L'asynchronisme des actions des CB, compte tenu des perspectives de croissance et d'inflation, offre des opportunités de gestion active sur les marchés obligataires. Sur les marchés émergents, le pic d'inflation et la possible pause de la Fed améliorent le sentiment. Ainsi, nous sommes désormais légèrement positifs sur un panier d'obligations émergentes (portage attractif, taux élevés). Dans un environnement globalement négatif pour le crédit à Haut Rendement, nous maintenons notre position défensive, en raison d'un décalage entre une économie en décélération et les niveaux de valorisations. Bien que la liquidité ne soit pas actuellement un problème, la baisse des bénéfices pourrait aggraver la situation sur le marché du crédit si les conditions financières restent tendues.

Juin 2023

Revue de marché : Au cours du mois de juin, les indicateurs économiques ont surpris à la hausse aux États-Unis, à la baisse en Europe et en Chine. Dans les grandes économies avancées, le reflux de l'inflation, très marqué sur les indices généraux, a été beaucoup moins net sur les indices sous-jacents. La BCE a relevé une nouvelle fois ses taux d'intérêt alors que la Fed a marqué une pause, sans toutefois signaler la fin de son cycle haussier, et que la PBoC (banque centrale chinoise) a baissé les siens. Sur les marchés, les rendements

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

obligataires ont augmenté, notamment sur les maturités courtes, et les indices d'actions ont progressé. Les actions mondiales ont fortement progressé ce mois-ci, les investisseurs spéculant sur la résilience de l'économie et les différentes décisions de politiques monétaires des banques centrales. Après une légère correction au mois de mai, le MSCI World AC (+5,3%) préserve sa tendance haussière depuis le début de l'année. Les Etats Unis (+6,5%) ont surperformé les marchés européens (+2,3%). Les marchés de la Zone Euro (+3,6%) font mieux avec en tête l'Italie, l'Espagne et la France (+3,9%). Hors zone euro, le marché suédois progresse, suivi du marché britannique. Le marché nippon ressort en tête des marchés développés en juin. Le MSCI pays émergents sous-performe (+2,9%) malgré la forte progression des marchés sud-américains et du marché chinois. En Europe au niveau sectoriel, tous les secteurs sont en hausse sauf la santé et les services de communications. En tête, le secteur bancaire (+7,2%) et la consommation discrétionnaire (+5,7%). Le mois de juin a été marqué par une hausse des rendements obligataires, en particulier sur les maturités courtes. Le marché anticipe que les banques centrales devront être plus agressives pour ramener l'inflation à 2%. En effet, les dernières données économiques publiées sont plus fortes que prévu aux États-Unis. En parallèle, les banques centrales sont inquiètes de la persistance de l'inflation sous-jacente. Le forum de Sintra a été l'occasion pour eux de réaffirmer la politique restrictive dans laquelle ils se sont engagés. En ce qui concerne les devises, le dollar américain s'est redressé par rapport à la plupart des principales devises la hausse agressive des rendements américains en début de période et les craintes croissantes d'une récession mondiale. Le yen japonais est tombé à son niveau le plus bas depuis 1998. L'euro a chuté au début du mois, les écarts entre les pays périphériques s'étant creusés en l'absence de plans détaillés de la part de la BCE pour lutter contre les risques de fragmentation. Les matières premières (-7,6%) se sont fortement repliées, les investisseurs s'inquiétant de plus en plus des perspectives économiques mondiales dans un contexte de resserrement de la politique monétaire, de conflit persistant entre la Russie et l'Ukraine et de blocages récurrents en Chine. Les quatre secteurs des matières premières ont chuté. Les métaux précieux (-2,5%) ont reculé pour le troisième mois consécutif, les investisseurs mettant en balance le ralentissement de la croissance mondiale et la hausse des taux d'intérêt ; l'or (-2,1%) et l'argent (-6,5%) ont terminé en baisse. Positionnement du fonds : Dans ce contexte, nous avons renforcé notre positionnement sur les actions à 48% principalement sur les émergents (avec un poids à hauteur de 8%). Le portefeuille demeure largement diversifié avec également des expositions aux actions américaines (dont le poids est à 23%), aux actions de la zone euro (avec un poids de 12%). En ce qui concerne le crédit aux entreprises, le portefeuille est toujours majoritairement investi dans le crédit de qualité, dit Investment Grade, à hauteur de 23%. Ces obligations 'Investment Grade' sont principalement celles d'entreprises de la zone euro (18%). Le portefeuille est également exposé au crédit Haut Rendement avec un poids limité à 3%. Nous avons également fortement réduit notre exposition à la dette souveraine américaine (à hauteur de 7%). Du côté de la sensibilité aux taux d'intérêts du portefeuille, les gérants ont réduit le niveau de sensibilité, à 3,0. À fin juin, le portefeuille est majoritairement exposé au risque de taux de la zone Euro core (1,3), des États-Unis (1,1) et de l'Espagne (0,4). En ce qui concerne le risque de change, le portefeuille reste majoritairement exposé à l'EUR à hauteur de 75,3%. Les gérants détiennent toutefois une exposition de 9,3% à l'USD et de 3,2% au JPY. Perspectives : Les marchés sont restés dynamiques grâce aux bénéfices du premier trimestre. Les entreprises ont réussi à répercuter la hausse de leurs coûts sur les consommateurs dans un contexte de forte demande, mais cela sera plus difficile au deuxième et troisième trimestre compte tenu de la dégradation des perspectives de la consommation. Nous anticipons une détérioration des chiffres d'affaires et des bénéfices par action aux États-Unis à mesure qu'une légère récession se concrétisera. Les deux prochaines saisons de résultats trimestriels pourraient entraîner une correction du marché, fournissant des points d'entrée sur les actions. En termes de régimes d'inflation, le premier semestre a vu la transition du régime d'hyperinflation de 2022 vers un régime inflationniste plus clément (soit une hausse des prix comprise entre 3 et 6% sur 12 mois). Pour le deuxième semestre 2023, la combinaison du resserrement monétaire, de la baisse des prix des matières premières et de l'affaiblissement de la demande devrait favoriser la poursuite de la décélération des prix, surtout concernant l'inflation globale. Toutefois, le retour à un régime d'inflation normale - une hausse des prix de 2 à 3% sur 12 mois - reste incertain, car l'inflation sous-jacente persiste et devrait se maintenir au-dessus des objectifs des banques centrales. Nous privilégions alors une approche défensive, l'or et la duration figurant parmi les classes d'actifs à privilégier, tandis que la prudence reste de mise sur les actifs risqués des marchés développés. Nous sommes positifs sur les marchés émergents et en particulier la Chine. Leurs croissances résilientes creuse l'écart avec celle des marchés développés. Nous pensons que l'Asie continuera d'attirer les flux d'investissement et qu'elle bénéficiera de la transition de la Chine et de l'Inde vers des modèles de croissance plus durables. Concernant 2024, une reprise progressive de l'économie au premier semestre devient de plus en plus probable. Toutefois, il est trop tôt pour envisager une remontée généralisée de l'appétit

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

pour le risque, la visibilité restant faible sur l'impact cumulé du resserrement des conditions financières suite aux hausses de taux de la Fed. Une modération des pressions inflationnistes devrait rendre les valorisations actuelles plus soutenables. Les risques haussiers pourraient provenir d'un scénario macroéconomique moins défavorable que prévu, remettant en cause la récession des bénéficiaires. Les marges bénéficieraient alors d'une normalisation des prix à la production et du coût de la main-d'œuvre, ainsi que de l'affaiblissement du dollar. Les risques baissiers sont principalement liés à un possible incident de crédit et à ses répercussions sur les entreprises et l'économie en général.

Juillet 2023

Revue de marché : Au cours du mois de juillet, les indicateurs économiques sont restés bien orientés aux Etats-Unis, nettement moins en zone euro et en Chine. Dans la plupart des pays, l'inflation a poursuivi son reflux, mais avant tout sous l'effet des composantes volatiles alors que les indices de prix sous-jacents sont restés en forte progression. Le mois de juillet a été marqué principalement par une légère hausse des rendements obligataires sur les maturités longues, à l'inverse des maturités courtes, en raison de chiffres meilleurs qu'attendu sur la croissance américaine. Le taux allemand à 10 ans a enregistré une hausse de 10bp tandis que le 2 ans a baissé de 17bp. Le taux US à 10 ans a clôturé le mois à 3,9% enregistrant une hausse de 13pb. Comme prévu, la Fed et la BCE ont relevé leurs taux directeurs de 25 pb lors de leurs comités de juillet. Toutefois, leur discours a changé lorsque l'inflation a montré des signes de ralentissement. Par conséquent, les banques centrales continueront d'adopter une approche entièrement dépendante des données. Jérôme Powell a d'ailleurs souligné que les rapports sur l'emploi et l'inflation d'ici septembre seront déterminants pour les décisions prises lors des prochaines réunions. La BCE, pour sa part, a revu à la baisse son engagement à procéder à de nouvelles hausses de taux, les données relatives à l'activité ayant ralenti plus que prévu. Elle continuera à se concentrer davantage sur l'évolution de l'inflation des services. Les actions mondiales ont continué de progresser en juillet, les investisseurs étant satisfaits des différentes décisions de politiques monétaires des banques centrales. Le MSCI World AC (+3,1%) a préservé sa tendance haussière depuis le début de l'année (+16,3%). Les Etats Unis (+3,3%) ont surperformé les marchés européens (+1,4%). Les marchés de la Zone Euro (+1,8%) ont fait mieux, avec en tête l'Italie (+4,8%), l'Allemagne (+2%) et les Pays-Bas (+1,6%). Hors zone euro, le marché britannique a progressé de +2,1%. Le marché japonais (+1,6%) a lui aussi été positif sur le mois. Le MSCI pays émergents a progressé fortement (+4,9%), entraîné par la hausse des marchés des pays de la zone EMEA (+5,2%) et de la Chine (+9,1%). En Europe, la hausse a concerné tous les secteurs sauf l'IT (-1,1%) et les services aux collectivités (-1,6%). L'immobilier (+10,9%) et le secteur bancaire ont se sont hissés en tête du palmarès (+5,1%). Les valeurs cycliques sont ressorties gagnantes ce mois-ci face aux valeurs défensives (+1,9% contre 0,7%). En Europe, les valeurs de croissance (+0,2%) ont sous-performé les valeurs dites « Value » (+2,7%). Positionnement du fonds : Dans ce contexte, nous avons diminué notre exposition actions à 46%. L'exposition a été principalement réduite sur le marché actions des Etats-Unis (dont le poids est à 22%), et de la zone euro (avec un poids de 10%). Le portefeuille demeure diversifié avec des expositions aux pays émergents (dont le poids est à 8%) et au Japon (avec un poids à 2%). Nous avons également sensiblement augmenté notre exposition à la dette souveraine américaine (à hauteur de 13%) et la dette souveraine européenne (à hauteur de 24%). En ce qui concerne le crédit aux entreprises, le portefeuille est toujours majoritairement investi dans le crédit de qualité, dit Investment Grade, à hauteur de 24%. Ces obligations 'Investment Grade' sont principalement celles d'entreprises de la zone euro (20%). Le portefeuille est également exposé au crédit Haut Rendement avec un poids limité à 3%. Du côté de la sensibilité aux taux d'intérêts du portefeuille, les gérants ont rehaussé le niveau de sensibilité, à fin juillet, à 3,7. A fin juillet, le portefeuille est majoritairement exposé au risque de taux de la zone Euro core (1,6), des Etats-Unis (1,3) et de l'Espagne (0,4). En ce qui concerne le risque de change, le portefeuille reste majoritairement exposé à l'EUR à hauteur de 74,0%. Les gérants détiennent toutefois une exposition à l'USD 10,5% et au JPY 2,8%. Perspectives : L'optimisme qui sous-tend le comportement des actifs risqués s'explique en partie par le fait que l'essentiel du cycle de hausse des taux est désormais derrière nous et que la situation économique est meilleure que prévu. C'est principalement le cas aux États-Unis où, même si nous continuons à anticiper une légère récession au T4 2023/T1 2024, nous avons revu à la hausse nos prévisions de croissance 2023, à 1,6%, à la faveur de révisions favorables des chiffres du T1. La zone euro devrait éviter la récession mais les risques de resserrement excessif de la BCE et les écarts de croissance entre pays persistent. Concernant la Chine, nous avons revu à la baisse les prévisions de croissance pour 2023 à 5,1% en raison de la faiblesse du T2 et du report des mesures de relance. Ainsi nous sommes défensifs à l'égard des actions des pays industrialisés, y compris les États-Unis, l'Europe et le Japon, mais nous ne négligeons pas les opportunités qui se présentent ailleurs. La récente faiblesse des secteurs de l'immobilier et de

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

l'industrie manufacturière en Chine nous a amenés à adopter une position neutre sur ce pays. Nous pensons que les investisseurs devraient plutôt se diversifier dans l'univers plus large des émergents, où nous sommes désormais positifs. Nous maintenons une position positive sur la duration américaine, mais nous considérons que la persistance de l'inflation (de base) constitue un risque. Nous sommes également légèrement constructifs sur la duration de l'UE après le récent mouvement à la hausse des rendements et les indications d'une certaine faiblesse économique en Europe. Nous sommes prudents sur les obligations à hauts rendements américaines. Les valorisations actuelles semblent trop optimistes et ne correspondent pas à nos prévisions de ralentissement de l'économie et de resserrement des conditions financières. La liquidité pourrait représenter un problème dans ce segment à l'avenir.

Août 2023

Revue de marché : Au mois d'août, l'activité économique est restée vigoureuse aux Etats-Unis mais décevante en Europe et en Chine. L'inflation a poursuivi son reflux, quoique toujours de façon trop lente du point de vue des banques centrales des grandes économies avancées, qui se sont abstenues de signaler la fin des hausses de taux directeurs. Sur les marchés, les rendements obligataires américains ont augmenté et les actions ont baissé. Au niveau du marché américain, l'économie a continué de résister mieux que prévu à la hausse des taux directeurs, conduisant de nombreux observateurs à reporter dans le temps ou atténuer leurs anticipations de récession. Vis-à-vis du marché de la zone euro, les signes de ralentissement ont continué de s'accumuler sous l'effet de la hausse des taux mais aussi de difficultés spécifiques à l'industrie, alors que l'inflation est toujours très élevée. Au niveau de la Chine, les chiffres de croissance du T2 sont plus faibles que prévu et l'annonce par les autorités chinoises de mesures plutôt limitées se sont traduites par une révision à la baisse de la croissance chinoise. Dans un tel contexte, les actifs émergents ont sous-performé par rapport aux mois précédents mais ont tout de même relativement bien résisté. Le marché des taux a été marqué en août par des taux allemands quasiment inchangés et une hausse significative des taux longs américains. Le taux à 10 ans US clôture le mois à 4,1% après avoir dépassé 4,3% mi-août. Cette hausse s'explique par une activité économique plus forte que prévu. De plus, le ton de la Fed reste peu accommodant. La Fed pourrait resserrer encore sa politique monétaire s'il s'avérait que la croissance reste durablement supérieure à sa moyenne de long terme ou que les tensions sur le marché du travail ne s'atténuent plus. De son côté, la BCE fait face à un dilemme inflation élevée versus croissance. Les perspectives se détériorent rapidement dans la zone euro. La question pour les membres de la BCE est de savoir si l'économie est déjà suffisamment faible pour freiner à elle seule la croissance des prix ou si un resserrement monétaire supplémentaire est nécessaire. Au niveau des marchés action, on a pu constater une correction de marché suite à la forte hausse des taux longs, au-dessus de 4% sur le 10 ans américain, alors que la saison des résultats, porteuse jusque-là, était bien avancée. Le MSCI ACWI perd -2,2%. En parallèle, la déception concernant la reprise chinoise a fait chuté le MSCI Chine de -8,6%. Les marchés émergents plus globalement (-4,9%) et le Pacific ex Japan (-3,8%) en ont aussi souffert. L'Europe recule de -2,5%, les Etats-Unis de -1,9% et le Japon est stable (0%). En Europe, les secteurs cycliques (-3,9%) corrigent plus que les secteurs défensifs (-0,3%). De même les valeurs de croissance (-3%) lâchent plus de terrain que les valeurs « value » (-2%). Ainsi, la consommation discrétionnaire (-6,3%) ressort en bas de classement avec les matériaux (-4,4%). A l'opposé, l'énergie (+2,8%) profite de la remontée des prix du brut et la santé (+0,6%) sert de refuge ; ce sont les deux seuls secteurs en hausse sur le mois. Positionnement du fonds : Dans ce contexte, nous avons diminué notre exposition actions à 45%. L'exposition a été principalement réduite sur le marché actions des pays émergents (dont le poids est à 6%). L'exposition a été augmentée sur le marché européen à hauteur de 11% et a été maintenue sur le marché américain à hauteur de 22%. Nous avons également sensiblement augmenté notre exposition à la dette souveraine américaine (à hauteur de 17%) et diminué notre exposition à la dette souveraine européenne (à hauteur de 20%). En ce qui concerne le crédit aux entreprises, le portefeuille est toujours majoritairement investi dans le crédit de qualité, dit Investment Grade, à hauteur de 25%. Ces obligations 'Investment Grade' sont principalement celles d'entreprises de la zone euro (20%). Le portefeuille est également exposé au crédit Haut Rendement avec un poids limité à 3%. Du côté de la sensibilité aux taux d'intérêts du portefeuille, les gérants ont diminué le niveau de sensibilité, à fin août, à 3,6. A fin août, le portefeuille est majoritairement exposé au risque de taux de la zone Euro core (1,6), des Etats-Unis (1,4) et de l'Espagne (0,4). En ce qui concerne le risque de change, le portefeuille reste majoritairement exposé à l'EUR à hauteur de 76,6%. Les gérants détiennent toutefois une exposition à l'USD 9,6% et au JPY 2,0%. Perspectives : L'optimisme qui sous-tend le comportement des actifs risqués s'explique en partie par le fait que l'essentiel du cycle de hausse des taux est désormais derrière nous et que la situation économique est meilleure que prévu. C'est principalement le cas aux États-Unis où, même si nous continuons à anticiper

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

une légère récession au T4 2023/T1 2024, nous avons revu à la hausse nos prévisions de croissance 2023, à 1,6%, à la faveur de révisions favorables des chiffres du T1. La zone euro devrait éviter la récession mais les risques de resserrement excessif de la BCE et les écarts de croissance entre pays persistent. Concernant la Chine, nous avons revu à la baisse les prévisions de croissance pour 2023 à 5,1% en raison de la faiblesse du T2 et du report des mesures de relance. Ainsi nous sommes défensifs à l'égard des actions des pays industrialisés, y compris les États-Unis, l'Europe et le Japon, mais nous ne négligeons pas les opportunités qui se présentent ailleurs. La récente faiblesse des secteurs de l'immobilier et de l'industrie manufacturière en Chine nous a amenés à adopter une position neutre sur ce pays. Nous pensons que les investisseurs devraient plutôt se diversifier dans l'univers plus large des émergents, où nous sommes désormais positifs. Nous maintenons une position positive sur la duration américaine, mais nous considérons que la persistance de l'inflation (de base) constitue un risque. Nous sommes également légèrement constructifs sur la duration de l'UE après le récent mouvement à la hausse des rendements et les indications d'une certaine faiblesse économique en Europe. Nous sommes prudents sur les obligations à hauts rendements américaines. Les valorisations actuelles semblent trop optimistes et ne correspondent pas à nos prévisions de ralentissement de l'économie et de resserrement des conditions financières. La liquidité pourrait représenter un problème dans ce segment à l'avenir.

Sur la période sous revue, la performance de chacune des parts du portefeuille AMUNDI PATRIMOINE et de son benchmark s'établissent à :

- Part Amundi Patrimoine C en devise EUR : -1,39%
- Part Amundi Patrimoine M-C en devise EUR : -0,65%
- Part Amundi Patrimoine O-C en devise EUR : -0,36%
- Part Amundi Patrimoine R-C en devise EUR : -0,74%
- Part Amundi Patrimoine RETRAITE-C en devise EUR : -0,59%
- Part Amundi Patrimoine S-C en devise EUR : -0,90%.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI PART Z C	349 101 681,90	272 659 058,06
AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI PART Z C	207 243 736,08	26 110 544,51
BFT AUREUS ISR PART Z C	69 153 332,01	91 699 592,17
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 1.75% 01-07-24		100 026 116,40
AMUNDI RESPONSIBLE INVESTING EUROPEAN CREDIT		98 386 572,55
US TREASURY 4,75% 15/02/2041		73 852 661,86
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.5% 25-05-29		68 203 023,77
AMUNDI FUNDS PIONEER US CORPORATE BOND I USD		56 351 911,16
AMUNDI FUNDS EURO CORPORATE SHORT TERM BOND	48 739 142,08	
AMUNDI FUNDS EMERGING WORLD EQUITY I EUR C	24 382 583,50	23 531 928,00

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Information sur les commissions de surperformance (En EUR)

	31/08/2023
Part AMUNDI PATRIMOINE C Frais de gestion variables acquis Pourcentage de frais de gestion variables acquis (1) Frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) Pourcentage de frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) (2)	 21 662,33 0,001
Part AMUNDI PATRIMOINE M-C Frais de gestion variables acquis Pourcentage de frais de gestion variables acquis (1) Frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) Pourcentage de frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) (2)	 33,74 0,00
Part AMUNDI PATRIMOINE O-C Frais de gestion variables acquis Pourcentage de frais de gestion variables acquis (1) Frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) Pourcentage de frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) (2)	
Part AMUNDI PATRIMOINE R-C Frais de gestion variables acquis Pourcentage de frais de gestion variables acquis (1) Frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) Pourcentage de frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) (2)	
Part AMUNDI PATRIMOINE RETRAITE-C Frais de gestion variables acquis Pourcentage de frais de gestion variables acquis (1) Frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) Pourcentage de frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) (2)	
Part AMUNDI PATRIMOINE S-C Frais de gestion variables acquis Pourcentage de frais de gestion variables acquis (1) Frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) Pourcentage de frais de gestion variables acquis (dus aux rachats) (2)	

(1) par rapport à l'actif net de l'arrêté comptable

(2) par rapport à l'actif net moyen

Techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés en EUR

a) Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés

• **Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace : 159 320 631,07**

- o Prêts de titres : 153 470 631,07
- o Emprunt de titres :
- o Prises en pensions :
- o Mises en pensions : 5 850 000,00

• **Exposition sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés : 3 123 843 794,03**

- o Change à terme : 1 175 387 615,29
- o Future : 1 605 690 355,72
- o Options : 249 305 823,02
- o Swap : 93 460 000,00

b) Identité de la/des contrepartie(s) aux techniques de gestion efficace du portefeuille et instruments financiers dérivés

Techniques de gestion efficace	Instruments financiers dérivés (*)
BCO SANTANDER CENTRAL HIS MADRID BNP ARBITRAGE PARIS BNP PARIBAS SECURITIES BOFA SECURITIES EUROPE SA GOLDMAN SACHS BANK EUROPE SE J.P.MORGAN AG FRANCFORT MORGAN STANLEY BANK AG (FX BRANCH) MORGAN STANLEY EUROPE SE - FRANKFURT NATIXIS SOCIETE GENERALE PAR ZURCHER KANTONALBANK ZURICH	BARCLAYS BANK IRELAND PLC BNP PARIBAS FRANCE BOFA SECURITIES EUROPE S.A. - BOFAFRP3 CACIB LONDON CITIGROUP GLOBAL MARKETS EUROPE AG GOLDMAN SACHS BANK EUROPE SE HSBC FRANCE EX CCF J.P.MORGAN AG FRANCFORT MORGAN STANLEY EUROPE SE - FRANKFURT NATWEST MARKETS N.V. NOMURA FINANCIAL PRODUCTS EUROPE GMBH ROYAL BK CANADA LONDRES (ORION) SOCIETE GENERALE PAR STANDARD CHARTERED BANK STATE STREET BANK MUNICH UBS EUROPE SE

(*) Sauf les dérivés listés.

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

c) Garanties financières reçues par l'OPCVM afin de réduire le risque de contrepartie

Types d'instruments	Montant en devise du portefeuille
Techniques de gestion efficace	
. Dépôts à terme	5,88
. Actions	36 755 291,62
. Obligations	31 189 879,46
. OPCVM	87 062 517,34
. Espèces (*)	24 923 025,83
Total	179 930 720,13
Instruments financiers dérivés	
. Dépôts à terme	
. Actions	
. Obligations	
. OPCVM	
. Espèces	9 240 000,00
Total	9 240 000,00

(*) Le compte Espèces intègre également les liquidités résultant des opérations de mise en pension.

d) Revenus et frais opérationnels liés aux techniques de gestion efficace

Revenus et frais opérationnels	Montant en devise du portefeuille
. Revenus (*)	967 119,01
. Autres revenus	
Total des revenus	967 119,01
. Frais opérationnels directs	2 129 820,74
. Frais opérationnels indirects	
. Autres frais	
Total des frais	2 129 820,74

(*) Revenus perçus sur prêts et prises en pension.

(**) dont 301 729,6 euros rétrocédés à Amundi Intermédiation et/ou le Gestionnaire financier.

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - Règlement SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

a) Titres et matières premières prêtés

Montant	153 470 631,07			
% de l'Actif Net*	6,55%			

*% hors trésorerie et équivalent de trésorerie

b) Actifs engagés pour chaque type d'opérations de financement sur titres et TRS exprimés en valeur absolue

Montant	153 470 631,07		5 890 883,11	
% de l'Actif Net	6,26%		0,24%	

c) 10 principaux émetteurs de garanties reçues (hors cash) pour tous les types d'opérations de financement

CASAM ETF MSCI FRANCE FRANCE	30 732 254,55			
AMUNDI MSCI EUROPE MINI VOLATILIT FACTOR LUXEMBOURG	16 498 326,01			
AMUNDI GLOBAL INFRASTRUCTURE LUXEMBOURG	14 933 615,80			
REPUBLIQUE FRANCAISE PRESIDENCE FRANCE	14 672 199,76			
AMUNDI ETF PEA JAPAN TOPIX UCITS ETF FRANCE	8 524 846,69			
AMUNDI ETF MSCI EUROPE EX EMU FRANCE	6 339 855,97			
VINCI SA FRANCE	6 183 674,64			
PORSCHE AUTOMOBIL HOLDING SE ALLEMAGNE	5 691 676,97			
AMUNDI S&P 500 LUXEMBOURG	5 682 011,52			
ACCOR FRANCE	5 300 356,20			

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

d) 10 principales contreparties en valeur absolue des actifs et des passifs sans compensation

BNP ARBITRAGE PARIS FRANCE	74 546 693,84			
SOCIETE GENERALE PAR FRANCE	35 023 522,56			
BNP PARIBAS SECURITIES FRANCE	15 502 359,51			
J.P.MORGAN AG FRANCFORT ALLEMAGNE	11 621 816,44			
GOLDMAN SACHS BANK EUROPE SE ALLEMAGNE	9 612 568,03			
MORGAN STANLEY BANK AG (FX BRANCH) ALLEMAGNE			5 890 883,11	
BCO SANTANDER CENTRAL HIS MADRID ESPAGNE	2 865 010,62			
BOFA SECURITIES EUROPE SA FRANCE	2 357 251,18			
ZURCHER KANTONALBANK ZURICH SUISSE	1 331 224,29			
MORGAN STANLEY EUROPE SE - FRANKFURT ALLEMAGNE	545 639,52			

e) Type et qualité des garanties (collatéral)

Type				
- Actions	36 755 291,62			
- Obligations	31 189 879,46			
- OPC	87 062 517,34			
- TCN	5,88			
- Cash	19 069 465,78		5 853 560,05	
Rating				
Monnaie de la garantie				
Franc Suisse	610 473,61		5 853 560,05	
Livre Sterling	723 125,75		5 853 560,05	
Euro	165 043 927,77		5 853 560,05	
Dollar Us	7 699 632,95		5 853 560,05	

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

	Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
--	-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

f) Règlement et compensation des contrats

Triparties				X	
Contrepartie centrale					
Bilatéraux	X			X	

g) Échéance de la garantie ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour					
1 jour à 1 semaine					
1 semaine à 1 mois					
1 à 3 mois					
3 mois à 1 an	1 186 435,41				
Plus d'1 an	22 287 679,90				
Ouvertes	131 533 578,99				

h) Échéance des opérations de financement sur titres et TRS ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour					
1 jour à 1 semaine					
1 semaine à 1 mois	513 200,99		5 890 883,11		
1 à 3 mois					
3 mois à 1 an					
Plus d'1 an					
Ouvertes	152 957 430,08				

i) Données sur la réutilisation des garanties

Montant maximal (%)					
Montant utilisé (%)					
Revenus pour l'OPC suite au réinvestissement des garanties espèces en euros					

j) Données sur la conservation des garanties reçues par l'OPC

Caceis Bank					
Titres	155 007 694,30				
Cash	19 069 465,78				

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

Titres				
Cash				

l) Données sur les revenus et les coûts ventilés

Revenus				
- OPC	955 183,27		10 237,57	
- Gestionnaire				
- Tiers				
Coûts				
- OPC	119 887,45		4 126,68	
- Gestionnaire				
- Tiers	301 729,60			

e) Données Type et qualité des garanties (collatéral)

Amundi Asset Management veille à n'accepter que des titres d'une haute qualité de crédit et veille à rehausser la valeur de ses garanties en appliquant des décotes de valorisation sur les titres reçus. Ce dispositif est régulièrement revu et remis à jour.

i) Données sur la réutilisation des garanties

« La réglementation applicable aux OPCVM interdit la réutilisation par ce dernier des garanties reçues en titres. Les garanties reçues en espèces sont réinvesties dans les 5 supports suivants :

- o OPCVM monétaires court terme (tels que définis par l'ESMA dans ses orientations sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM)
- o Dépôt
- o Titres d'Etats Long Terme de haute qualité
- o Titres d'Etats Court Terme de haute qualité
- o Prises en pension »

Le montant maximal de réutilisation est de 0% pour les titres et 100% du montant reçu pour les espèces.

Le montant utilisé est de 0% pour les titres et 100% pour les espèces reçus.

k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

Amundi Asset Management veille à travailler avec un nombre réduit de dépositaires, sélectionnés pour s'assurer de la bonne conservation des titres reçus et du cash.

l) Données sur les revenus et les coûts ventilés

Opérations de prêts de titres et de mise en pension :

Dans le cadre des opérations de prêts de titres et de mise en pension, Amundi Asset Management a confié à Amundi Intermédiation, pour le compte de l'OPC, les réalisations suivantes : la sélection des contreparties, la demande de mise en place des contrats de marché, le contrôle du risque de contrepartie, le suivi qualitatif et quantitatif de la collatéralisation (contrôles de dispersion, des notations, des liquidités), des pensions et prêts

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

de titres. Les revenus résultant de ces opérations sont restitués à l'OPC. Ces opérations engendrent des coûts qui sont supportés par l'OPC. La facturation par Amundi Intermédiation ne peut excéder 50% des revenus générés par ces opérations.

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue

Néant.

Informations spécifiques

OPC à plus de 50%

La documentation juridique du Fonds prévoit qu'il peut investir à plus de 50% de son actif en titres d'autres OPC et indique, au titre des frais indirects, les taux maxima des commissions de souscription et de rachat, ainsi que des frais de gestion des OPC pouvant être détenus.

Conformément à la réglementation et au cours de l'exercice écoulé, ces OPC ont présenté en pratique des taux conformes à ceux mentionnés dans la note détaillée et repris dans le paragraphe « Frais de gestion ».

Droit de vote

L'exercice des droits de vote attachés aux valeurs inscrites à l'actif du Fonds et la décision de l'apport des titres sont définis dans le règlement du Fonds.

Fonds et instruments du groupe

Afin de prendre connaissance de l'information sur les instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par la Société de Gestion ou par les entités de son groupe, veuillez-vous reporter aux rubriques des comptes annuels :

- Autres Informations.
- Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le groupe.

Calcul du risque global

- Méthode du calcul de l'engagement

Les contrats à terme fermes sont portés pour leur valeur de marché, en engagement hors bilan, au cours de compensation. Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent. Les contrats d'échange de taux réalisés de gré à gré sont évalués sur la base du montant nominal, plus ou moins, la différence d'estimation correspondante.

- Méthode de calcul du risque global : L'OPC utilise la méthode du calcul de l'engagement pour calculer le risque global de l'OPC sur les contrats financiers.

- Effet de Levier – Fonds pour lesquels la méthode de calcul en risque est appliquée
Niveau de levier indicatif : 176,78%.

Informations réglementaires

Procédure de sélection de brokers et des contreparties

Notre société de gestion et sa filiale de « Négociation » attachent une grande importance à la sélection des prestataires transactionnels que sont les intermédiaires ("brokers") ou contreparties.

Ses méthodes de sélection sont les suivantes :

- Les intermédiaires ("brokers") sont sélectionnés par zone géographique, puis par métier. Les contreparties sont sélectionnées par métier.
- Les intermédiaires ("brokers") et les contreparties se voient attribuer une note interne trimestrielle. Les directions de notre société intervenant dans le processus de notation sont directement concernées par les prestations fournies par ces prestataires. C'est la filiale de « Négociation » de notre société qui organise et détermine cette notation sur base des notes décernées par chaque responsable d'équipe concernée selon les critères suivants :

Pour les équipes de gérants, d'analystes financiers et de stratégestes :

- Relation commerciale générale, compréhension des besoins, pertinence des contacts,
- Qualité des conseils de marchés et opportunités, suivi des conseils,
- Qualité de la recherche et des publications,
- Univers des valeurs couvertes, visites des sociétés et de leur direction.

Pour les équipes de négociateurs :

- Qualité des personnels, connaissance du marché et information sur les sociétés, confidentialité,
- Proposition de prix,
- Qualité des exécutions,
- Qualité du traitement des opérations, connectivité, technicité et réactivité.

Les directions « Compliance » et « Middle Office » de notre société disposent d'un droit de véto.

Accréditation d'un nouveau prestataire (intermédiaire ou contrepartie) transactionnel

La filiale de « Négociation » se charge d'instruire les dossiers d'habilitation et d'obtenir l'accord des directions « Risques » et « Compliance ». Lorsque le prestataire transactionnel (intermédiaire ou contrepartie) est habilité, il fait l'objet d'une notation lors du trimestre suivant.

Comités de suivi des prestataires (intermédiaires et contreparties) transactionnels

Ces comités de suivi ont lieu chaque trimestre, sous l'égide du responsable de la filiale de « Négociation ».

Les objectifs de ces comités sont les suivants :

- Valider l'activité écoulée et la nouvelle sélection à mettre en œuvre pour le trimestre suivant,
- Décider de l'appartenance des prestataires à un groupe qui se verra confier un certain nombre de transactions,
- Définir les perspectives de l'activité.

Dans ces perspectives, les comités de suivi passent en revue les statistiques et notes attribuées à chaque prestataire et prennent les décisions qui en découlent.

Rapport sur les frais d'intermédiation

Il est tenu à la disposition des porteurs un rapport relatif aux frais d'intermédiation. Ce rapport est consultable à l'adresse internet suivante : www.amundi.com.

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Politique de Rémunérations

Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération mise en place au sein de Amundi Asset Management est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM »), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la « Directive UCITS V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur les fonds gérés.

De plus, la politique de rémunération est conforme au Règlement (UE) 2019/2088 (« SFDR »), intégrant le risque de développement durable et les critères ESG dans le plan de contrôle d'Amundi, avec des responsabilités réparties entre le premier niveau de contrôles effectué par les équipes de Gestion et le deuxième niveau de contrôles effectué par les équipes Risques, qui peuvent vérifier à tout moment le respect des objectifs et des contraintes ESG d'un fonds.

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Amundi, revue chaque année par son Comité des Rémunérations. Lors de la séance du 1er février 2022, celui-ci a vérifié l'application de la politique applicable au titre de l'exercice 2021 et sa conformité avec les principes des Directives AIFM et UCITS V, et a approuvé la politique applicable au titre de l'exercice 2022.

La mise en œuvre de la politique de rémunération Amundi a fait l'objet, courant 2022, d'une évaluation interne, centrale et indépendante, conduite par l'Audit Interne Amundi.

1.1 Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Au cours de l'année 2022, les effectifs d'Amundi Asset Management ont augmenté du fait de l'intégration de collaborateurs issus de la société Lyxor.

Sur l'exercice 2022, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variables différées et non différées) versées par Amundi Asset Management à l'ensemble de son personnel (1 673 collaborateurs au 31 décembre 2022) s'est élevé à 202 172 869 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 134 493 396 euros, soit 67% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 67 679 473 euros, soit 33% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, du « carried interest » a été versé au cours de l'exercice 2022, et est pris en compte dans le montant total de rémunérations variables versées ci-dessus.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice, 19 393 477 euros concernaient les « cadres dirigeants et cadres supérieurs » (31 collaborateurs au 31 décembre 2022), 16 540 119 euros concernaient les « gérants décisionnaires » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds gérés (50 collaborateurs au 31 décembre 2022).

1.2 Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque et sur la gestion des conflits d'intérêt

Le Groupe Amundi s'est doté d'une politique et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation pour l'ensemble de ses Sociétés de Gestion.

Le Groupe Amundi a également procédé à l'identification de son Personnel Identifié qui comprend l'ensemble des collaborateurs du Groupe Amundi exerçant un pouvoir de décision sur la gestion des sociétés ou des

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

fonds gérés et susceptibles par conséquent d'avoir un impact significatif sur la performance ou le profil de risque.

Les rémunérations variables attribuées au personnel du Groupe Amundi sont déterminées en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle auquel il appartient et des résultats d'ensemble du Groupe. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères quantitatifs que qualitatifs, ainsi que le respect des règles de saine gestion des risques.

Les critères pris en compte pour l'évaluation des performances et l'attribution des rémunérations variables dépendent de la nature de la fonction exercée :

1. Fonctions de sélection et de gestion de portefeuille

Critères quantitatifs :

- RI/Sharpe sur 1, 3 et 5 ans
- Performance brute/absolue/relative des stratégies d'investissement (basées sur des composites GIPS) sur 1,3, 5 ans, perspective principalement axée sur 1 an, ajustée sur le long terme (3,5 ans)
- Performance en fonction du risque basée sur RI/Sharpe sur 1, 3 et 5 ans
- Classements concurrentiels à travers les classements Morningstar
- Collecte nette / demande de soumission, mandats réussis
- Performance fees
- Quand cela est pertinent, évaluation ESG des fonds selon différentes agences de notation (Morningstar, CDP...)
- Respect de l'approche ESG « Beat the benchmark », de la politique d'exclusion ESG et de l'index de transition climatique.

Critères qualitatifs :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales
- Qualité du management
- Innovation/développement produit
- Transversalité et partage des meilleures pratiques
- Engagement commercial incluant la composante ESG dans les actions commerciales
- ESG :
 - Respect de la politique ESG et participation à l'offre Net-zero
 - Intégration de l'ESG dans les processus d'investissement
 - Capacité à promouvoir et diffuser la connaissance ESG en interne et en externe
 - Participer à l'élargissement de l'offre et à l'innovation en matière ESG
 - Aptitude à concilier la combinaison entre risque et ESG (le risque et le retour ajusté de l'ESG).

2. Fonctions commerciales

Critères quantitatifs :

- Collecte nette, notamment en matière d'ESG et de produits à impact
- Recettes
- Collecte brute
- Développement et fidélisation de la clientèle ; gamme de produits
- Nombre d'actions commerciales par an, notamment en matière de prospection,
- Nombre de clients contactés sur leur stratégie Net-zero.

Critères qualitatifs :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales
- Prise en compte conjointe des intérêts d'Amundi et des intérêts du client
- Sécurisation/ développement de l'activité
- Satisfaction client
- Qualité du management
- Transversalité et partage des meilleures pratiques
- Esprit d'entreprise
- Aptitude à expliquer et promouvoir les politiques ESG ainsi que les solutions d'Amundi.

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

3. Fonctions de support et de contrôle

En ce qui concerne les fonctions de contrôle, l'évaluation de la performance et les attributions de rémunération variable sont indépendantes de la performance des secteurs d'activités qu'elles contrôlent.

Les critères habituellement pris en compte sont les suivants :

- Principalement des critères liés à l'atteinte d'objectifs qui leur sont propres (maîtrise des risques, qualité des contrôles, réalisation de projets, amélioration des outils et systèmes etc.)
- Lorsque des critères financiers sont utilisés, ils tournent essentiellement autour de la gestion et l'optimisation des charges.

Les critères de performance ci-dessus énoncés, et notamment ceux appliqués au Personnel Identifié en charge de la gestion, s'inscrivent plus largement dans le respect de la réglementation applicable aux fonds gérés ainsi que de la politique d'investissement du comité d'investissement du gestionnaire.

En outre, le Groupe Amundi a mis en place, pour l'ensemble de son personnel, des mesures visant à aligner les rémunérations sur la performance et les risques à long terme, et à limiter les risques de conflits d'intérêts.

A ce titre, notamment :

- est mis en place un barème de différé, conforme aux exigences des Directives AIFM et UCITS V.
- la partie différée de la rémunération variable des collaborateurs du Personnel Identifié est versée en instruments indexés à 100% sur la performance d'un panier de fonds représentatif.
- l'acquisition définitive de la partie différée est liée à la situation financière d'Amundi, à la continuité d'emploi du collaborateur dans le groupe ainsi qu'à sa gestion saine et maîtrisée des risques sur toute la période d'acquisition.

Respect par l'OPC de critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

Amundi applique des règles d'exclusion ciblées qui constituent le socle de sa responsabilité fiduciaire. Elles sont appliquées dans toutes ses stratégies de gestion active et consistent à exclure les entreprises qui ne sont conformes ni à notre politique ESG, ni aux conventions internationales et aux cadres reconnus sur le plan international, ni aux cadres de régulations nationales. Ces exclusions ciblées sont appliquées sous réserve de conformité aux lois et règlements applicables et sauf dispositions contractuelles contraires pour les produits ou services dédiés.

C'est ainsi qu'Amundi exclut les activités suivantes :

Tout investissement direct dans les entreprises impliquées dans la fabrication, le commerce, le stockage ou les services pour les mines antipersonnel, les bombes à sous-munitions, en conformité avec les conventions d'Ottawa et d'Oslo.

Les entreprises produisant, stockant, commercialisant des armes chimiques, des armes biologiques et des armes à l'uranium appauvri.

Les entreprises qui contreviennent gravement et de manière répétée à l'un ou plusieurs des 10 principes du Pacte Mondial, sans mesures correctives crédibles.

Ces émetteurs sont notés G sur l'échelle d'Amundi. De plus, Amundi met en œuvre des exclusions sectorielles ciblées, spécifiques aux industries du charbon et du tabac. Ces exclusions sectorielles s'appliquent à toutes les stratégies de gestion active sur lesquelles Amundi a la discrétion entière de gestion de portefeuille.

Politique Charbon

Amundi exclut :

- Les entreprises développant ou projetant de développer de nouvelles capacités en charbon thermique dans l'ensemble de la chaîne de valeur (producteurs, extracteurs, centrales, infrastructures de transport).

Les entreprises dont plus de 25% du chiffre d'affaires provient de l'extraction de charbon thermique.

- Les entreprises dont l'extraction annuelle de charbon thermique est de 100 MT ou plus sans intention de réduction.
- Toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires lié à l'extraction de charbon thermique et à la production d'électricité à partir de charbon thermique est supérieur à 50% de leur chiffre d'affaires total sans analyse.

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

- Toutes les entreprises de production d'électricité au charbon et d'extraction de charbon avec un seuil entre 25% et 50% et un score de transition énergétique détérioré.

Application en gestion passive :

• Fonds passifs ESG

Tous les ETF et fonds indiciels ESG appliquent chaque fois que possible la politique d'exclusion du secteur charbon d'Amundi (à l'exception des indices très concentrés).

• Fonds passifs non ESG

Le devoir fiduciaire en gestion passive est de reproduire le plus fidèlement possible un indice.

Le gestionnaire de portefeuille dispose ainsi d'une marge de manœuvre limitée et doit remplir les objectifs contractuels pour obtenir une exposition passive pleinement conforme à l'indice de référence demandé.

Par conséquent, les fonds indiciels et ETF d'Amundi répliquant des indices de référence standards (non ESG) ne peuvent pas appliquer d'exclusions sectorielles systématiques.

Cependant, dans le cadre des titres exclus de la « politique charbon thermique » sur l'univers d'investissement actif d'Amundi mais qui pourraient être présents dans des fonds passifs non ESG, Amundi a renforcé ses actions en matière de vote et d'engagement qui pourraient se traduire par un vote « contre » le management des entreprises concernées.

Politique sur le tabac

Depuis 2018, Amundi limite les notes ESG des entreprises du secteur du tabac à E, sur une échelle de A à G (les entreprises notées G étant exclues) afin de prendre en compte les inquiétudes liées à la santé publique, mais également la violation des droits de l'Homme, la pauvreté, les conséquences environnementales, et le coût économique considérable associé au tabac, estimé à plus de 1 000 milliards de dollars par an dans le monde, selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé. Cette limite a pour but de pénaliser l'investissement dans ce type d'entreprises, ce qui doit être compensé par des investissements dans des entreprises plus vertueuses. La politique d'Amundi s'applique au secteur du tabac dans son entièreté, notamment les fournisseurs, les fabricants de cigarettes et les distributeurs.

En mai 2020, Amundi est devenu signataire du Tobacco-Free Finance Pledge, renforçant de fait sa politique d'exclusion au tabac. Amundi applique ainsi les règles suivantes :

- Règles d'exclusion : sont exclues les entreprises fabriquant des produits complets du tabac (seuils d'application : revenus supérieurs à 5%).
- Règles de limite : sont limitées à une note ESG de E (s'étalonnant de A à G) les entreprises impliquées dans les activités de fabrication, de fourniture et de distribution de tabac (seuils d'application : revenus supérieurs à 10%).

Des informations complémentaires sur les modalités de prise en compte des critères ESG par Amundi sont disponibles sur son site Internet : <https://legroupe.amundi.com>

* *Gestion active : hors OPC indiciels et ETF contraints par leur indice de référence.*

Règlements SFDR et Taxonomie

Article 8 – au titre de la Taxonomie

Conformément à son objectif et à sa politique d'investissement, l'OPC promeut des caractéristiques environnementales au sens de l'article 6 du Règlement sur la Taxonomie. Il peut investir partiellement dans des activités économiques qui contribuent à un ou plusieurs objectif(s) environnemental(aux) prescrit(s) à l'article 9 du Règlement sur la Taxonomie. L'OPC ne prend toutefois actuellement aucun engagement quant à une proportion minimale.

La Taxonomie a pour objectif d'identifier les activités économiques considérées comme durables d'un point de vue environnemental. La Taxonomie identifie ces activités selon leur contribution à six grands objectifs environnementaux : (i) atténuation du changement climatique, (ii) adaptation au changement climatique, (iii) utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines, (iv) transition vers une économie

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

circulaire (déchets, prévention et recyclage), (v) prévention et réduction de la pollution, (vi) protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Afin d'établir le degré de durabilité environnementale d'un investissement, une activité économique est considérée comme durable sur le plan environnemental lorsqu'elle contribue de manière substantielle à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux, qu'elle ne nuit pas de manière significative à un ou plusieurs des objectifs environnementaux (principe du « *do no significant harm* » ou « DNSH »), qu'elle est réalisée dans le respect des garanties minimales prévues à l'article 18 du Règlement sur la Taxonomie et qu'elle respecte les critères d'examen technique qui ont été établis par la Commission européenne conformément au Règlement sur la Taxonomie.

Conformément à l'état actuel du Règlement sur la Taxonomie, la Société de gestion s'assure actuellement que les investissements ne nuisent pas de manière significative à tout autre objectif environnemental en mettant en œuvre des politiques d'exclusion par rapport aux émetteurs dont les pratiques environnementales et/ou sociales et/ou de gouvernance sont controversées.

Nonobstant ce qui précède, le principe « ne pas nuire de manière significative » (DNSH) s'applique uniquement aux investissements sous-jacents qui prennent en compte les critères de l'Union européenne pour les activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental

Bien que l'OPC puisse déjà détenir des investissements dans des activités économiques qualifiées d'activités durables sans être actuellement engagé à respecter une proportion minimale, la Société de gestion fera tout son possible pour communiquer cette proportion d'investissements dans des activités durables dès que cela sera raisonnablement possible après l'entrée en vigueur des normes techniques réglementaires (« RTS ») en ce qui concerne le contenu et la présentation des communications conformément aux articles 8(4), 9(6) et 11(5) du Règlement « Disclosure » tel que modifié par le Règlement sur la Taxonomie.

Cet engagement sera réalisé de manière progressive et continue, en intégrant les exigences du Règlement sur la Taxonomie dans le processus d'investissement dès que cela est raisonnablement possible. Cela conduira à un degré minimum d'alignement du portefeuille sur les activités durables, information qui sera mise à la disposition des investisseurs à ce moment-là.

Dans l'intervalle, le degré d'alignement sur les activités durables ne sera pas mis à la disposition des investisseurs.

Dès que la totalité des données sera disponible et que les méthodologies de calcul pertinentes seront finalisées, la description de la mesure dans laquelle les investissements sous-jacents sont réalisés dans des activités durables sera mise à la disposition des investisseurs. Ces informations, ainsi que celles relatives à la proportion d'activités habilitantes et transitoires, seront précisées dans une version ultérieure du prospectus.

Article 8 – au titre du SFDR

Au titre de l'article 50 du règlement délégué de niveau 2 SFDR, des informations sur la réalisation des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont disponibles en annexe du présent rapport.

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Certification du commissaire aux comptes sur les comptes annuels



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 août 2023**

AMUNDI PATRIMOINE
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT
Régis par le Code monétaire et financier

Société de gestion
AMUNDI ASSET MANAGEMENT
90, boulevard Pasteur
75015 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement AMUNDI PATRIMOINE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/09/2022 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.



AMUNDI PATRIMOINE

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe des comptes annuels décrivant les modalités de valorisation des titres russes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

1. Contrats financiers répondant aux caractéristiques des dérivés de crédit :

Les contrats financiers répondant aux caractéristiques des dérivés de crédit sont valorisés par la société de gestion à partir de modèles financiers. Les modèles mathématiques appliqués reposent sur des données externes et sur des hypothèses de marché retenues par la société de gestion. Sur la base des éléments ayant conduit à la détermination des valorisations retenues, nous avons procédé à l'appréciation de l'approche mise en œuvre par la société de gestion.

2. Autres instruments financiers du portefeuille :

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*


- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

En application de la loi, nous vous signalons que nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais réglementaires compte tenu de la réception tardive de certains documents nécessaires à la finalisation de nos travaux.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Raphaëlle Alezra-Cabessa

2024.05.30 12:13:22 +0200



OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Comptes annuels

Bilan Actif au 31/08/2023 en EUR

	31/08/2023	31/08/2022
IMMOBILISATIONS NETTES		
DÉPÔTS		
INSTRUMENTS FINANCIERS	2 560 274 543,03	3 130 256 071,35
Actions et valeurs assimilées	186 418 367,62	439 417 791,61
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	164 303 978,22	421 479 544,22
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	22 114 389,40	17 938 247,39
Obligations et valeurs assimilées	751 132 393,62	600 155 338,88
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	745 927 383,14	595 430 203,49
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	5 205 010,48	4 725 135,39
Titres de créances	5,88	1 953 992,03
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	5,88	1 953 992,03
Titres de créances négociables	5,88	1 953 992,03
Autres titres de créances		
Non négoiés sur un marché réglementé ou assimilé		
Organismes de placement collectif	1 438 610 812,15	1 316 375 010,78
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	1 415 108 439,74	1 281 112 190,91
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	14 941 406,37	24 381 577,97
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	8 560 966,04	10 881 241,90
Autres organismes non européens		
Opérations temporaires sur titres	159 442 671,07	741 004 823,36
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés	153 551 787,96	740 235 683,14
Titres empruntés		
Titres donnés en pension	5 890 883,11	769 140,22
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	24 670 292,69	31 349 114,69
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	23 003 972,81	29 876 675,61
Autres opérations	1 666 319,88	1 472 439,08
Autres instruments financiers		
CRÉANCES	1 244 522 489,85	920 786 944,68
Opérations de change à terme de devises	1 175 387 615,29	840 605 305,59
Autres	69 134 874,56	80 181 639,09
COMPTES FINANCIERS	37 284 759,96	404 296 443,22
Liquidités	37 284 759,96	404 296 443,22
TOTAL DE L'ACTIF	3 842 081 792,84	4 455 339 459,25

Bilan Passif au 31/08/2023 en EUR

	31/08/2023	31/08/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital	2 587 926 571,77	2 710 933 924,91
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		
Report à nouveau (a)		
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	-140 942 977,03	-5 077 315,08
Résultat de l'exercice (a, b)	3 728 264,71	-5 704 081,72
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	2 450 711 859,45	2 700 152 528,11
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	183 666 287,59	502 223 193,63
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres	160 861 462,08	475 432 521,94
Dettes représentatives de titres donnés en pension	5 853 560,05	740 663,96
Dettes représentatives de titres empruntés	207,73	80,59
Autres opérations temporaires	155 007 694,30	474 691 777,39
Instruments financiers à terme	22 804 825,51	26 790 671,69
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	20 683 924,87	26 505 057,58
Autres opérations	2 120 900,64	285 614,11
DETTES	1 207 703 645,80	1 246 240 349,19
Opérations de change à terme de devises	1 173 645 944,17	847 370 112,67
Autres	34 057 701,63	398 870 236,52
COMPTES FINANCIERS		6 723 388,32
Concours bancaires courants		6 723 388,32
Emprunts		
TOTAL DU PASSIF	3 842 081 792,84	4 455 339 459,25

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Hors-Bilan au 31/08/2023 en EUR

	31/08/2023	31/08/2022
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
EURO SCHATZ 0922		188 003 910,00
EURO SCHATZ 0923	3 784 320,00	
XEUR FBTP BTP 0922		35 494 470,00
JAP GOVT 10 0923	78 050 916,81	
FGBL BUND 10A 0922		47 202 430,00
TU CBOT UST 2 1222		5 386 635,42
US 10YR NOTE 1222		62 897 201,78
CBOT USUL 30A 1222		34 046 541,69
EURO BOBL 1223	25 490 990,00	
TU CBOT UST 2 1223	2 628 889,88	
LIFFE LG GILT 1223	111 582,02	
EURO SCHATZ 1223	94 721 040,00	
DAX 30 IND FU 0922		53 957 400,00
IN NSE SP CN 0922		15 672 020,29
DJS F&B FUT 0922		26 576 940,00
DJE 600 EUROP 0922		52 647 360,00
DJE 600 EUROP 0923	5 075 265,00	
EURO STOXX 50 0922		302 896 000,00
EURO STOXX 50 0923	103 727 650,00	
EC EURUSD 0922		8 125 404,01
EC EURUSD 0923	50 245 370,16	
Options		
S&P 500 INDEX 11/2022 PUT 3800		31 528 297,95
S&P 500 INDEX 12/2023 PUT 3800	6 333 608,05	
S&P 500 INDEX 12/2023 PUT 4200	17 858 698,12	
S&P 500 INDEX 06/2024 PUT 4300	15 989 764,59	
Engagement sur marché de gré à gré		
Options		
EURUSD C 1.06 10/22		14 840 925,30
EURUSD P 0.98 10/22		34 763 941,80
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
FV CBOT UST 5 1222		5 289 676,87
EUR XEUR FOAT E 0922		67 215 740,00
EURO BOBL 0922		33 600 840,00

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Hors-Bilan au 31/08/2023 en EUR

	31/08/2023	31/08/2022
EURO BOBL 0923	142 583 080,00	
EURO BUND 0923	102 156 730,00	
XEUR FGBX BUX 0922		43 619 000,00
US TBOND 30 1222		24 992 386,01
US 10Y ULT 1222		63 119 747,90
US 10Y ULT 1223	85 155 076,70	
US TBOND 30 1223	4 821 083,06	
US 10YR NOTE 1223	128 591 036,30	
FV CBOT UST 5 1223	177 510 377,71	
CBOT USUL 30A 1223	7 634 403,65	
E-STOXX UTIL 0923	28 747 960,00	
DJE HH GDS 0923	24 891 730,00	
DJES BANKS 0922		14 531 940,00
DJES BANKS 0923	26 163 200,00	
SP 500 MINI 0922		386 580 602,66
SP 500 MINI 0923	262 550 882,20	
DJS BAS R FUT 0922		18 468 615,00
DJS BAS R FUT 0923	11 652 990,00	
DJE 600 INSUR 0922		53 157 000,00
DJE 600 INSUR 0923	39 983 840,00	
DJE 600 OIL G 0922		67 759 740,00
DJE 600 OIL G 0923	51 870 750,00	
MME MSCI EMER 0922		59 711 784,60
MME MSCI EMER 0923	56 302 870,04	
MSCI CHINA 0923	21 076 150,55	
NK2 TOKYO NIK 0922		16 616 078,77
NIKKEI 225 0923	17 020 999,21	
NQ USA NASDAQ 0922		87 476 893,24
DJS F&B FUT 0923	22 610 740,00	
DJ STX600 AUT 0922		14 326 000,00
OSE TOPIX FUT 0922		29 135 614,18
OSE TOPIX FUT 0923	30 530 432,43	
DJS TECH FUT 0922		27 906 240,00
DJS TELECOM 0922		25 798 500,00
CN FTSE CHINA 0922		54 461 836,81
FTSE 100 FUT 0922		45 285 974,66
RP EURGBP 0922		13 772 276,23
Options		
DJ EURO STOXX 50 09/2022 PUT 3400		15 588 452,00
DJ EURO STOXX 50 09/2022 PUT 3000		1 350 624,00
S&P 500 INDEX 09/2022 PUT 3600		6 324 538,81

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Hors-Bilan au 31/08/2023 en EUR

	31/08/2023	31/08/2022
Engagement sur marché de gré à gré		
Options		
GBPUSD P 1.26 10/23	39 839 016,46	
GBPUSD P 1.26 10/23	39 839 016,46	
EURUSD P 1.09 09/23	53 229 514,40	
AUDUSD C 0.665 09/23	3 209 263,16	
EURUSD P 1.09 09/23	53 229 514,40	
USDJPY P 138 11/23	9 888 713,69	
USDJPY P 138 11/23	9 888 713,69	
Swaps de taux		
FIX/2.792/E6R/0.0	93 460 000,00	
Credit Default Swaps		
CDX NA IG SERIE 38 V		99 448 063,20
Autres engagements		

Compte de Résultat au 31/08/2023 en EUR

	31/08/2023	31/08/2022
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	5 399 093,80	713 174,77
Produits sur actions et valeurs assimilées	3 105 913,93	490 569,07
Produits sur obligations et valeurs assimilées	16 434 442,60	3 012 470,40
Produits sur titres de créances		
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	967 119,01	210 694,52
Produits sur instruments financiers à terme	3 496 205,54	
Autres produits financiers	2 699 913,79	821 775,02
TOTAL (1)	32 102 688,67	5 248 683,78
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	2 129 820,74	618 112,64
Charges sur instruments financiers à terme	3 565 560,66	
Charges sur dettes financières	58 815,21	112 628,76
Autres charges financières		
TOTAL (2)	5 754 196,61	730 741,40
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	26 348 492,06	4 517 942,38
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	22 827 467,74	10 420 481,94
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	3 521 024,32	-5 902 539,56
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	207 240,39	198 457,84
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	3 728 264,71	-5 704 081,72

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Annexes aux comptes annuels

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Valorisation des titres russes

La crise liée au conflit entre la Russie et l'Ukraine crée des conditions particulières pour la valorisation des instruments financiers exposés à ces pays. En effet, la société de gestion a été conduite à mettre en place une politique de valorisation particulière pour ces instruments afin de tenir compte :

- de la fermeture de marchés financiers de certains pays,
- des incertitudes pesant sur les recouvrements à venir de titres de créances sur ces états,
- des incertitudes pesant sur les recouvrements à venir de titres de créances d'entreprises dont le siège social se situe dans ces pays, ou dont l'activité est significativement exposée ou dépendante de ces pays.
- des mesures exceptionnelles prises dans le cadre des sanctions contre la Russie.

Cette politique de valorisation consiste depuis le 16/03/22 à valoriser les parts de l'OPC LU2414850565 Amundi Funds Russian Equity Z EUR Cap a 0.

Les évaluations ainsi retenues présentent des incertitudes et ne sauraient présenter le même degré de précision que celles provenant de cours issus de cotations sur des marchés réglementés. En conséquence, il pourrait exister un écart significatif entre les valeurs retenues, évaluées comme indiqué ci-dessus, et les prix auxquels seraient effectivement réalisées les cessions si une part de ces actifs en portefeuille devait être cédée à brève échéance. La valeur de ces titres peut également dépendre d'éventuels recouvrements à venir

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue, ou, le cas échéant, sur la base d'estimations disponibles sous le contrôle et la responsabilité de la société de gestion.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

CDS :

Les dérivés de crédit sont calculés à partir de modèles standards de marché, utilisant les données de marchés (les spreads, les courbes de taux, taux de recouvrement) disponibles chez différents providers, notamment Markit et Reuters.

La contre valorisation est assurée par la société de Gestion qui procède au rapprochement prix Front/Prix valorisateur.

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Les swaps d'inflation sont considérés comme des produits de taux, en conséquence sont présentés à la rubrique « autres » du tableau « 3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS BILAN »

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0011199371 - AMUNDI PATRIMOINE C : Taux de frais maximum de 2% TTC.

FR0011660851 - AMUNDI PATRIMOINE M-C : Taux de frais maximum de 2% TTC.

FR0011553692 - AMUNDI PATRIMOINE O-C : Taux de frais maximum de 0,10% TTC.

FR0013295896 - AMUNDI PATRIMOINE R-C : Taux de frais maximum de 1% TTC.

FR0013295904 - AMUNDI PATRIMOINE RETRAITE-C : Taux de frais maximum de 1% TTC.

FR0011585629 - AMUNDI PATRIMOINE S-C : Taux de frais maximum de 0,60% TTC.

Commission de surperformance :

La commission de surperformance est basée sur de la comparaison entre l'actif valorisé (net de frais de gestion fixes) du portefeuille et « l'actif de référence ». Cet actif de référence représente l'actif du portefeuille, mouvementé des montants de souscriptions/rachats à chaque valorisation, et valorisé selon la performance de l'indice de référence (€STR capitalisé tous les jours et majoré de 5% par an).

La performance du fonds commun de placement est calculée en fonction de l'évolution de la valeur liquidative.

Cette comparaison est effectuée sur une période d'observation qui peut durer 1, 2 ou 3 ans et dont la date anniversaire correspond au dernier jour de bourse du mois de juin.

A l'issue de chaque année :

- Si l'actif valorisé du fonds est supérieur à celui de l'actif de référence, la provision est perçue par la société de gestion (cette provision représentera 20% de la différence entre ces deux actifs) et une nouvelle période

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

d'observation débute. Le niveau de l'actif de référence retenu pour la nouvelle période d'observation est alors réajusté au niveau de l'actif valorisé du fonds commun de placement.

- Si l'actif valorisé du fonds est inférieur à celui de l'actif de référence, aucune provision n'est constatée et la période d'observation se poursuit une année, en conservant le niveau initial d'actif de référence.

- A l'issue de la 3ème année, le niveau de l'actif de référence automatiquement réajusté au niveau de l'actif valorisé du fonds (après prélèvement d'une provision le cas échéant), et une nouvelle période d'observation de 1 à 3 ans démarre.

Dans le cas où l'actif valorisé du fonds commun de placement est inférieur à celui de l'actif de référence entre deux valeurs liquidatives, toute provision passée précédemment sera réajustée par une reprise sur provision. Les reprises sur provision sont plafonnées à hauteur des dotations antérieures.

En cas de rachat, la quote-part de la provision constituée, correspondant au nombre de parts rachetées, est définitivement acquise à la société de gestion.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrrages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Part AMUNDI PATRIMOINE C	Capitalisation	Capitalisation
Part AMUNDI PATRIMOINE M-C	Capitalisation	Capitalisation
Part AMUNDI PATRIMOINE O-C	Capitalisation	Capitalisation
Part AMUNDI PATRIMOINE R-C	Capitalisation	Capitalisation
Part AMUNDI PATRIMOINE RETRAITE-C	Capitalisation	Capitalisation
Part AMUNDI PATRIMOINE S-C	Capitalisation	Capitalisation

2. Évolution de l'actif net au 31/08/2023 en EUR

	31/08/2023	31/08/2022
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	2 700 152 528,11	2 689 003 509,42
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	201 863 132,89	17 222 601,99
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-415 585 442,53	-58 195 310,22
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	61 915 805,87	2 918 623,13
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-106 528 382,80	-4 105 945,30
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	222 472 141,76	20 499 143,13
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-331 715 746,98	-26 020 754,05
Frais de transactions	-5 072 274,89	-419 328,40
Différences de change	-49 710 186,82	19 934 024,61
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	136 927 604,60	21 680 880,39
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>-77 219 604,06</i>	<i>-214 147 208,66</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>214 147 208,66</i>	<i>235 828 089,05</i>
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	32 471 655,92	23 537 622,97
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>14 060 083,77</i>	<i>-18 411 572,15</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>18 411 572,15</i>	<i>41 949 195,12</i>
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat		
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	3 521 024,32	-5 902 539,56
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	2 450 711 859,45	2 700 152 528,11

3. Compléments d'information

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Obligations et valeurs assimilées non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	5 205 010,48	0,21
Autres obligations (indexées, titres participatifs)	4 392 253,54	0,18
Obligations convertibles négociées sur un marché réglementé ou assimilé	1 753 566,14	0,07
Obligations à taux VAR / REV négociées sur un marché réglementé ou assimilé	10 869 351,67	0,44
Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé	728 912 211,79	29,75
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	751 132 393,62	30,65
TITRES DE CRÉANCES		
Bons du Trésor	5,88	
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	5,88	
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Actions	148 984 985,76	6,08
Change	50 245 370,16	2,05
Taux	204 787 738,71	8,36
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	404 018 094,63	16,49
AUTRES OPÉRATIONS		
Actions	593 402 544,43	24,21
Change	209 123 752,26	8,54
Taux	741 911 787,42	30,27
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	1 544 438 084,11	63,02

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées	736 282 745,01	30,04			10 869 351,67	0,44	3 980 296,94	0,16
Titres de créances	5,88							
Opérations temporaires sur titres	155 418 737,88	6,34						
Comptes financiers							37 284 759,96	1,52
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres	27 209 588,40	1,11	5 853 560,05	0,24			3 980 296,94	0,16
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	204 787 738,71	8,36						
Autres opérations	648 451 787,42	26,46			93 460 000,00	3,81		

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées	2 489 218,64	0,10	137 950 756,38	5,63	135 930 413,86	5,55	105 247 105,97	4,29	369 514 898,77	15,08
Titres de créances			5,88							
Opérations temporaires sur titres			578 768,58	0,02	13 491 657,72	0,55	16 540 895,11	0,67	124 807 416,47	5,09
Comptes financiers	37 284 759,96	1,52								
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres	5 853 560,05	0,24	1 186 435,41	0,05	12 926 079,55	0,53	9 361 600,35	0,38	7 715 770,03	0,31
Comptes financiers										
HORS-BILAN										
Opérations de couverture					101 134 249,88	4,13	25 490 990,00	1,04	78 162 498,83	3,19
Autres opérations							320 093 457,71	13,06	421 818 329,71	17,21

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 GBP		Devise 3 BRL		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées	132 757 766,56	5,42	28 967,79				1 907 363,71	0,08
Obligations et valeurs assimilées	141 444 772,48	5,77	3 017 803,49	0,12	11 982 072,89	0,49		
Titres de créances								
OPC	176 090 440,11	7,19						
Opérations temporaires sur titres	10 044 931,30	0,41	1 395,22				1 052 564,55	0,04
Créances	331 972 655,62	13,55	65 663 697,18	2,68	42 563 327,32	1,74	308 287 932,53	12,58
Comptes financiers	12 894 633,62	0,53	1 221 118,53	0,05			6 080 967,30	0,25
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres	7 699 632,72	0,31	723 124,28	0,03			610 540,74	0,02
Dettes	436 883 029,39	17,83	85 681 652,60	3,50	36 082 802,77	1,47	257 610 473,76	10,51
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	93 056 330,80	3,80	111 582,02				78 050 916,81	3,18
Autres opérations	763 419 307,59	31,15	79 678 032,92	3,25			50 760 694,80	2,07

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	31/08/2023
CRÉANCES		
	Achat à terme de devise	510 950 013,06
	Fonds à recevoir sur vente à terme de devises	664 437 602,23
	Ventes à règlement différé	1 379 657,78
	Dépôts de garantie en espèces	52 939 018,48
	Coupons et dividendes en espèces	2 014 095,84
	Collatéraux	12 801 394,79
	Autres créances	707,67
TOTAL DES CRÉANCES		1 244 522 489,85
DETTES		
	Vente à terme de devise	659 700 213,90
	Fonds à verser sur achat à terme de devises	513 945 730,27
	Achats à règlement différé	1 033 642,27
	Frais de gestion fixe	2 349 332,67
	Frais de gestion variable	286 113,81
	Collatéraux	28 309 465,78
	Autres dettes	2 079 147,10
TOTAL DES DETTES		1 207 703 645,80
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		36 818 844,05

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Part AMUNDI PATRIMOINE C		
Parts souscrites durant l'exercice	793 195,814	90 945 262,04
Parts rachetées durant l'exercice	-2 830 774,645	-325 489 672,26
Solde net des souscriptions/rachats	-2 037 578,831	-234 544 410,22
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	14 885 599,165	
Part AMUNDI PATRIMOINE M-C		
Parts souscrites durant l'exercice	5 096,915	566 113,14
Parts rachetées durant l'exercice	-13 859,386	-1 545 414,24
Solde net des souscriptions/rachats	-8 762,471	-979 301,10
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	76 691,873	
Part AMUNDI PATRIMOINE O-C		
Parts souscrites durant l'exercice	724 020,454	87 842 148,37
Parts rachetées durant l'exercice	-136 825,228	-16 610 476,31
Solde net des souscriptions/rachats	587 195,226	71 231 672,06
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	1 398 784,891	
Part AMUNDI PATRIMOINE R-C		
Parts souscrites durant l'exercice		
Parts rachetées durant l'exercice	-243,880	-24 771,56
Solde net des souscriptions/rachats	-243,880	-24 771,56
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	3 240,710	
Part AMUNDI PATRIMOINE RETRAITE-C		
Parts souscrites durant l'exercice		
Parts rachetées durant l'exercice		
Solde net des souscriptions/rachats		
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	1,000	
Part AMUNDI PATRIMOINE S-C		
Parts souscrites durant l'exercice	194 599,031	22 509 609,34
Parts rachetées durant l'exercice	-621 166,661	-71 915 108,16
Solde net des souscriptions/rachats	-426 567,630	-49 405 498,82
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	4 564 854,922	

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Part AMUNDI PATRIMOINE C Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	
Part AMUNDI PATRIMOINE M-C Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	
Part AMUNDI PATRIMOINE O-C Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	
Part AMUNDI PATRIMOINE R-C Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	
Part AMUNDI PATRIMOINE RETRAITE-C Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	
Part AMUNDI PATRIMOINE S-C Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

3.7. FRAIS DE GESTION

	31/08/2023
Part AMUNDI PATRIMOINE C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	24 419 937,13
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,34
Frais de gestion variables provisionnés	-4 972 902,18
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	-0,27
Frais de gestion variables acquis	21 662,33
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	
Rétrocessions des frais de gestion	
Part AMUNDI PATRIMOINE M-C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	55 001,24
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,61
Frais de gestion variables provisionnés	-26 115,42
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	-0,29
Frais de gestion variables acquis	33,74
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	
Rétrocessions des frais de gestion	
Part AMUNDI PATRIMOINE O-C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	53 520,39
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,05
Frais de gestion variables provisionnés	
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	
Frais de gestion variables acquis	
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	
Rétrocessions des frais de gestion	
Part AMUNDI PATRIMOINE R-C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	2 404,43
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,70
Frais de gestion variables provisionnés	-995,62
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	-0,29
Frais de gestion variables acquis	
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	
Rétrocessions des frais de gestion	

« Le montant des frais de gestion variables affiché ci-dessus correspond à la somme des provisions et reprises de provisions ayant impacté l'actif net au cours de la période sous revue. »

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

3.7. FRAIS DE GESTION

	31/08/2023
Part AMUNDI PATRIMOINE RETRAITE-C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	0,55
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,53
Frais de gestion variables provisionnés	-0,29
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	-0,28
Frais de gestion variables acquis	
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	
Rétrocessions des frais de gestion	
Part AMUNDI PATRIMOINE S-C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	3 274 921,44
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,60
Frais de gestion variables provisionnés	
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	
Frais de gestion variables acquis	
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	
Rétrocessions des frais de gestion	

« Le montant des frais de gestion variables affiché ci-dessus correspond à la somme des provisions et reprises de provisions ayant impacté l'actif net au cours de la période sous revue. »

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

	31/08/2023
Garanties reçues par l'OPC	
- dont garanties de capital	
Autres engagements reçus	
Autres engagements donnés	

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	31/08/2023
Titres pris en pension livrée	
Titres empruntés	

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	31/08/2023
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/08/2023
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			1 438 610 812,15
	LU2531478498	AF NET ZERO AMBITI GLB CORP BD Z EUR H C	20 071 666,00
	LU0907914518	AF Net Zero Amb Multi-Asset I EUR C	2 484 008,25
	LU2559894212	AF NET ZERO AM PIONEER US COBD I2 USD C	3 576 496,96
	LU1681046931	AMUNDI CAC 40 UCITS ETF DR - EUR C	2 869 399,89
	LU0568621022	AMUNDI CASH USD -IU- CAP	1 060,72
	FR0010821819	AMUNDI ETF MSCI EUROPE EX EMU UCITS ETF	6 339 855,97
	FR0010655704	AMUNDI ETF MSCI France UCITS ETF	30 732 254,55
	FR0013411980	AMUNDI ETF PEA JAPAN TOPIX UCITS ETF - EUR	8 524 846,69
	FR0013412269	AMUNDI ETF PEA NASDAQ-100 UCITS ETF - EUR	7 790,57
	FR0013016607	AMUNDI EURO LIQUIDITY-RATED SRI I2	14 205 455,22
	FR0013016615	AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI I2 C	70 525 277,61
	FR0014005XL2	AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI PART Z C	182 843 935,95

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/08/2023
	FR0014005XM0	AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI PART Z C	161 311 958,38
	LU0906531487	AMUNDI FUNDS EMERGING WORLD EQUITY I EUR C	61 645 091,83
	LU0945150927	AMUNDI FUNDS EURO CORPORATE SHORT TERM BOND I EUR C	49 244 524,84
	LU1880392607	AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY Z EUR C	210 383 195,83
	LU1691801051	AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY DYNAMIC MULTI FACTORS I EUR C	6 162 398,04
	LU2531477177	AMUNDI FUNDS NET ZERO AMBI GLB EQU Z USD	2 501 210,74
	LU1998920455	AMUNDI FUNDS TOTAL HYBRID BOND H EUR C	29 734 349,40
	LU2031987014	AMUNDI FUNDS US PIONEER FUND Z USD	151 275 041,88
	LU1589350310	AMUNDI GLOBAL INFRASTRUCTURE - UCITS ETF C	14 933 615,80
	LU0390718863	AMUNDI INDEX MSCI PACIFIC ex JAPAN - IE	31 988 149,66
	LU1681045370	AMUNDI MSCI EMERGING MARKETS UCITETFEU C	37 487 384,00
	LU1681042518	AMUNDI MSCI EuropeValFact UCITSETFEUR C	1 474 416,34
	LU1681041627	AMUNDI MSCI EuropMinVolaFactUCITETFEUR C	16 498 326,01
	LU1688575270	AMUNDI PLAN EMERGGREENONE MEZZAEURHEDGEC	209 486,46
	LU1688575601	AMUNDI PLAN EMERG GREENONESENIOREURHEDGC	337 756,50
	FR0013472479	AMUNDI RESPONSIBLE INVESTING EUROPEAN CREDIT SRI S C	107 935 888,99
	LU1681048804	AMUNDI S&P 500 UCITS ETF - EUR C	5 682 011,52
	FR001400BW39	AMUNDI ULTRA SHORT TERM GREEN BOND I C	20 192 056,14
	FR0013432663	AMUNDI VOLATILITY RISK PREMIA Part O-C	9 394 290,00
	FR0014006F17	BFT AUREUS ISR PART Z C	50 197 333,89
	IT0005250821	CBUS	8 013 723,08
	LU2423595698	FCH EDR FINANCIAL BDS ZC EUR	10 333 400,00
	FR0014001WQ2	JUST TRANSITION FOR CLIMATE S	40 531 654,65
	LU0812609666	LYXOR ABSOLUTE RETN MA 8-IEUR	9 539 418,00
	LU0513741008	LYXOR-ABS RET-IEUR	7 738 969,00
	FR0010322529	PORTFOLIO OBLIG CREDIT FCP	32 946 482,98
	LU1350003296	STRUCTURA - DIVERSIFIED GROWTH FUND - IU	18 736 629,81
Instruments financiers à terme			
Total des titres du groupe			1 438 610 812,15

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	31/08/2023	31/08/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau		
Résultat	3 728 264,71	-5 704 081,72
Acomptes versés sur résultat de l'exercice		
Total	3 728 264,71	-5 704 081,72

	31/08/2023	31/08/2022
Part AMUNDI PATRIMOINE C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	-479 490,23	-6 216 714,03
Total	-479 490,23	-6 216 714,03

	31/08/2023	31/08/2022
Part AMUNDI PATRIMOINE M-C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	61 038,24	-20 777,71
Total	61 038,24	-20 777,71

	31/08/2023	31/08/2022
Part AMUNDI PATRIMOINE O-C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	1 711 520,22	158 865,04
Total	1 711 520,22	158 865,04

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

	31/08/2023	31/08/2022
Part AMUNDI PATRIMOINE R-C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	2 105,69	-816,19
Total	2 105,69	-816,19

	31/08/2023	31/08/2022
Part AMUNDI PATRIMOINE RETRAITE-C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	0,35	-0,29
Total	0,35	-0,29

	31/08/2023	31/08/2022
Part AMUNDI PATRIMOINE S-C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	2 433 090,44	375 361,46
Total	2 433 090,44	375 361,46

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	31/08/2023	31/08/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-140 942 977,03	-5 077 315,08
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	-140 942 977,03	-5 077 315,08

	31/08/2023	31/08/2022
Part AMUNDI PATRIMOINE C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	-99 765 781,55	-3 754 866,30
Total	-99 765 781,55	-3 754 866,30

	31/08/2023	31/08/2022
Part AMUNDI PATRIMOINE M-C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	-496 545,57	-18 245,89
Total	-496 545,57	-18 245,89

	31/08/2023	31/08/2022
Part AMUNDI PATRIMOINE O-C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	-9 865 225,50	-188 895,25
Total	-9 865 225,50	-188 895,25

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

	31/08/2023	31/08/2022
Part AMUNDI PATRIMOINE R-C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	-19 260,82	-683,25
Total	-19 260,82	-683,25

	31/08/2023	31/08/2022
Part AMUNDI PATRIMOINE RETRAITE-C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	-5,62	-0,16
Total	-5,62	-0,16

	31/08/2023	31/08/2022
Part AMUNDI PATRIMOINE S-C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	-30 796 157,97	-1 114 624,23
Total	-30 796 157,97	-1 114 624,23

3.11. Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'entité au cours des cinq derniers exercices

	30/06/2020	30/06/2021	30/06/2022	31/08/2022	31/08/2023
Actif net Global en EUR	2 920 595 980,89	3 150 196 879,68	2 689 003 509,42	2 700 152 528,11	2 450 711 859,45
Part AMUNDI PATRIMOINE C en EUR					
Actif net	2 226 289 555,18	2 350 735 176,34	1 996 335 674,66	1 997 056 297,67	1 732 158 666,57
Nombre de titres	19 146 849,088	17 869 614,736	17 226 869,237	16 923 177,996	14 885 599,165
Valeur liquidative unitaire	116,27	131,54	115,88	118,00	116,36
Capitalisation unitaire sur +/- valeurs nettes	0,06	16,35	0,65	-0,22	-6,70
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,18	-2,94	-0,76	-0,36	-0,03
Part AMUNDI PATRIMOINE M-C en EUR					
Actif net	11 152 695,59	9 624 598,89	9 584 192,36	9 711 612,80	8 658 744,42
Nombre de titres	100 953,053	76 569,096	85 959,701	85 454,344	76 691,873
Valeur liquidative unitaire	110,47	125,69	111,49	113,64	112,90
Capitalisation unitaire sur +/- valeurs nettes	0,06	15,58	0,61	-0,21	-6,47
Capitalisation unitaire sur résultat	0,60	-2,12	0,12	-0,24	0,79
Part AMUNDI PATRIMOINE O-C en EUR					
Actif net	127 514 281,24	129 394 374,44	99 841 748,43	100 491 532,08	172 576 585,88
Nombre de titres	1 098 174,380	953 588,415	824 903,294	811 589,665	1 398 784,891
Valeur liquidative unitaire	116,11	135,69	121,03	123,82	123,37
Capitalisation unitaire sur +/- valeurs nettes	0,06	16,66	0,66	-0,23	-7,05
Capitalisation unitaire sur résultat	1,27	1,12	0,89	0,19	1,22

3.11. Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'entité au cours des cinq derniers exercices

	30/06/2020	30/06/2021	30/06/2022	31/08/2022	31/08/2023
Part AMUNDI PATRIMOINE R-C en EUR					
Actif net	347 652,28	191 849,55	365 491,34	363 631,83	335 702,04
Nombre de titres	3 490,122	1 660,200	3 569,590	3 484,590	3 240,710
Valeur liquidative unitaire	99,61	115,55	102,39	104,35	103,58
Capitalisation unitaire sur +/- valeurs nettes	0,05	14,24	0,57	-0,19	-5,94
Capitalisation unitaire sur résultat	0,46	0,16	-0,01	-0,23	0,64
Part AMUNDI PATRIMOINE RETRAITE-C en EUR					
Actif net	100,19	116,52	103,48	105,46	104,84
Nombre de titres	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Valeur liquidative unitaire	100,19	116,52	103,48	105,46	104,84
Capitalisation unitaire sur +/- valeurs nettes	0,21	14,52	0,63	-0,16	-5,62
Capitalisation unitaire sur résultat	0,04	-0,11	-0,15	-0,29	0,35
Part AMUNDI PATRIMOINE S-C en EUR					
Actif net	555 291 696,41	660 250 763,94	582 876 299,15	592 529 348,27	536 982 055,70
Nombre de titres	4 928 990,990	5 042 750,822	5 018 442,380	4 991 422,552	4 564 854,922
Valeur liquidative unitaire	112,65	130,93	116,14	118,70	117,63
Capitalisation unitaire sur +/- valeurs nettes	0,06	16,11	0,65	-0,22	-6,74
Capitalisation unitaire sur résultat	0,61	0,41	0,15	0,07	0,53

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Actions et valeurs assimilées				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
BERMUDES				
TRANE TECHNOLOGIES PLC	USD	6 298	1 191 069,68	0,05
TOTAL BERMUDEES			1 191 069,68	0,05
CANADA				
GILDAN ACTIVEWEAR INC	CAD	5 435	149 157,62	
IGM FINANCIAL P	CAD	6 130	160 800,57	0,01
LOBLAWS COS	CAD	12 352	986 931,91	0,04
TOTAL CANADA			1 296 890,10	0,05
ETATS-UNIS				
3M CO	USD	6 351	624 186,82	0,03
ABBOTT LABORATORIES INC	USD	7 772	736 848,76	0,03
ABBVIE	USD	12 152	1 645 421,22	0,06
ADOBE INC	USD	5 878	3 029 253,72	0,13
ADVANCED MICRO DEVICES INC	USD	14 144	1 377 715,65	0,06
AGILENT TECHNOLOGIES INC	USD	7 113	793 449,96	0,03
AKAMAI TECHNOLOGIES	USD	9 168	887 699,93	0,03
ALPHABET- A	USD	19 060	2 391 302,53	0,10
ALPHABET-C-	USD	18 312	2 317 366,01	0,10
AMAZON.COM INC	USD	27 778	3 532 170,99	0,15
AMERICAN EXPRESS CO COM	USD	7 307	1 063 650,37	0,05
AMERICAN TOWER CORP	USD	5 148	860 031,66	0,04
AMERISOURCEBERGEN CORP	USD	6 736	1 092 183,42	0,04
AMGEN	USD	4 563	1 077 697,90	0,04
APPLE INC	USD	63 271	10 951 971,96	0,44
APPLIED MATERIALS INC	USD	12 402	1 745 547,08	0,08
ARISTA NETWORKS INC	USD	7 259	1 305 730,47	0,05
AUTODESK	USD	5 040	1 030 614,64	0,04
AUTOMATIC DATA PROCESSING INC	USD	4 707	1 104 205,34	0,05
BEST BUY CO INC	USD	9 649	679 657,30	0,03
BLACKROCK CL.A	USD	1 143	737 750,24	0,03
BROADRIDGE FINANCIAL SOLUTIONS	USD	10	1 715,67	
CBER GROUP A	USD	9 457	741 067,72	0,04
CHIPOTLE MEXICAN GRILL INC CLASS A	USD	610	1 082 830,79	0,05
CISCO SYSTEMS	USD	33 169	1 752 653,20	0,07
COLGATE PALMOLIVE	USD	12 271	830 654,05	0,03
CROWN HOLDINGS	USD	5 151	439 758,29	0,02
DEERE & CO	USD	2 462	932 173,29	0,04
DELL TECHNOLOGIES -C W/I	USD	15 945	826 228,22	0,04
DOVER CORP	USD	5 900	806 163,91	0,03
EBAY INC	USD	16 675	687 986,82	0,02

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
ECOLAB	USD	5 259	890 640,61	0,04
EDWARDS LIFESCIENCES CORP	USD	14 830	1 044 870,41	0,04
ELI LILLY & CO	USD	7 990	4 079 843,37	0,17
ESTEE LAUDER COMPANIES INC -A-	USD	5 169	764 527,18	0,03
ETSY INC	USD	6 847	464 121,06	0,02
GILEAD SCIENCES INC	USD	15 531	1 094 403,54	0,04
HERSHEY FOODS CORP	USD	4 743	938 942,26	0,04
HILTON WORLDWIDE	USD	6 149	842 169,67	0,03
HOLOGIC	USD	13 532	931 848,42	0,03
HOME DEPOT INC COM USD0.05	USD	8 275	2 518 295,94	0,10
ILLINOIS TOOL WORKS	USD	4 368	995 462,11	0,04
INTUIT INC	USD	4 020	2 006 796,15	0,08
IRON MOUNTAIN REIT	USD	21 843	1 278 761,89	0,05
JOHNSON & JOHNSON	USD	8 738	1 301 662,91	0,05
JPMORGAN CHASE & CO	USD	6 202	836 171,43	0,03
KEYSIGHT TECHNOLOGIES IN	USD	5 651	694 041,83	0,03
KIMBERLY-CLARK CP COM	USD	7 338	871 013,53	0,04
KROGER	USD	21 569	921 901,61	0,04
LAM RESEARCH CORP	USD	2 241	1 450 295,66	0,06
LULULEMON ATHLETICA INC.	USD	3 268	1 147 977,78	0,05
MARRIOTT INTERNATIONAL CL.A	USD	5 246	983 658,23	0,04
MASTERCARD INC	USD	2 511	954 658,90	0,04
MCCORMICK CO INC	USD	9 770	738 859,91	0,03
MERCK AND	USD	23 030	2 312 442,44	0,09
METTLER TOLEDO INTERNATIONAL INC	USD	682	762 512,89	0,03
MICROSOFT CORP	USD	32 065	9 683 166,17	0,40
MOODY'S CORP	USD	5 174	1 605 567,97	0,07
NASDAQ STOCK MARKET INC	USD	14 476	699 958,98	0,03
NIKE INC CLASS B COM NPV	USD	12 937	1 212 348,34	0,05
NVIDIA CORP	USD	15 194	6 909 290,74	0,28
PAYPAL HOLDINGS INC	USD	8 697	500 897,84	0,02
PEPSICO INC	USD	11 980	1 963 865,67	0,08
PRICE T ROWE GROUP	USD	9 182	949 459,49	0,04
PROCTER & GAMBLE CO	USD	16 272	2 313 926,83	0,09
QUALCOMM INC	USD	10 294	1 086 259,57	0,04
REGENERON PHARMA	USD	1 613	1 228 293,52	0,05
REGIONS FINANCIAL CORP	USD	38 087	643 585,55	0,03
ROCKWELL AUTOMATION INC	USD	3 696	1 062 742,60	0,04
SP GLOBAL	USD	5 267	1 896 770,28	0,08
TARGET CORP	USD	9 315	1 086 113,47	0,05
TEXAS INSTRUMENTS COM	USD	8 942	1 384 615,58	0,05
TJX COMPANIES INC	USD	22 906	1 951 763,84	0,08
TRACTOR SUPPLY	USD	4 470	899 889,44	0,03
VERTEX PHARMACEUTICALS INC	USD	4 885	1 567 826,88	0,06

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
VF CORP	USD	40	728,24	
VISA INC CLASS A	USD	10	2 263,60	
WATERS CORPORATION	USD	3 009	778 483,62	0,03
WEST PHARMACEUTICAL SERVICES INC	USD	2 881	1 080 092,97	0,05
WEYERHAEUSER CO	USD	22 965	692 959,64	0,03
WW GRAINGER INC	USD	2 481	1 632 451,60	0,06
XYLEM	USD	10 602	1 011 407,45	0,04
TOTAL ETATS-UNIS			121 756 297,54	4,97
IRLANDE				
ACCENTURE PLC - CL A	USD	7 914	2 360 819,81	0,10
SEAGATE TECHNOLOGY HOLDINGS	USD	8 595	560 593,40	0,02
TOTAL IRLANDE			2 921 413,21	0,12
ITALIE				
PIAGGIO & C SPA	EUR	100 401	354 013,93	0,01
TOTAL ITALIE			354 013,93	0,01
PAYS-BAS				
STELLANTIS NV	EUR	2	34,35	
TOTAL PAYS-BAS			34,35	
ROYAUME-UNI				
HSBC HOLDINGS PLC	GBP	4 255	28 967,79	
TOTAL ROYAUME-UNI			28 967,79	
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			127 548 686,60	5,20
Actions et valeurs assimilées non négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
FRANCE				
ASC3 LMB FINCO AO	EUR	2 499 764	2 838 931,98	0,11
ASC3 LMB TOPCO AO	EUR	1	1,35	
CYLLENE SAS	EUR	2 305 840	2 305 840,00	0,09
FINANCIERE AQUILLA II	EUR	1 026 551	1 026 551,00	0,05
FINANCIERE HMY ACTION ORDINAIRE NOUVELLE	EUR	327 002	1 536 206,35	0,06
FINANCIERE HMY ADP 1	EUR	2 210 243	3 240 304,65	0,13
FINANCIERE HMY ADP 3	EUR	5 645 651	6 030 458,57	0,24
MYDATAMANUFACTURING	EUR	2 382 065	2 382 065,00	0,10
PANTHER NEWCO AO	EUR	1 031 104	1 031 104,00	0,05
VIVALTO VIE	EUR	1 590 751	1 722 926,50	0,07
TOTAL FRANCE			22 114 389,40	0,90
TOTAL Actions et valeurs assimilées non négociées sur un marché réglementé ou assimilé			22 114 389,40	0,90
TOTAL Actions et valeurs assimilées			149 663 076,00	6,10
Obligations et valeurs assimilées				
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
ALLIANZ SE 3.2% PERP	USD	1 000 000	714 128,08	0,03
ALLIANZ SE 3.5% PERP	USD	1 600 000	1 260 008,26	0,05

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
BAYER AG 3.75% 01-07-74	EUR	1 500 000	1 473 882,67	0,06
CMZB FRANCFORT 4.0% 05-12-30	EUR	500 000	492 007,78	0,02
CMZB FRANCFORT 6.125% PERP	EUR	600 000	559 881,32	0,02
COMMERZBANK AG 8.125% 19/09/2023	USD	1 100 000	1 051 713,74	0,04
CONTINENTAL 3.625% 30-11-27	EUR	148 000	150 678,64	0,01
DEUTSCHE WOHNEN AG 1.0% 30-04-25	EUR	2 400 000	2 269 347,20	0,09
EON SE 0.0% 28-08-24 EMTN	EUR	450 000	433 163,59	0,02
FRESENIUS SE 0.375% 28-09-26	EUR	5 000	4 525,87	
MERCK FINANCIAL SERVICES 0.005% 15-12-23	EUR	400 000	395 762,70	0,02
RWE AG 2.5% 24-08-25	EUR	200 000	196 104,28	0,01
SANTANDER CONSUMER BANK AG 4.5% 30-06-26	EUR	3 900 000	3 960 954,17	0,16
VOLKSWAGEN BANK 4.25% 07-01-26	EUR	2 000 000	2 024 790,69	0,08
TOTAL ALLEMAGNE			14 986 948,99	0,61
ARABIE SAOUDITE				
SAUDI INTL BOND 2.5% 03-02-27	USD	3 100 000	2 637 200,08	0,11
SAUDI INTL BOND 3.75% 21-01-55	USD	500 000	332 235,76	0,01
SAUDI INTL BOND 4.5% 22-04-60	USD	500 000	389 275,35	0,01
SAUDI INTL BOND 4.875% 18-07-33	USD	50 000	45 721,85	0,01
SAUDI INTL BOND 5.0% 18-01-53	USD	700 000	578 580,38	0,02
TOTAL ARABIE SAOUDITE			3 983 013,42	0,16
AUSTRALIE				
MACQUARIE GROUP 1.629% 23-09-27	USD	800 000	652 590,37	0,03
TOTAL AUSTRALIE			652 590,37	0,03
AUTRICHE				
ERSTE GR BK 5.125% PERP EMTN	EUR	400 000	363 759,68	0,01
RAIFFEISEN BANK INTL AG 4.125% 08-09-25	EUR	100 000	103 392,62	0,01
RAIFFEISEN BANK INTL AG 4.75% 26-01-27	EUR	4 200 000	4 274 583,49	0,17
TOTAL AUTRICHE			4 741 735,79	0,19
BELGIQUE				
BELFIUS BANK 3.625% PERP	EUR	600 000	460 966,55	0,02
BELFIUS SANV 5.25% 19-04-33	EUR	1 300 000	1 312 100,61	0,05
ELIA GROUP SANV 5.85% PERP	EUR	500 000	509 755,94	0,02
EUROCLEAR BANK SANV 3.625% 13-10-27	EUR	300 000	310 101,22	0,01
EUROPEAN UNION 0.4% 04-02-37	EUR	13 452 532	9 427 242,34	0,39
KBC GROUPE 1.5% 29-03-26 EMTN	EUR	2 000 000	1 928 375,97	0,08
KBC GROUPE 4.375% 23-11-27	EUR	500 000	519 196,19	0,02
KBC GROUPE 4.375% EMTN	EUR	300 000	305 168,10	0,01
KBC GROUPE 4.5% 06-06-26 EMTN	EUR	2 600 000	2 633 758,15	0,11
KBC GROUPE 4.875% 25-04-33	EUR	400 000	400 032,48	0,01
KBC GROUPE 5.796% 19-01-29	USD	400 000	367 890,58	0,02
KBC GROUPE SA FIX PERP EMTN	EUR	1 600 000	1 614 113,75	0,07
SOLVAY 2.5% PERP	EUR	1 000 000	940 603,77	0,04
TOTAL BELGIQUE			20 729 305,65	0,85

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
BRESIL				
BRAZIL 5 01/27/45	USD	2 700 000	1 955 920,67	0,08
BRAZILIAN GOVERNMENT INTL BOND 4.75% 14-01-50	USD	3 500 000	2 396 959,76	0,10
BRAZIL NOTAS DO TESOURO NACIONAL SERIE F 10.0% 01-01-33	BRL	67 487	11 982 072,89	0,49
TOTAL BRESIL			16 334 953,32	0,67
BULGARIE				
BULGARIA GOVERNMENT INTL BOND 0.375% 23-09-30	EUR	3 450 000	2 673 680,29	0,11
BULGARIA GOVERNMENT INTL BOND 1.375% 23-09-50	EUR	800 000	452 503,40	0,02
BULGARIA GOVERNMENT INTL BOND 4.5% 27-01-33	EUR	520 000	529 366,91	0,02
BULG GOV 2.625% 26-03-27 EMTN	EUR	1 250 000	1 227 267,32	0,05
TOTAL BULGARIE			4 882 817,92	0,20
CANADA				
DAIMLER CANADA FINANCE 3.0% 23-02-27	EUR	140 000	139 237,20	
ENBRIDGE 5.7% 08-03-33	USD	750 000	710 868,11	0,03
TOTAL CANADA			850 105,31	0,03
CHILI				
CHILE GOVERNMENT INTL BOND 4.125% 05-07-34	EUR	700 000	688 653,00	0,03
EMPRESA DE TRANSPORTE DE PASAJEROS METRO 4.7% 07-05-50	USD	1 650 000	1 265 003,29	0,05
TOTAL CHILI			1 953 656,29	0,08
COLOMBIE				
COLOMBIA 4% 26/02/24	USD	6 700 000	6 118 268,82	0,25
TOTAL COLOMBIE			6 118 268,82	0,25
CROATIE				
CROATIA GOVERNMENT INTL BOND 1.125% 04-03-33	EUR	2 600 000	2 065 831,92	0,08
CROATIA GOVERNMENT INTL BOND 1.125% 19-06-29	EUR	4 100 000	3 578 323,39	0,15
TOTAL CROATIE			5 644 155,31	0,23
DANEMARK				
DANSKE BANK AS 6.125% HYB FIX/VAR PERP	USD	1 600 000	1 476 236,85	0,06
DANSKE BK 3.244% 20-12-25	USD	1 575 000	1 400 168,74	0,06
JYSKE BANK DNK 5.0% 26-10-28	EUR	5 000 000	5 109 128,58	0,20
TOTAL DANEMARK			7 985 534,17	0,32
EMIRATS ARABES UNIS				
ABU DHABI GOVERNMENT INTL BOND 3.875% 16-04-50	USD	350 000	264 909,44	0,01
TOTAL EMIRATS ARABES UNIS			264 909,44	0,01
ESPAGNE				
ABANCA CORPORACION BANCARIA 5.5% 18-05-26	EUR	700 000	712 326,68	0,03
ABERTIS INFRA 4.125% 31-01-28	EUR	1 000 000	1 003 506,70	0,05
BANCO DE BADELL 2.5% 15-04-31	EUR	1 000 000	905 902,26	0,04
BANCO DE BADELL 5.125% 10-11-28	EUR	600 000	636 241,76	0,02
BANCO DE BADELL 9.375% PERP	EUR	200 000	200 292,93	0,01
BANCO NTANDER 1.722% 14-09-27	USD	800 000	654 027,23	0,03
BANCO NTANDER 3.625% 27-09-26	EUR	4 000 000	4 091 535,05	0,17
BANCO NTANDER 4.175% 24-03-28	USD	800 000	704 581,27	0,03

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
BANCO NTANDER 5.75% 23-08-33	EUR	900 000	900 946,12	0,03
BANKINTER 4.375% 03-05-30	EUR	200 000	203 273,61	0,01
BANKINTER 7.375% 31-12-99	EUR	200 000	191 768,40	
BBVA 0.5% 14-01-27	EUR	800 000	716 915,13	0,03
BBVA 3.375% 20-09-27 EMTN	EUR	400 000	403 357,60	0,02
BBVA 4.125% 10-05-26	EUR	400 000	403 993,36	0,02
BBVA 5.75% 15-09-33 EMTN	EUR	300 000	303 677,15	0,02
BBVA 5.875% PERP	EUR	1 000 000	1 012 209,00	0,04
BBVA 6.0% PERP	EUR	1 000 000	998 528,41	0,04
BBVA 6.138% 14-09-28	USD	1 200 000	1 143 082,28	0,05
BBVA 8.375% PERP	EUR	1 800 000	1 819 812,81	0,07
CAIXABANK 0.375% 18-11-26 EMTN	EUR	1 000 000	916 115,28	0,03
CAIXABANK 0.625% 21-01-28 EMTN	EUR	100 000	89 531,15	
CAIXABANK 4.625% 16-05-27 EMTN	EUR	1 100 000	1 113 285,87	0,04
CAIXABANK 5.25% PERP	EUR	1 600 000	1 392 606,98	0,05
CAIXABANK 5.875% PERP	EUR	400 000	366 184,71	0,01
CAIXABANK 6.125% 30-05-34 EMTN	EUR	1 000 000	1 018 080,37	0,04
CAIXABANK 6.208% 18-01-29	USD	600 000	554 536,25	0,03
CAIXABANK 6.25% 23-02-33 EMTN	EUR	400 000	418 917,13	0,01
CAIXABANK 8.25% PERP	EUR	200 000	198 322,50	0,01
KUTXABANK 4.0% 01-02-28 EMTN	EUR	400 000	404 330,70	0,02
MAPFRE SA 4.375% 31-03-47	EUR	1 000 000	971 310,42	0,04
SPAIN GOVERNMENT BOND 0.5% 31-10-31	EUR	7 000 000	5 641 399,25	0,23
SPAIN GOVERNMENT BOND 2.7% 31-10-48	EUR	14 000 000	11 557 259,86	0,48
SPAIN GOVERNMENT BOND 3.9% 30-07-39	EUR	10 500 000	10 612 571,19	0,43
SPGB 0 1/2 04/30/30	EUR	17 800 000	14 978 610,51	0,61
TELEFONICA EMISIONES SAU 5.213% 08-03-47	USD	410 000	326 577,79	0,02
TOTAL ESPAGNE			67 565 617,71	2,76
ETATS-UNIS				
7ELEVEN 2.8% 10-02-51	USD	600 000	338 187,60	0,01
ABBV 4.4 11/06/42	USD	1 000 000	818 713,26	0,04
AEP TEXAS 5.25% 15-05-52	USD	450 000	387 412,19	0,01
AIR LEASE 2.875% 15-01-32	USD	600 000	443 847,67	0,02
AMERICAN TOWER 0.4% 15-02-27	EUR	2 055 000	1 809 343,02	0,08
AMERICAN TOWER 2.3% 15-09-31	USD	500 000	365 653,52	0,01
AMGEN 4.875% 01-03-53	USD	500 000	408 993,24	0,02
ANTHEM 2.25% 15-05-30	USD	250 000	194 030,29	0,01
ATT 2.55% 01-12-33	USD	650 000	461 236,54	0,02
ATT 3.5% 15-09-53	USD	1 166 000	725 643,01	0,03
ATT 3.55% 18-11-25	EUR	400 000	400 577,19	0,02
BK AMERICA 1.949% 27-10-26	EUR	2 000 000	1 939 862,03	0,08
BK AMERICA 2.496% 13-02-31	USD	1 000 000	767 876,68	0,03
BK AMERICA 3.366% 23-01-26	USD	2 000 000	1 783 987,10	0,07
BK AMERICA 4.134% 12-06-28	EUR	1 000 000	1 010 141,05	0,04

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
BK AMERICA 5.288% 25-04-34	USD	263 000	241 193,40	0,01
BK AMERICA FIX 04-05-27 EMTN	EUR	500 000	473 309,65	0,02
BROADCOM 2.6% 15-02-33	USD	800 000	570 848,17	0,03
CENTENE 3.0% 15-10-30	USD	400 000	311 460,70	0,02
CHARTER COMMUNICATIONS OPERATING LLC C 2.25% 15-01-29	USD	400 000	307 224,14	0,01
CHARTER COMMUNICATIONS OPERATING LLC C 3.7% 01-04-51	USD	1 090 000	639 950,27	0,02
CIGNA CORPORATION 1.25% 15-03-26	USD	1 000 000	838 122,73	0,04
CIGNA CORPORATION 5.4% 15-03-33	USD	300 000	284 979,41	0,01
CITIGROUP 0.5% 08-10-27 EMTN	EUR	1 000 000	901 013,24	0,04
CITIGROUP 3.713% 22-09-28	EUR	4 850 000	4 962 415,49	0,21
CRH AMER INC 3.875% 18-05-25	USD	718 000	648 701,66	0,02
CVS HEALTH 5.05% 25-03-48	USD	1 200 000	996 422,38	0,04
CVS HEALTH 5.625% 21-02-53	USD	250 000	218 830,51	0,01
DEUTSCHE BK NEW YORK 2.129% 24-11-26	USD	2 000 000	1 682 972,72	0,07
DOLLAR TREE 4.0% 15-05-25	USD	750 000	679 031,24	0,02
DXC TECHNOLOGY COMPANY 1.75% 26-01-26	EUR	100 000	94 069,75	0,01
EATON CAPITAL UN 0.128% 08-03-26	EUR	500 000	458 679,95	0,02
ENERGY TRANSFER 5.3% 15-04-47	USD	800 000	641 232,16	0,02
EVERSOURCE ENERGY 4.2% 27-06-24	USD	600 000	549 524,37	0,02
EVERSOURCE ENERGY 5.125% 15-05-33	USD	400 000	362 632,46	0,02
EXELON 4.1% 15-03-52	USD	340 000	247 801,42	0,01
EXXON MOBIL 3.452% 15-04-51	USD	300 000	209 479,96	0,01
GENERAL MOTORS FINANCIAL 0.85% 26-02-26	EUR	2 500 000	2 314 219,29	0,10
GENERAL MOTORS FINANCIAL 3.1% 12-01-32	USD	200 000	148 296,74	0,01
GENERAL MOTORS FINANCIAL 3.6% 21-06-30	USD	1 000 000	798 471,28	0,03
General Motors Financial Co Inc 4.3% 15-02-29	EUR	150 000	150 676,77	0,01
HARLEY DAVIDSON FINANCIAL SERVICE 5.125% 05-04-26	EUR	13 000	13 554,34	
HCA 5.25% 15-06-26	USD	700 000	644 807,13	0,03
HCA 5.9% 01-06-53	USD	243 000	219 317,55	
HOME DEPOT 3.625% 15-04-52	USD	650 000	465 199,86	0,02
HYUNDAI CAPITAL AMERICA 5.8% 26-06-25	USD	200 000	186 449,41	0,01
JPM CHASE 0.389% 24-02-28 EMTN	EUR	1 500 000	1 326 335,51	0,05
JPM CHASE 0.625% 25-01-24 EMTN	EUR	1 600 000	1 585 988,18	0,07
JPM CHASE 1.09% 11-03-27 EMTN	EUR	500 000	466 027,86	0,02
JPM CHASE 2.083% 22-04-26	USD	1 000 000	874 068,15	0,03
JPM CHASE 5.299% 24-07-29	USD	700 000	645 256,33	0,03
KINDER MORGAN ENERGY PARTNERS 4.25% 01/09/2024	USD	1 000 000	907 310,99	0,04
LOWE S COMPANIES 4.25% 01-04-52	USD	1 000 000	745 524,67	0,03
META PLATFORMS 5.6% 15-05-53	USD	500 000	471 421,38	0,02
METROPOLITAN LIFE GLOBAL FUNDING I 5.15% 28-03-33	USD	300 000	276 491,65	0,01
MICROSOFT 2.675% 01-06-60	USD	800 000	479 698,95	0,02
MMS USA FINANCING 0.625% 13-06-25	EUR	900 000	850 805,48	0,04
MORGAN STANLEY CAPITAL SERVICE 2.103% 08-05-26	EUR	100 000	97 070,66	

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
MORGAN STANLEY CAPITAL SERVICE 2.484% 16-09-36	USD	550 000	388 336,80	0,01
MORGAN STANLEY CAPITAL SERVICE 5.297% 20-04-37	USD	600 000	525 935,25	0,02
MPLX LP 4.95% 01-09-32	USD	800 000	695 773,75	0,03
MPLX LP 5.0% 01-03-33	USD	350 000	304 685,33	0,01
NEXTERA ENERGY CAPITAL 3.0% 15-01-52	USD	400 000	236 276,79	0,01
NEXTERA ENERGY CAPITAL 5.749% 01-09-25	USD	500 000	462 318,00	0,02
NEXTERA ENERGY CAPITAL 6.051% 01-03-25	USD	52 000	48 147,17	
ORACLE 2.875% 25-03-31	USD	1 501 000	1 186 602,68	0,05
ORACLE 6.9% 09-11-52	USD	250 000	256 145,28	0,01
PCLN 1.8 03/03/27	EUR	500 000	473 631,49	0,02
PE ENERGY 4.375% 15-08-52	USD	800 000	631 645,96	0,03
PENSKE TRUCK LEASINGPTL 5.7% 01-02-28	USD	800 000	732 637,86	0,03
SOLV FINA AME 4.45% 03-12-25	USD	1 140 000	1 025 678,19	0,04
SPRINT 8.75% 15/03/32	USD	500 000	568 404,86	0,02
SPRINT CAP. 6.875% 98-28	USD	505 000	501 571,72	0,02
TMOBILE U 2.875% 15-02-31	USD	1 400 000	1 087 992,87	0,04
UNITED STATES TREAS INFLATION BONDS 1.5% 15-02-53	USD	500 000	411 314,96	0,01
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 2.625% 15-04-25	USD	1 500 000	1 344 047,98	0,06
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 3.875% 15-05-43	USD	1 008 800	873 840,49	0,04
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 4.0% 15-11-42	USD	1 500 000	1 325 751,66	0,05
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 4.125% 31-01-25	USD	1 000 000	911 674,02	0,04
VERIZON COMMUNICATION 2.355% 15-03-32	USD	400 000	295 737,77	0,02
VERIZON COMMUNICATION 2.355% 15-03-32	USD	405 000	299 434,50	0,01
VF 4.125% 07-03-26 EMTN	EUR	1 500 000	1 527 633,83	0,06
VI 1.5% 15-06-26	EUR	800 000	758 530,74	0,03
VIATRIS 2.3% 22-06-27	USD	300 000	243 103,04	0,01
VIATRIS 4.0% 22-06-50	USD	320 000	197 724,37	
WARNERMEDIA HOLDINGS INCORPORATION 4.279% 15-03-32	USD	500 000	416 039,16	0,01
WARNERMEDIA HOLDINGS INCORPORATION 5.141% 15-03-52	USD	500 000	378 809,02	0,01
WEA FINNANCE LLC 4.125% 20-09-28	USD	1 276 000	1 036 527,88	0,04
WELLS FARGO 5.557% 25-07-34	USD	600 000	549 224,75	0,02
TOTAL ETATS-UNIS			61 537 570,52	2,51
FINLANDE				
OP CORPORATE BANK 2.875% 15-12-25	EUR	2 000 000	1 992 498,03	0,08
STORA ENSO OYJ 4.0% 01-06-26	EUR	190 000	191 095,77	0,01
TOTAL FINLANDE			2 183 593,80	0,09
FRANCE				
A 3.375% 06-07-47 EMTN	EUR	1 100 000	1 052 182,06	0,04
ALD 1.25% 02-03-26 EMTN	EUR	200 000	187 831,82	0,01
ALD 4.0% 05-07-27 EMTN	EUR	100 000	100 585,57	
ALD 4.25% 18-01-27 EMTN	EUR	500 000	514 216,90	0,02
ALD 4.75% 13-10-25 EMTN	EUR	2 000 000	2 110 062,16	0,09
ARVAL SERVICE LEASE 0.0% 30-09-24	EUR	200 000	191 127,58	0,01
ARVAL SERVICE LEASE 4.125% 13-04-26	EUR	1 900 000	1 923 953,09	0,08

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
ARVAL SERVICE LEASE 4.25% 11-11-25	EUR	700 000	714 203,52	0,03
AXA 5.5% 11-07-43 EMTN	EUR	300 000	304 080,29	0,01
BFCM BANQUE FEDERATIVE CREDIT MUTUEL 0.01% 07-03-25	EUR	300 000	282 123,87	0,01
BFCM BANQUE FEDERATIVE CREDIT MUTUEL 3.125% 14-09-27	EUR	3 000 000	2 996 401,13	0,12
BNP 4.032 12/31/49	EUR	1 400 000	1 396 748,02	0,06
BNP PAR 2.871% 19-04-32	USD	1 200 000	911 765,85	0,04
BNP PAR 4.625% PERP	USD	1 000 000	772 189,67	0,03
BNP PAR 4.705% 10-01-25	USD	100 000	92 300,13	
BNP PAR 6.625% PERP	USD	500 000	469 830,88	0,02
BNP PAR 6.875% PERP	EUR	1 000 000	984 516,99	0,04
BNP PAR 7.375% PERP	EUR	1 000 000	999 923,72	0,04
BNP PAR 7.75% PERP	USD	200 000	179 670,31	0,01
BNP PAR 8.5% PERP	USD	890 000	824 922,87	0,04
BNP PAR 9.25% PERP	USD	200 000	195 236,50	
BPCE 0.5% 15-09-27 EMTN	EUR	200 000	178 895,16	0,01
BPCE 2.277% 20-01-32	USD	400 000	286 150,79	0,01
BPCE 4.625% 02-03-30	EUR	200 000	206 502,52	0,01
BPCE 5.125% 25-01-35 EMTN	EUR	500 000	503 976,68	0,02
BQ POSTALE 5.5% 05-03-34	EUR	400 000	403 545,62	0,02
CA 1.875% 22-04-27	EUR	400 000	378 623,78	0,01
CA 4.0% 12-10-26 EMTN	EUR	1 500 000	1 551 933,05	0,06
CA 4.0% PERP	EUR	500 000	440 623,16	0,02
CA 5.5% 28-08-33 EMTN	EUR	1 100 000	1 106 190,42	0,05
CA 7.25% PERP EMTN	EUR	600 000	605 156,93	0,02
COMPAGNIE DE SAINT GOBAIN 1.625% 10-08-25	EUR	400 000	384 962,87	0,02
COVIVIO HOTELS SCA 1.875% 24-09-25	EUR	1 400 000	1 343 282,52	0,06
CRED AGRI ASSU 4.5% PERP	EUR	500 000	505 770,50	0,02
EDENRED 3.625% 13-12-26	EUR	4 400 000	4 414 791,53	0,18
EDF 5% 31/12/2099	EUR	1 000 000	988 647,89	0,04
EDF 6.9% 23-05-53	USD	223 000	218 837,77	0,01
EDF 7.5% PERP EMTN	EUR	1 400 000	1 515 914,61	0,06
EDF 9.125% PERP	USD	800 000	788 467,90	0,03
ELO GROUP 4.875% 08-12-28 EMTN	EUR	500 000	502 057,52	0,02
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.75% 25-11-28	EUR	47 076 747	42 681 429,74	1,74
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.75% 25-05-53	EUR	11 000 000	5 644 376,80	0,23
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 1.25% 25-05-38	EUR	1 000 000	770 223,61	0,03
GROUPAMA ASSURANCES MUTUELLES SA 6.375% PERP	EUR	500 000	509 369,69	0,02
HIME SARLU 0.625% 16-09-28	EUR	200 000	167 746,23	0,01
HOLDING D INFRASTRUCTURES DES METIERS 0.125% 16-09-25	EUR	1 211 000	1 114 420,37	0,05
JCDECAUX 2.625% 24-04-28	EUR	100 000	93 703,67	
MUTUELLE ASSUR DES COMMERC ET IND FR 0.625% 21-06-27	EUR	300 000	261 379,56	0,01
PSA BANQUE FRANCE 3.875% 19-01-26	EUR	100 000	101 939,00	0,01
PSA BANQUE FRANCE 4.0% 21-01-27	EUR	1 400 000	1 400 193,90	0,05

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
RCI BANQUE 4.5% 06-04-27 EMTN	EUR	550 000	559 656,54	0,02
SCHNEIDER ELECTRIC SE 3.375% 06-04-25	EUR	100 000	100 869,47	
SG 0.625% 02-12-27	EUR	1 300 000	1 153 062,17	0,04
SG 1.488% 14-12-26	USD	1 500 000	1 243 279,63	0,05
SG 1.5% 30-05-25 EMTN	EUR	1 000 000	982 844,59	0,04
SG 3.337% 21-01-33	USD	400 000	298 548,39	0,01
SG 5.625% 02-06-33 EMTN	EUR	500 000	504 510,75	0,02
SG 7.375% PERP	USD	500 000	475 718,04	0,02
SG 7.875% PERP EMTN	EUR	1 200 000	1 181 180,93	0,05
SG 9.375% PERP	USD	200 000	189 075,96	0,01
SODEXO 0.5% 17-01-24	EUR	300 000	296 887,89	0,01
TDF INFRASTRUCTURE SAS 5.625% 21-07-28	EUR	1 300 000	1 311 483,22	0,06
TELEPERFORMANCE SE 1.875% 02-07-25	EUR	5 000 000	4 804 425,09	0,20
TOTALENERGIES SE 2.125% PERP	EUR	1 000 000	744 793,24	0,03
TOTALENERGIES SE 3.369% PERP	EUR	1 000 000	968 835,47	0,04
UNIBAIL RODAMCO SE 2.125% PERP	EUR	800 000	620 707,48	0,02
VIVENDI 0.875% 18-09-24 EMTN	EUR	100 000	97 451,71	0,01
TOTAL FRANCE			101 806 317,29	4,15
HONGRIE				
HUNGARY GOVERNMENT INTL BOND 0.5% 18-11-30	EUR	3 652 000	2 717 736,61	0,11
HUNGARY GOVERNMENT INTL BOND 1.75% 10-10-27	EUR	300 000	275 143,19	0,01
HUNGARY GOVERNMENT INTL BOND 5.0% 22-02-27	EUR	200 000	210 271,01	
HUNGARY GOVERNMENT INTL BOND 6.75% 25-09-52	USD	400 000	385 657,16	0,02
HUNG GOVE INT 5.375% 25-03-24	USD	3 300 000	3 105 376,72	0,13
MVM ENERGETIKA ZRT 0.875% 18-11-27	EUR	160 000	131 891,61	0,01
TOTAL HONGRIE			6 826 076,30	0,28
ILES CAIMANS				
AVOLON HOLDINGS FUNDING 4.375% 01-05-26	USD	1 000 000	883 148,47	0,03
TOTAL ILES CAIMANS			883 148,47	0,03
ILES VIERGES BRITANNIQUES				
Sinopec Group Overseas 4.375% 10/04/2024	USD	3 700 000	3 443 374,80	0,14
TOTAL ILES VIERGES BRITANNIQUES			3 443 374,80	0,14
INDONESIE				
INDONESIA GOVERNMENT INTL BOND 1.85% 12-03-31	USD	900 000	672 231,54	0,03
INDONESIA GOVERNMENT INTL BOND 3.4% 18-09-29	USD	500 000	426 870,49	0,02
INDONESIA GOVERNMENT INTL BOND 3.7% 30-10-49	USD	200 000	143 345,36	
PT PERTAMINA PERSERO 3.1% 21-01-30	USD	360 000	290 960,42	0,01
PT PERTAMINA PERSERO 3.1% 25-08-30	USD	85 000	67 707,46	
TOTAL INDONESIE			1 601 115,27	0,06
IRLANDE				
ABBOTT IRELAND FINANCING DAC 0.1% 19-11-24	EUR	400 000	382 398,36	0,02
AERCAP IRELAND CAP LTDA 3.3% 30-01-32	USD	400 000	300 854,26	0,01
AIB GROUP 3.625% 04-07-26	EUR	2 000 000	1 981 921,84	0,08
AIB GROUP 4.625% 23-07-29 EMTN	EUR	6 000	6 027,54	

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
AIB GROUP 5.25% PERP	EUR	1 000 000	965 818,37	0,04
AIB GROUP 5.75% 16-02-29	EUR	770 000	827 314,66	0,03
BK IRELAND 6.75% 01-03-33 EMTN	EUR	190 000	203 786,84	0,01
BK IRELAND GROUP 4.875% 16-07-28	EUR	10 000	10 231,24	
BK IRELAND GROUP 7.5% PERP	EUR	1 000 000	1 007 168,58	0,04
CA AUTO BANK SPA IRISH BRANCH 4.375% 08-06-26	EUR	3 800 000	3 858 331,43	0,16
DXC CAPITAL FUNDING 0.45% 15-09-27	EUR	700 000	588 619,04	0,02
FCA BANK SPA IRISH BRANCH 0.125% 16-11-23	EUR	300 000	298 002,50	0,02
FCA BANK SPA IRISH BRANCH 0.5% 13-09-24	EUR	200 000	193 199,03	0,01
JOHNSON CONTROLS INTL 1.375% 25-02-25	EUR	12 000	11 654,42	
JOHNSON NTROLS INTL PLC TY 0.375% 15-09-27	EUR	700 000	612 082,78	0,02
SECURITAS TREASURY IRELAND DAC 4.25% 04-04-27	EUR	400 000	406 805,96	0,02
TOTAL IRLANDE			11 654 216,85	0,48
ITALIE				
A2A EX AEM 1.5% 16-03-28 EMTN	EUR	750 000	686 197,61	0,03
A2A EX AEM 2.5% 15-06-26 EMTN	EUR	4 000 000	3 883 153,71	0,16
ASS GENERALI 5.399% 20-04-33	EUR	200 000	207 060,84	0,01
ASSICURAZIONI GENERALI 4.596% PERP	EUR	3 000	3 052,92	
ASTM 1.0% 25-11-26 EMTN	EUR	3 000 000	2 729 431,69	0,11
AUTOSTRAD PER L ITALILIA 1.625% 25-01-28	EUR	10 000	8 962,09	0,01
ENEL 6.625% PERP EMTN	EUR	600 000	618 493,85	0,02
ENI 3.375% PERP	EUR	700 000	614 273,20	0,03
ENI 3.625% 19-05-27 EMTN	EUR	4 000 000	4 015 405,49	0,16
FNM 0.75% 20-10-26 EMTN	EUR	4 000 000	3 619 282,38	0,15
INTE 0.625% 24-02-26 EMTN	EUR	950 000	872 892,68	0,04
INTE 4.0% 19-05-26 EMTN	EUR	5 000 000	5 043 141,09	0,20
INTE 5.0% 08-03-28 EMTN	EUR	900 000	926 969,22	0,03
INTE 6.184% 20-02-34 EMTN	EUR	600 000	619 997,88	0,02
INTESA SANPA 7.7% PERP CV	USD	1 000 000	908 698,84	0,04
INTE SP VITA SUB 4.75% PERP	EUR	1 000 000	1 016 149,87	0,04
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 0.9% 01-04-31	EUR	38 918 000	31 623 251,55	1,29
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 0.95% 01-06-32	EUR	7 900 000	6 204 390,19	0,26
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 1.5% 30-04-45	EUR	20 000 000	12 233 198,36	0,50
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 1.75% 01-07-24	EUR	108 000 000	106 616 091,52	4,35
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 2.45% 01-09-50	EUR	378 000	263 056,60	0,01
LEASYS 4.375% 07-12-24	EUR	400 000	414 121,72	0,01
LEASYS 4.5% 26-07-26 EMTN	EUR	1 360 000	1 377 442,07	0,05
LEASYS ZCP 22-07-24	EUR	1 900 000	1 832 767,17	0,08
MEDIOBANCABCA CREDITO FINANZ 0.75% 02-11-28	EUR	250 000	216 701,15	
PIRELLI C 4.25% 18-01-28 EMTN	EUR	100 000	103 976,55	
UNICREDIT 0.925% 18-01-28 EMTN	EUR	100 000	89 994,66	0,01
UNICREDIT 2.0% 23-09-29 EMTN	EUR	1 000 000	979 798,64	0,04
UNICREDIT 3.127% 03-06-32	USD	500 000	367 755,88	0,02
UNICREDIT 4.45% 16-02-29 EMTN	EUR	150 000	151 236,19	0,01

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
UNICREDIT 5.85% 15-11-27 EMTN	EUR	450 000	486 981,92	0,02
TOTAL ITALIE			188 733 927,53	7,70
JAPON				
EAST JAPAN RAILWAY 2.614% 08-09-25	EUR	25 000	25 074,99	
MITSUBISHI UFJ FINANCIAL GROUP 2.264% 14-06-25	EUR	1 800 000	1 781 698,41	0,07
MITSUBISHI UFJ FINANCIAL GROUP 2.852% 19-01-33	USD	400 000	302 733,81	0,01
MIZUHO FINANCIAL GROUP 1.979% 08-09-31	USD	500 000	363 877,19	0,02
NISSAN MOTOR 1.94% 15-09-23	EUR	100 000	101 817,24	0,01
NISSAN MOTOR 4.81% 17-09-30	USD	600 000	500 407,29	0,02
NOMURA 2.608% 14-07-31	USD	400 000	291 316,37	0,01
SUMITOMO MITSUI FINANCIAL GROUP 5.71% 13-01-30	USD	600 000	560 636,57	0,02
TOTAL JAPON			3 927 561,87	0,16
JERSEY				
HEATHROW FU 1.5% 12-10-25	EUR	2 000 000	1 923 292,65	0,07
TOTAL JERSEY			1 923 292,65	0,07
KAZAKHSTAN				
KAZAKHSTAN GOUVERNEMENT INTERNATIONAL BD 4.875% 14-10-44	USD	3 100 000	2 607 111,37	0,10
TOTAL KAZAKHSTAN			2 607 111,37	0,10
LITUANIE				
LITHUANIA GOVERNMENT INTL BOND 3.875% 14-06-33	EUR	450 000	453 418,51	0,02
TOTAL LITUANIE			453 418,51	0,02
LUXEMBOURG				
AMUNDI LEVERAGED LOANS EUROPE 2018 AUTRE V+0.0% 28-06-24 EMT	EUR	11 132 000	10 869 351,67	0,44
ARCELLOR MITTAL 4.875% 26-09-26	EUR	2 000 000	2 127 518,91	0,09
AROUNDTOWN 1.625% PERP EMTN	EUR	1 000 000	327 712,42	0,02
AROUNDTOWN 2.875% PERP EMTN	EUR	1 500 000	566 534,54	0,02
GRAND CITY PROPERTIES SA	EUR	1 000 000	441 559,28	0,02
WHIRLPOOL EMEA FINANCE SARL 0.5% 20-02-28	EUR	108 000	93 901,51	
TOTAL LUXEMBOURG			14 426 578,33	0,59
MEXIQUE				
MEXICO GOVERNMENT INTERNATIONAL BOND 4.125% 21-01-26	USD	1 550 000	1 415 660,60	0,06
MEXICO GOVERNMENT INTL BOND 1.625% 08-04-26	EUR	930 000	877 334,51	0,03
PETROLEOS MEXICANOS 5.95% 28-01-31	USD	9 550 000	6 452 796,11	0,27
TOTAL MEXIQUE			8 745 791,22	0,36
NORVEGE				
AKER BP A 6.0% 13-06-33	USD	700 000	654 097,74	0,03
DNB BANK A 3.625% 16-02-27	EUR	190 000	191 438,69	
DNB BANK A 4.625% 28-02-33	EUR	900 000	910 343,45	0,04
DNB BANK A 4.875% PERP	USD	1 500 000	1 369 276,57	0,06
TOTAL NORVEGE			3 125 156,45	0,13
OMAN				
OMAN GOVERNMENT INTL BOND 5.625% 17-01-28	USD	2 354 000	2 163 363,09	0,09
TOTAL OMAN			2 163 363,09	0,09

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
PANAMA				
PANAMA BONOS DEL TESORO 3.362% 30-06-31	USD	1 150 000	879 473,60	0,04
PANAMA BONOS DEL TESORO 6.375% 25-07-33	USD	577 000	524 445,25	0,02
PANAMA GOVERNMENT INTL BOND 6.4% 14-02-35	USD	200 000	190 078,88	0,01
REPU DU PANA 3.75% 16-03-25	USD	3 400 000	3 098 030,13	0,12
TOTAL PANAMA			4 692 027,86	0,19
PAYS-BAS				
ABN AMRO BK 0.6% 15-01-27	EUR	3 000 000	2 682 139,59	0,11
ABN AMRO BK 1.542% 16-06-27	USD	1 300 000	1 061 774,62	0,05
ABN AMRO BK 3.75% 20-04-25	EUR	1 300 000	1 316 053,93	0,05
ABN AMRO BK 3.875% 21-12-26	EUR	6 600 000	6 666 499,41	0,27
ABN AMRO BK 4.375% 20-10-28	EUR	1 000 000	1 017 734,78	0,04
ABN AMRO BK 4.375% PERP	EUR	1 000 000	929 684,54	0,04
ABN AMRO BK 5.125% 22-02-33	EUR	300 000	303 495,55	0,01
ABN AMRO BK 5.5% 21-09-33 EMTN	EUR	200 000	201 735,56	0,01
ACHMEA BV 3.625% 29-11-25	EUR	4 700 000	4 798 169,06	0,19
ANNGR 0 5/8 07/09/26	EUR	1 000 000	900 918,27	0,04
ARCADIS NV 4.875% 28-02-28	EUR	300 000	309 464,71	0,01
ARGENTUM NETHERLANDS BV FOR GIVAUDAN SA 1.125% 17-09-25	EUR	500 000	478 914,47	0,02
ASML HOLDING NV 3.5% 06-12-25	EUR	3 300 000	3 322 678,78	0,13
ASR NEDERLAND NV 5.0% PERP	EUR	2 800 000	2 888 603,39	0,12
BMW FIN 3.5% 06-04-25 EMTN	EUR	3 100 000	3 129 192,33	0,12
COOPERATIEVE RABOBANK UA 3.25% PERP	EUR	1 600 000	1 355 998,87	0,06
COOPERATIEVE RABOBANK UA 3.758% 06-04-33	USD	800 000	647 116,64	0,03
COOPERATIEVE RABOBANK UA 4.233% 25-04-29	EUR	500 000	506 006,71	0,02
COOPERATIEVE RABOBANK UA 5.564% 28-02-29	USD	600 000	547 131,31	0,02
CTP BV 2.125% 01-10-25 EMTN	EUR	1 500 000	1 413 990,62	0,06
DE BAHN FIN 0.95% PERP	EUR	2 100 000	1 943 828,27	0,08
EASYJET FINCO BV 1.875% 03-03-28	EUR	1 813 000	1 628 455,53	0,06
EDP FIN 3.625% 15-07-24	USD	400 000	362 681,46	0,02
ENEL FINANCE INTL NV 1.875% 12-07-28	USD	1 000 000	781 240,93	0,04
ENEL FINANCE INTL NV 5.5% 15-06-52	USD	600 000	492 258,45	0,02
HEIMSTADEN BOSTAD TREASURY BV 0.625% 24-07-25	EUR	600 000	517 884,79	0,02
HEINEKEN NV 3.875% 23-09-24	EUR	800 000	814 017,56	0,03
IBERDROLA INTL BV 1.45% PERP	EUR	400 000	351 944,38	0,01
ING GROEP NV 0.1% 03-09-25	EUR	2 000 000	1 919 995,74	0,08
ING GROEP NV 2.125% 23-05-26	EUR	600 000	581 986,59	0,03
ING GROEP NV 6.75% PERP	USD	797 000	739 043,44	0,03
KAZMUNAIGAS FINANCE SUB 5.75% 19-04-47	USD	1 110 000	844 320,55	0,04
LEASEPLAN CORPORATION NV 2.875% 24-10-24	USD	600 000	536 588,35	0,02
MDC GMTN BV 2.875% 21-05-30	USD	2 000 000	1 640 052,01	0,07
MERCEDESBEZ INTL FINANCE BV 3.4% 13-04-25	EUR	3 000 000	3 020 107,62	0,12
NN GROUP NV 4.375% PERP EMTN	EUR	1 000 000	1 002 192,00	0,04
REPSOL INTL FINANCE BV 3.75% PERP	EUR	1 500 000	1 422 726,89	0,06

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
SIEMENS ENERGY FINANCE BV 4.0% 05-04-26	EUR	400 000	399 152,14	0,01
SIEMENS FINANCIERINGSMAATNV 2.5% 08-09-27	EUR	300 000	296 688,60	0,01
SIKA CAPITAL BV 3.75% 03-11-26	EUR	400 000	404 590,72	0,02
TELEFONICA EUROPE BV 3.875% PERP	EUR	100 000	96 999,48	
TELEFONICA EUROPE BV 6.135% PERP	EUR	200 000	201 997,12	0,01
TOYOTA MOTOR FINANCE NETHERLANDS BV 3.375% 13-01-26	EUR	300 000	304 477,68	0,01
TOYOTA MOTOR FINANCE NETHERLANDS BV 3.625% 24-04-25	EUR	2 100 000	2 116 634,59	0,08
UNIVERSAL MUSIC GROUP NV 3.0% 30-06-27	EUR	400 000	392 455,38	0,02
UPJOHN FINANCE BV 1.362% 23-06-27	EUR	250 000	222 678,34	0,01
VOLKSWAGEN INTL FINANCE NV 3.125% 28-03-25	EUR	1 300 000	1 300 935,22	0,05
VOLKSWAGEN INTL FINANCE NV 3.875% 29-03-26	EUR	1 300 000	1 312 986,62	0,05
VOLKSWAGEN INTL FINANCE NV 4.125% 15-11-25	EUR	300 000	309 766,48	0,02
VOLKSWAGEN INTL FINANCE NV 7.875% PERP	EUR	400 000	409 915,19	0,02
WINTERSHALL DEA FINANCE 2 BV 2.4985% PERP	EUR	600 000	523 716,23	0,02
TOTAL PAYS-BAS			61 369 621,49	2,50
PEROU				
PERU GOVE INT 2.75% 30-01-26	EUR	9 300 000	9 129 757,13	0,37
PERUVIAN GOVERNMENT INTL BOND 1.95% 17-11-36	EUR	750 000	554 461,18	0,03
PERUVIAN GOVERNMENT INTL BOND 2.844% 20-06-30	USD	700 000	563 109,32	0,02
TOTAL PEROU			10 247 327,63	0,42
PHILIPPINES				
PHILIPPINE GOVERNMENT INTL BOND 3.0% 01-02-28	USD	4 600 000	3 920 966,51	0,16
TOTAL PHILIPPINES			3 920 966,51	0,16
POLOGNE				
POLAND 3% 15-01-24 EMTN	EUR	1 137 000	1 155 087,96	0,05
POLAND GOVERNMENT INTL BOND 4.875% 04-10-33	USD	1 000 000	914 624,31	0,04
TOTAL POLOGNE			2 069 712,27	0,09
PORTUGAL				
ENERGIAS DE PORTUGAL EDP 3.875% 26-06-28	EUR	500 000	505 884,88	0,03
ENERGIAS DE PORTUGAL EDP 5.943% 23-04-83	EUR	100 000	101 337,73	
PORTUGAL OBRIGACOES DO TESOURO OT 3.5% 18-06-38	EUR	8 500 000	8 516 694,14	0,35
TOTAL PORTUGAL			9 123 916,75	0,38
QATAR				
QATAR GOVERNMENT INTL BOND 4.0% 14-03-29	USD	3 550 000	3 225 317,00	0,13
QATAR PETROLEUM 3.125% 12-07-41	USD	970 000	664 069,35	0,03
QATAR PETROLEUM 3.3% 12-07-51	USD	750 000	489 219,36	0,02
TOTAL QATAR			4 378 605,71	0,18
ROUMANIE				
ROMANIAN GOVERNMENT INTL BOND 7.625% 17-01-53	USD	250 000	250 333,97	0,01
ROU 2.75% 29-10-25 EMTN	EUR	3 200 000	3 176 755,73	0,13
ROU 3.875% 29-10-35 EMTN	EUR	4 300 000	3 615 874,12	0,15
TOTAL ROUMANIE			7 042 963,82	0,29
ROYAUME-UNI				
ANGLO AMER CAP 2.25% 17-03-28	USD	800 000	643 655,74	0,03
AVIVA PLC 3.875% 03-07-44	EUR	3 000 000	2 976 747,82	0,12

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
BARCLAYS 2.667% 10-03-32	USD	600 000	440 676,84	0,01
BARCLAYS 6.125% PERP	USD	500 000	417 379,07	0,02
BARCLAYS 7.75% PERP	USD	1 000 000	937 542,95	0,04
BARCLAYS 8.875% PERP	GBP	650 000	716 765,57	0,03
BARCLAYS 9.25% PERP	GBP	400 000	433 255,76	0,02
BP CAP MK 3.625% PERP	EUR	1 000 000	888 270,22	0,04
BRITISH TEL 1.874% 18-08-80	EUR	10 000	9 150,04	
BRITISH TEL 8.375% 20-12-83	GBP	400 000	475 918,10	0,02
CASA LONDON 1.875% 20-12-26	EUR	1 000 000	952 640,66	0,04
CASA LONDON 1.907% 16-06-26	USD	750 000	646 407,05	0,02
DIAGEO FINANCE 3.5% 26-06-25	EUR	3 500 000	3 496 318,10	0,14
DS SMITH PLC 08750 1926 1209A 4.375% 27-07-27	EUR	1 100 000	1 108 686,64	0,05
GSK CONSUMER HEALTHCARE CAPITAL NL BV 1.25% 29-03-26	EUR	500 000	471 545,71	0,02
HSBC 2.013% 22-09-28	USD	1 000 000	800 402,87	0,03
HSBC 4.0% PERP	USD	500 000	410 368,72	0,02
HSBC 4.752% 10-03-28 EMTN	EUR	500 000	515 513,84	0,02
HSBC 6.364% 16-11-32	EUR	1 000 000	1 077 667,19	0,04
HSBC HOLDINGS PLC 6.0% PERP CV	USD	1 000 000	844 867,30	0,03
HSBC HOLDINGS PLC 6.375% PERP	USD	1 300 000	1 187 547,93	0,05
LLOYDS BANK CORPORATE MKTS 4.125% 30-05-27	EUR	230 000	232 295,36	0,01
LLOYDS BANKING GROUP 8.0% PERP	USD	800 000	681 385,30	0,03
LLOYDS BANKING GROUP 8.5% PERP	GBP	600 000	668 738,31	0,03
NATIONWIDE BUILDING SOCIETY 3.96% 18-07-30	USD	500 000	412 988,35	0,01
NATWEST GROUP 5.763% 28-02-34	EUR	300 000	308 453,78	0,01
NATWEST MKTS 0.125% 18-06-26	EUR	500 000	448 515,19	0,02
NATWEST MKTS 4.25% 13-01-28	EUR	350 000	359 952,45	0,01
PHOENIX GROUP 4.75% 04-09-31	USD	1 000 000	840 595,86	0,04
RENTOKIL INITIAL FINANCE BV 3.875% 27-06-27	EUR	500 000	504 232,56	0,02
ROYAL BK SCOTLAND GROUP 4.445% 08-05-30	USD	1 000 000	860 895,65	0,03
SANTANDER UK GROUP 1.673% 14-06-27	USD	800 000	651 794,81	0,03
SANTANDER UK GROUP 2.469% 11-01-28	USD	330 000	268 801,10	0,01
SANTANDER UK GROUP 3.53% 25-08-28	EUR	400 000	383 663,68	0,02
SSE 4.0% PERP	EUR	100 000	94 010,53	
STANDARD CHARTERED 1.625% 03-10-27	EUR	600 000	560 791,56	0,03
THE SAGE GROUP 3.82% 15-02-28	EUR	90 000	91 989,80	
VODAFONE GROUP 4.875% 19-06-49	USD	800 000	633 263,92	0,02
VODAFONE GROUP 6.5% 30-08-84	EUR	1 500 000	1 517 871,91	0,07
TOTAL ROYAUME-UNI			28 971 568,24	1,18
SUEDE				
AUTOLIV 4.25% 15-03-28 EMTN	EUR	150 000	153 197,55	0,01
SAMHALLSBYGGNADSBOLAGET I NORDEN AB 2.624% PERP	EUR	1 000 000	114 444,12	
SCANIA CV AB 0.5% 06-10-23	EUR	100 000	100 142,21	
SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB 4.0% 09-11-26	EUR	3 000 000	3 093 601,22	0,13
SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB 5.125% PERP	USD	1 000 000	885 283,84	0,04

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB 6.875% PERP	USD	200 000	177 608,26	
SVENSKA HANDELSBANKEN AB 5.0% 16-08-34	EUR	260 000	259 999,57	0,02
TOTAL SUEDE			4 784 276,77	0,20
SUISSE				
JULIUS BAER GRUPPE AG 6.625% PERP	EUR	480 000	427 927,89	0,02
UBS GROUP AG 2.746% 11-02-33	USD	800 000	582 635,52	0,02
UBS Group Funding Switzerland Inc 7.0% PERP	USD	1 200 000	1 106 602,84	0,05
TOTAL SUISSE			2 117 166,25	0,09
URUGUAY				
URUGUAY GOVERNMENT INTERNAL BOND 4.375% 23-01-31	USD	3 600 000	3 284 123,55	0,14
TOTAL URUGUAY			3 284 123,55	0,14
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			714 737 503,68	29,17
Obligations et valeurs assimilées non négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
FRANCE				
CYLLENE SAS 10.0% 21-07-27 CV	EUR	477 669	509 357,56	0,02
CYLLENE SAS 11.0% 21-07-27 CV	EUR	256 204	274 873,59	0,01
FINANCIERE AQUILLA II 8.0% 21-07-30	EUR	1 809 722	1 907 845,13	0,08
JEMS 10.0% 16-06-33 CV	EUR	255 473	260 866,32	0,01
PANTHER NEW 8.0% 20-05-30 CV	EUR	2 109 132	2 252 067,88	0,09
TOTAL FRANCE			5 205 010,48	0,21
TOTAL Obligations et valeurs assimilées non négociées sur un marché réglementé ou assimilé			5 205 010,48	0,21
TOTAL Obligations et valeurs assimilées			719 942 514,16	29,38
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
AMUNDI EURO LIQUIDITY-RATED SRI I2	EUR	1 413,928	14 205 455,22	0,58
AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI I2 C	EUR	7 040,005	70 525 277,61	2,87
AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI PART Z C	EUR	1 796,759	182 843 935,95	7,47
AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI PART Z C	EUR	158,205	161 311 958,38	6,58
AMUNDI RESPONSIBLE INVESTING EUROPEAN CREDIT SRI S C	EUR	120 261,489	107 935 888,99	4,40
AMUNDI ULTRA SHORT TERM GREEN BOND I C	EUR	197,306	20 192 056,14	0,82
AMUNDI VOLATILITY RISK PREMIA Part O-C	EUR	1 000	9 394 290,00	0,39
BFT AUREUS ISR PART Z C	EUR	492,185	50 197 333,89	2,05
JUST TRANSITION FOR CLIMATE S	EUR	45 420,886	40 531 654,65	1,66
PORTFOLIO OBLIG CREDIT FCP	EUR	283 094,028	32 946 482,98	1,34
TOTAL FRANCE			690 084 333,81	28,16
LUXEMBOURG				
AF NET ZERO AMBITI GLB CORP BD Z EUR H C	EUR	19 150,343	20 071 666,00	0,82
AF Net Zero Amb Multi-Asset I EUR C	EUR	2 131,647	2 484 008,25	0,10
AF NET ZERO AM PIONEER US COBD I2 USD C	USD	3 874,583	3 576 496,96	0,15
AMUNDI CASH USD -IU- CAP	USD	1	1 060,72	

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
AMUNDI FUNDS EMERGING WORLD EQUITY I EUR C	EUR	41 573,717	61 645 091,83	2,51
AMUNDI FUNDS EURO CORPORATE SHORT TERM BOND I EUR C	EUR	49 679,218	49 244 524,84	2,01
AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY Z EUR C	EUR	145 958,551	210 383 195,83	8,58
AMUNDI FUNDS EUROPEAN EQUITY DYNAMIC MULTI FACTORS I EUR C	EUR	4 657,686	6 162 398,04	0,25
AMUNDI FUNDS NET ZERO AMBI GLB EQU Z USD	USD	2 365,165	2 501 210,74	0,10
AMUNDI FUNDS RUSSIAN EQUITY Z EUR C	EUR	19 492,093		
AMUNDI FUNDS TOTAL HYBRID BOND H EUR C	EUR	28 566	29 734 349,40	1,21
AMUNDI FUNDS US PIONEER FUND Z USD	USD	107 130	151 275 041,88	6,18
AMUNDI INDEX MSCI PACIFIC ex JAPAN - IE	EUR	12 436,637	31 988 149,66	1,31
AMUNDI MSCI EMERGING MARKETS UCITETFEU C	EUR	8 519 860	37 487 384,00	1,53
FCH EDR FINANCIAL BDS ZC EUR	EUR	10 000	10 333 400,00	0,42
LYXOR ABSOLUTE RETN MA 8-IEUR	EUR	7 100	9 539 418,00	0,39
LYXOR-ABS RET-IEUR	EUR	6 700	7 738 969,00	0,31
STRUCTURA - DIVERSIFIED GROWTH FUND - IU	USD	15 740,637	18 736 629,81	0,77
TOTAL LUXEMBOURG			652 902 994,96	26,64
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			1 342 987 328,77	54,80
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres UE et organismes de titrisation non cotés				
ITALIE				
CBUS	EUR	22	8 013 723,08	0,33
TOTAL ITALIE			8 013 723,08	0,33
LUXEMBOURG				
AMUNDI PLAN EMERGGREENONE MEZZAEURHEDGEC	EUR	22,743	209 486,46	0,01
AMUNDI PLAN EMERG GREENONESENIOREURHEDGC	EUR	36,882	337 756,50	0,01
TOTAL LUXEMBOURG			547 242,96	0,02
TOTAL Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres UE et organismes de titrisations non cotés			8 560 966,04	0,35
TOTAL Organismes de placement collectif			1 351 548 294,81	55,15
Titres reçus en garantie				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ACCOR	EUR	160 180	5 300 356,20	0,22
ADOBE INC	USD	1 200	618 425,39	0,02
ALPHABET- A	USD	6 800	853 140,46	0,04
ALPHABET-C-	USD	1 650	208 805,92	0,01
AMETEK INC	USD	1 900	279 236,19	0,01
ELEC DE PORTUGAL	EUR	16 205	68 158,23	
HEIDELBERGER ZEMENT	EUR	2 649	196 767,72	0,01
IBERDROLA SA	EUR	205 119	2 248 104,24	0,09
ING GROEP NV	EUR	136 668	1 790 350,80	0,07
Meta Platforms - A	USD	7 490	2 041 936,79	0,08
NESTLE SA-REG	CHF	5 500	610 473,61	0,02
NVIDIA CORP	USD	5 440	2 473 775,28	0,11

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
ORACLE CORP COM	USD	1 750	194 114,80	0,01
PORSCHE A HOLDING	EUR	114 821	5 691 676,97	0,23
RENAULT SA	EUR	37 062	1 383 709,77	0,05
RYANAIR HOLDINGS PLC	EUR	8 221	133 221,31	0,01
SAP SE	EUR	6 218	801 002,76	0,03
SIEMENS AG-REG	EUR	36 128	5 017 456,64	0,20
SOCIETE GENERALE SA	EUR	5 100	133 696,50	0,01
TELEFONICA SA	EUR	80 454	307 656,10	0,01
UNITEDHEALTH GROUP INC	USD	500	219 551,30	0,01
VINCI SA	EUR	60 059	6 183 674,64	0,26
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			36 755 291,62	1,50
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE 3.25%10-040742	EUR	195 221,66	214 216,82	0,01
AUST GOVE BON 1.5% 20-02-47	EUR	1 000	727,06	
BARCLAYS 0.577% 09-08-29	EUR	772 000	635 483,37	0,03
BELGIQUE 5,50%97-28 OLO 31	EUR	66 051,03	75 156,41	0,01
BPIFRANCE 3.0% 10-09-26 EMTN	EUR	1 000 000	1 016 490,00	0,04
BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND 2.1% 15-11-29	EUR	552 800,63	552 434,91	0,02
BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND ZCP 15-12-23	EUR	698 970	692 151,55	0,03
BUNDESSCHATZANWEISUNGEN 3.1% 18-09-25	EUR	2 055 456,01	2 068 542,79	0,08
CITIGROUP 0.776% 30-10-24	USD	687 000	629 179,92	0,02
ESM 0 3/4 09/05/28	EUR	10 872	9 819,69	
EUROPEAN FINL STABILITY FACIL 0.4% 26-01-26	EUR	627 000	588 252,60	0,03
EUROPEAN UNION 0.0% 02-06-28	EUR	1 000	869,58	
EUROPEAN UNION 0.1% 04-10-40	EUR	2 816 000	1 655 266,79	0,07
EUROPEAN UNION 0.7% 06-07-51	EUR	3 391 216	1 820 125,11	0,07
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 2.0% 25-05-48	EUR	111 720	86 745,42	
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.5% 25-06-44	EUR	868 544	506 395,85	0,03
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 2.0% 25-11-32	EUR	3 101	2 916,79	
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 2.75% 25-02-29	EUR	2	2,02	
FRTR 0.1 03/01/28	EUR	2 966 548	3 428 122,48	0,14
KFW 1.25% 29-12-23 EMTN	GBP	424 000	492 474,59	0,02
NETHERLANDS GOVERNMENT 0.0% 15-07-31	EUR	640 280	519 427,15	0,02
NETHERLANDS GOVERNMENT 2.5% 15-07-33	EUR	754 951	738 839,29	0,03
OAT 0% 25/04/2027	EUR	5 376 879	4 840 320,24	0,20
OAT 0% 25/04/25	EUR	9 960 655	9 446 336,58	0,38
OAT4,5%25AVR41	EUR	328 565	385 542,94	0,02
ROYAUME-UNI 1.125%07-221137 INDX	GBP	85 688,64	192 115,87	
ROYAUMEUNI DE GB ET DIRLANDE DU NORD 3.5% 22-01-45	GBP	1 103	1 092,34	
SPAIN GOVERNMENT BOND 1.25% 31-10-30	EUR	7 000	6 191,73	
SPAIN GOVERNMENT BOND 2.8% 31-05-26	EUR	13 000	12 942,40	
SPAIN IL BOND 0.7% 30-11-33	EUR	304 000	352 787,32	0,01
STANDARD CHARTERED 0.991% 12-01-25	USD	200 000	180 825,26	0,01

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
TSY IL GILT 0.75% 22-03-34 IND	GBP	2 877,56	5 467,88	
TSY IL GILT 2.5% 17-07-24 IND	GBP	409	1 803,39	
UNITED KINGDOM GILT 4.25% 07-12-40	GBP	26 719,2	30 171,68	
UNITED STATES TREASURY NOTEBOND 1.25% 30-06-28	USD	800	641,64	
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			31 189 879,46	1,27
Titres de créances négociés sur un marché réglementé ou assimilé				
FRANCE TREASURY BILL ZCP 200324	EUR	5	4,90	
FRANCE TREASURY BILL ZCP 210224	EUR	1	0,98	
TOTAL Titres de créances négociés sur un marché réglementé ou assimilé			5,88	
OPC français à vocation générale				
AMUNDI ETF MSCI EUROPE EX EMU UCITS ETF	EUR	19 906	6 339 855,97	0,26
AMUNDI ETF MSCI France UCITS ETF	EUR	83 548	30 732 254,55	1,25
TOTAL OPC français à vocation générale			37 072 110,52	1,51
OPC européens coordonnés et assimilables				
AMUNDI CAC 40 UCITS ETF DR - EUR C	EUR	24 300	2 869 399,89	0,12
AMUNDI ETF PEA JAPAN TOPIX UCITS ETF - EUR	EUR	350 105	8 524 846,69	0,35
AMUNDI MSCI EuropeValFact UCITSETFEUR C	EUR	5 530	1 474 416,34	0,06
AMUNDI MSCI EuropMinVolaFactUCITETFEUR C	EUR	136 920	16 498 326,01	0,67
AMUNDI S&P 500 UCITS ETF - EUR C	EUR	70 800	5 682 011,52	0,23
TOTAL OPC européens coordonnés et assimilables			35 049 000,45	1,43
Autres OPC cotés				
AMUNDI ETF PEA NASDAQ-100 UCITS ETF - EUR	EUR	187	7 790,57	
AMUNDI GLOBAL INFRASTRUCTURE - UCITS ETF C	EUR	229 033	14 933 615,80	0,61
TOTAL Autres OPC cotés			14 941 406,37	0,61
TOTAL Titres reçus en garantie			155 007 694,30	6,33
Dettes représentatives des titres reçus en garantie			-155 007 694,30	-6,33
Créance représentative de titres prêtés				
ALLEMAGNE				
CMZB FRANCFORT 4.0% 05-12-30	EUR	500 000	492 007,78	0,02
CONTINENTAL 3.625% 30-11-27	EUR	102 000	103 846,09	
FRESENIUS SE 0.375% 28-09-26	EUR	495 000	448 060,85	0,02
SANTANDER CONSUMER BANK AG 4.5% 30-06-26	EUR	300 000	304 688,78	0,02
TOTAL ALLEMAGNE			1 348 603,50	0,06
ARABIE SAOUDITE				
SAUDI INTL BOND 4.875% 18-07-33	USD	500 000	457 218,48	0,02
TOTAL ARABIE SAOUDITE			457 218,48	0,02
AUTRICHE				
ERSTE GR BK 5.125% PERP EMTN	EUR	600 000	545 639,52	0,03
RAIFFEISEN BANK INTL AG 4.75% 26-01-27	EUR	800 000	814 206,38	0,03
TOTAL AUTRICHE			1 359 845,90	0,06
BELGIQUE				
BELFIUS SANV 5.25% 19-04-33	EUR	100 000	100 930,82	

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
EUROPEAN UNION 0.4% 04-02-37	EUR	600 000	420 466,97	0,02
TOTAL BELGIQUE			521 397,79	0,02
CANADA				
DAIMLER CANADA FINANCE 3.0% 23-02-27	EUR	360 000	358 038,52	0,02
GILDAN ACTIVEWEAR INC	CAD	18 700	513 200,99	0,02
IGM FINANCIAL P	CAD	20 500	537 750,69	0,02
TOTAL CANADA			1 408 990,20	0,06
CROATIE				
CROATIA GOVERNMENT INTL BOND 1.125% 04-03-33	EUR	1 300 000	1 032 915,96	0,04
TOTAL CROATIE			1 032 915,96	0,04
ESPAGNE				
ABANCA CORPORACION BANCARIA 5.5% 18-05-26	EUR	800 000	814 087,63	0,04
CAIXABANK 0.625% 21-01-28 EMTN	EUR	900 000	805 780,36	0,03
CAIXABANK 4.625% 16-05-27 EMTN	EUR	900 000	910 870,25	0,03
SPAIN GOVERNMENT BOND 0.5% 31-10-31	EUR	70 000 000	56 413 992,47	2,30
TOTAL ESPAGNE			58 944 730,71	2,40
ETATS-UNIS				
AMERICAN TOWER 0.4% 15-02-27	EUR	945 000	832 033,65	0,03
BLACKROCK CL.A	USD	100	64 545,08	
BROADRIDGE FINANCIAL SOLUTIONS	USD	6 576	1 128 223,12	0,05
CITIGROUP 3.713% 22-09-28	EUR	150 000	153 476,77	
CROWN HOLDINGS	USD	2 600	221 970,80	
DXC TECHNOLOGY COMPANY 1.75% 26-01-26	EUR	1 900 000	1 787 325,16	0,08
GENERAL MOTORS FINANCIAL 0.85% 26-02-26	EUR	100 000	92 568,77	
HARLEY DAVIDSON FINANCIAL SERVICE 5.125% 05-04-26	EUR	1 237 000	1 289 747,89	0,06
MORGAN STANLEY CAPITAL SERVICE 2.103% 08-05-26	EUR	1 900 000	1 844 342,58	0,08
NASDAQ STOCK MARKET INC	USD	5 000	241 765,33	0,01
UNITED STATES TREAS INFLATION BONDS 1.5% 15-02-53	USD	7 500 000	6 169 724,34	0,25
VF CORP	USD	15 732	286 418,50	0,01
VISA INC CLASS A	USD	4 192	948 901,79	0,04
TOTAL ETATS-UNIS			15 061 043,78	0,61
FRANCE				
A 3.375% 06-07-47 EMTN	EUR	100 000	95 652,91	
ALD 1.25% 02-03-26 EMTN	EUR	200 000	187 831,82	0,01
ALD 4.0% 05-07-27 EMTN	EUR	600 000	603 513,44	0,03
ARVAL SERVICE LEASE 0.0% 30-09-24	EUR	1 000 000	955 637,88	0,04
ARVAL SERVICE LEASE 4.125% 13-04-26	EUR	100 000	101 260,69	0,01
ARVAL SERVICE LEASE 4.25% 11-11-25	EUR	200 000	204 058,15	
BPCE 0.5% 15-09-27 EMTN	EUR	300 000	268 342,73	0,01
CA 1.875% 22-04-27	EUR	600 000	567 935,66	0,03
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.75% 25-11-28	EUR	29 600 000	26 836 398,03	1,09
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 1.25% 25-05-38	EUR	14 000 000	10 783 130,49	0,44
JCDECAUX 2.625% 24-04-28	EUR	600 000	562 222,02	0,03
SCHNEIDER ELECTRIC SE 3.375% 06-04-25	EUR	500 000	504 347,35	0,02

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
SG 0.625% 02-12-27	EUR	200 000	177 394,18	
SG 1.5% 30-05-25 EMTN	EUR	1 500 000	1 474 266,88	0,06
TOTAL FRANCE			43 321 992,23	1,77
INDONESIE				
PT PERTAMINA PERSERO 3.1% 21-01-30	USD	200 000	161 644,68	
PT PERTAMINA PERSERO 3.1% 25-08-30	USD	215 000	171 260,05	0,01
TOTAL INDONESIE			332 904,73	0,01
IRLANDE				
AIB GROUP 4.625% 23-07-29 EMTN	EUR	594 000	596 726,53	0,02
BK IRELAND GROUP 4.875% 16-07-28	EUR	990 000	1 012 893,19	0,04
FCA BANK SPA IRISH BRANCH 0.5% 13-09-24	EUR	200 000	193 199,03	0,01
JOHNSON CONTROLS INTL 1.375% 25-02-25	EUR	1 170 000	1 136 306,42	0,05
TOTAL IRLANDE			2 939 125,17	0,12
ITALIE				
ASSICURAZIONI GENERALI 4.596% PERP	EUR	297 000	302 239,45	0,01
AUTOSTRAD PER L ITALILIA 1.625% 25-01-28	EUR	990 000	887 247,39	0,04
ENI 3.375% PERP	EUR	300 000	263 259,94	0,01
INTE 6.184% 20-02-34 EMTN	EUR	400 000	413 331,92	0,02
ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 2.45% 01-09-50	EUR	23 000 000	16 006 089,23	0,65
LEASYS ZCP 22-07-24	EUR	600 000	578 768,58	0,03
MEDIOBANCABCA CREDITO FINANZ 0.75% 02-11-28	EUR	250 000	216 701,15	
UNICREDIT 0.925% 18-01-28 EMTN	EUR	400 000	359 978,64	0,02
UNICREDIT 2.0% 23-09-29 EMTN	EUR	300 000	293 939,59	0,01
TOTAL ITALIE			19 321 555,89	0,79
JAPON				
MITSUBISHI UFJ FINANCIAL GROUP 2.264% 14-06-25	EUR	600 000	593 899,47	0,03
TOTAL JAPON			593 899,47	0,03
LUXEMBOURG				
WHIRLPOOL EMEA FINANCE SARL 0.5% 20-02-28	EUR	892 000	775 556,94	0,03
TOTAL LUXEMBOURG			775 556,94	0,03
PAYS-BAS				
ABN AMRO BK 3.75% 20-04-25	EUR	100 000	101 234,92	0,01
ACHMEA BV 3.625% 29-11-25	EUR	300 000	306 266,11	0,01
ANNGR 0 5/8 07/09/26	EUR	1 000 000	900 918,28	0,03
ASR NEDERLAND NV 5.0% PERP	EUR	200 000	206 328,81	0,01
BMW FIN 3.5% 06-04-25 EMTN	EUR	100 000	100 941,69	
DE BAHN FIN 0.95% PERP	EUR	400 000	370 253,00	0,01
EASYJET FINCO BV 1.875% 03-03-28	EUR	1 187 000	1 066 175,79	0,05
IBERDROLA INTL BV 1.45% PERP	EUR	400 000	351 944,38	0,01
ING GROEP NV 6.75% PERP	USD	203 000	188 238,17	0,01
SIEMENS ENERGY FINANCE BV 4.0% 05-04-26	EUR	600 000	598 728,22	0,03
TELEFONICA EUROPE BV 3.875% PERP	EUR	400 000	387 997,92	0,02
TOTAL PAYS-BAS			4 579 027,29	0,19
ROYAUME-UNI				
BRITISH TEL 1.874% 18-08-80	EUR	990 000	905 854,45	0,04

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
SANTANDER UK GROUP 3.53% 25-08-28	EUR	100 000	95 915,92	
SSE 4.0% PERP	EUR	500 000	470 052,66	0,02
TOTAL ROYAUME-UNI			1 471 823,03	0,06
TOTAL Créance représentative de titres prêtés			153 470 631,07	6,27
Indemnités sur titres prêtés			81 156,89	
Indemnités sur titres empruntés			-207,73	
Titres donnés en pension				
BULGARIE				
BULG GOV 2.625% 26-03-27 EMTN	EUR	6 000 000	5 890 883,11	0,24
TOTAL BULGARIE			5 890 883,11	0,24
TOTAL Titres donnés en pension			5 890 883,11	0,24
Dettes représentatives des titres données en pension			-5 850 000,00	-0,24
Indemnités sur titres données en pension			-3 560,05	
Instruments financier à terme				
Engagements à terme fermes				
Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				
CBOT USUL 30A 1223	USD	64	127 572,62	0,01
DJE 600 EUROP 0923	EUR	-221	52 156,00	
DJE 600 INSUR 0923	EUR	2 444	359 270,00	0,02
DJE 600 OIL G 0923	EUR	3 007	1 774 130,00	0,07
DJE HH GDS 0923	EUR	326	-635 700,00	-0,03
DJES BANKS 0923	EUR	4 672	1 697 572,50	0,07
DJS BAS R FUT 0923	EUR	438	-537 645,00	-0,02
DJS F&B FUT 0923	EUR	604	-560 210,00	-0,02
EC EURUSD 0923	USD	402	-245 381,67	-0,01
E-STOXX UTIL 0923	EUR	1 559	-475 495,00	-0,02
EURO BOBL 0923	EUR	1 228	696 420,00	0,03
EURO BOBL 1223	EUR	-217	-17 360,00	
EURO BUND 0923	EUR	767	998 950,00	0,04
EURO SCHATZ 0923	EUR	-36	-5 325,00	-0,01
EURO SCHATZ 1223	EUR	-898	-13 470,00	
EURO STOXX 50 0923	EUR	-2 405	1 011 200,00	0,04
FV CBOT UST 5 1223	USD	1 802	610 035,07	0,02
JAP GOVT 10 0923	JPY	-84	552 873,95	0,02
LIFFE LG GILT 1223	GBP	-1	-1 167,54	
MME MSCI EMER 0923	USD	1 248	-1 701 628,97	-0,07
MSCI CHINA 0923	USD	1 000	-587 368,13	-0,02
NIKKEI 225 0923	JPY	165	138 099,82	
OSE TOPIX FUT 0923	JPY	207	1 360 474,32	0,06
SP 500 MINI 0923	USD	1 262	9 105 353,11	0,37
TU CBOT UST 2 1223	USD	-14	-9 472,75	
US 10YR NOTE 1223	USD	1 257	1 102 668,49	0,05
US 10Y ULT 1223	USD	796	664 647,35	0,02

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
US TBOND 30 1223	USD	43	66 856,31	0,01
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			15 528 055,48	0,63
TOTAL Engagements à terme fermes			15 528 055,48	0,63
Engagements à terme conditionnels				
Engagements à terme conditionnels sur marché réglementé				
S&P 500 INDEX 06/2024 PUT 4300	USD	140	1 729 764,59	0,07
S&P 500 INDEX 12/2023 PUT 3800	USD	-250	-363 937,90	-0,01
S&P 500 INDEX 12/2023 PUT 4200	USD	250	954 761,14	0,03
TOTAL Engagements à terme conditionnels sur marché réglementé			2 320 587,83	0,09
Engagements à terme conditionnels sur marché de gré à gré				
AUDUSD C 0.665 09/23	AUD	120 000 000	20 336,23	0,01
EURUSD P 1.09 09/23	EUR	-80 000 000	-493 567,66	-0,02
EURUSD P 1.09 09/23	EUR	80 000 000	493 567,66	0,02
GBPUSD P 1.26 10/23	GBP	80 000 000	905 114,69	0,04
GBPUSD P 1.26 10/23	GBP	-80 000 000	-905 114,69	-0,04
USDJPY P 138 11/23	USD	60 000 000	247 301,30	0,01
USDJPY P 138 11/23	USD	-60 000 000	-247 301,30	-0,01
TOTAL Engagements à terme conditionnels sur marché de gré à gré			20 336,23	0,01
TOTAL Engagements à terme conditionnels			2 340 924,06	0,10
Autres instruments financiers à terme				
Swaps de taux				
FIX/2.792/E6R/0.0	EUR	93 460 000	-474 916,99	-0,02
TOTAL Swaps de taux			-474 916,99	-0,02
TOTAL Autres instruments financiers à terme			-474 916,99	-0,02
TOTAL Instruments financier à terme			17 394 062,55	0,71
Appel de marge				
APPEL MARGE CACEIS	USD	-9 912 806,87	-9 133 281,31	-0,37
APPEL MARGE CACEIS	JPY	-324 150 750	-2 051 448,10	-0,09
APPEL MARGE CACEIS	EUR	-4 345 033,5	-4 345 033,50	-0,17
APPEL MARGE CACEIS	GBP	1 000	1 167,54	
TOTAL Appel de marge			-15 528 595,37	-0,63
Créances			1 244 522 489,85	50,78
Dettes			-1 207 703 645,80	-49,28
Comptes financiers			37 284 759,96	1,52
Actif net			2 450 711 859,45	100,00

Part AMUNDI PATRIMOINE M-C	EUR	76 691,873	112,90
Part AMUNDI PATRIMOINE RETRAITE-C	EUR	1,000	104,84
Part AMUNDI PATRIMOINE C	EUR	14 885 599,165	116,36
Part AMUNDI PATRIMOINE O-C	EUR	1 398 784,891	123,37
Part AMUNDI PATRIMOINE S-C	EUR	4 564 854,922	117,63
Part AMUNDI PATRIMOINE R-C	EUR	3 240,710	103,58

OPCVM AMUNDI PATRIMOINE

Annexe(s)

Informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit :
Amundi Patrimoine

Identifiant d'entité juridique :
969500NKEM4APIW8B451

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable?



Oui



X

Non



Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental: _____



dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif social: _____



Il promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S) et bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de **31,79 %** d'investissements durables



ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



ayant un objectif social



Il promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables

Par investissement durable, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La taxinomie de l'UE est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Ce règlement n'établit pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes?

Au cours de la période, le produit a promu des caractéristiques environnementales et/ou sociales en visant un score ESG supérieur au score ESG de l'univers d'investissement représenté par **INDEX AMUNDI RATING D**. Pour déterminer la note ESG du produit et de l'univers d'investissement, la performance ESG est évaluée en continu en comparant la performance moyenne d'un titre par rapport au secteur de l'émetteur du titre, au regard de chacune des trois caractéristiques ESG que sont l'environnement, le social et la gouvernance. L'univers d'investissement est un univers de marché large qui n'évalue ni n'inclut des composants en fonction de caractéristiques

environnementales et/ou sociales et n'est donc pas destiné à être cohérent avec les caractéristiques promues par le fonds. Aucun indice de référence ESG n'a été désigné.

Les indicateurs de durabilité permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit sont atteintes.

● ***Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité?***

Amundi a développé son propre processus de notation ESG interne basé sur l'approche " Best-in-class ". Des notations adaptées à chaque secteur d'activité visent à apprécier la dynamique dans laquelle évoluent les entreprises.

L'indicateur de durabilité utilisé est la note ESG moyenne du produit qui doit être supérieure à la note ESG de son univers d'investissement.

A la fin de la période :

- La note ESG moyenne pondérée du portefeuille est : **0,73 (C)**.
- La note ESG moyenne pondérée de l'univers de référence est : **0,00 (D)**.

La notation ESG d'Amundi utilisée pour déterminer le score ESG est un score quantitatif ESG traduit en sept notes, allant de A (les meilleurs scores de l'univers) à G (les plus mauvais). Dans l'échelle de notation ESG d'Amundi, les titres appartenant à la liste d'exclusion correspondent à un score de G.

Pour les émetteurs corporate, la performance ESG est évaluée globalement et en fonction de critères pertinents par comparaison avec la performance moyenne de leur secteur d'activité, à travers la combinaison des trois dimensions ESG :

- la dimension environnementale : elle examine la capacité des émetteurs à maîtriser leur impact direct et indirect sur l'environnement, en limitant leur consommation d'énergie, en réduisant leur émissions de gaz à effet de serre, en luttant contre l'épuisement des ressources et en protégeant la biodiversité ;
- la dimension sociale : elle mesure la façon dont un émetteur opère sur deux concepts distincts : la stratégie de l'émetteur pour développer son capital humain et le respect des droits de l'homme en général ;
- la dimension de gouvernance : elle évalue la capacité de l'émetteur à assurer les bases d'un cadre de gouvernance d'entreprise efficace et à générer de la valeur sur le long terme.

La méthodologie de notation ESG appliquée par Amundi repose sur 38 critères, soit génériques (communs à toutes les entreprises quelle que soit leur activité), soit sectoriels, pondérés par secteur et considérés en fonction de leur impact sur la réputation, l'efficacité opérationnelle et la réglementation de l'émetteur. Les ratings ESG d'Amundi sont susceptibles d'être exprimés globalement sur les trois dimensions E, S et G ou individuellement sur tout facteur environnemental ou social.

● ***...et par rapport aux périodes précédentes?***

Les indicateurs de durabilité ci-dessus n'ont pas été comparés à ceux des périodes précédentes car le règlement n'était pas encore en vigueur.

● ***Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait partiellement réaliser et comment l'investissement durable a-t-il contribué à ces objectifs?***

Les objectifs des investissements durables consistaient à investir dans des sociétés qui répondent à deux critères :

1. suivre les meilleures pratiques environnementales et sociales ; et
2. ne pas générer de produits et services qui nuisent à l'environnement et à la société.

La définition d'entreprise " la plus performante " s'appuie sur une méthodologie ESG Amundi propriétaire qui vise à mesurer la performance ESG d'une entreprise. Pour être considérée comme " la plus performante ", une entreprise doit obtenir la meilleure note parmi les trois premiers (A, B ou C, sur une échelle de notation allant de A à G) de son secteur sur au moins un facteur environnemental ou social important. Des facteurs environnementaux et sociaux importants sont identifiés au niveau du secteur. L'identification de ces facteurs est basée sur le cadre d'analyse ESG d'Amundi qui combine des données extra-financières et une analyse qualitative des thèmes sectoriels et de durabilité associés. Les facteurs identifiés comme matériels ont une contribution de plus de 10% au score ESG global. Pour le secteur de l'énergie par exemple, les facteurs matériels sont : émissions et énergie, biodiversité et pollution, santé et sécurité, communautés locales et droits de l'homme.

Pour contribuer aux objectifs ci-dessus, l'entreprise bénéficiaire de l'investissement ne doit pas avoir d'exposition significative à des activités (par exemple, le tabac, les armes, les jeux d'argent, le charbon, l'aviation, la production de viande, la fabrication d'engrais et de pesticides, la production de plastique à usage unique) non compatibles avec ces critères.

La nature durable d'un investissement est évaluée au niveau de la société bénéficiaire de l'investissement. Concernant les OPC externes, les critères de détermination des investissements durables que ces OPC sous-jacents peuvent détenir et leurs objectifs dépendent de l'approche propre à chaque société de gestion.

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

- ***Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a partiellement réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social?***

Pour s'assurer que les investissements durables ne causent pas de préjudice important, Amundi a utilisé deux filtres :

- Le premier filtre « DNSH » (« Do Not Significantly Harm » ou principe de « ne pas causer de préjudice important ») repose sur le suivi d'indicateurs obligatoires des Principales Incidences Négatives de l'Annexe 1, Table 1 du règlement délégué (EU) 2022/1288 quand des données fiables sont disponibles (par exemple, l'intensité en GES ou gaz à effet de serre des entreprises bénéficiaires) via une combinaison d'indicateurs (par exemple, l'intensité en carbone) et de seuils ou règles spécifiques (par exemple, l'intensité carbone de l'entreprise bénéficiaire n'appartient pas au dernier décile du secteur). Amundi prend déjà en compte des indicateurs spécifiques des Principales Incidences Négatives dans sa politique d'exclusions dans le cadre de la Politique d'Investissement Responsable d'Amundi (par exemple, l'exposition à des armes controversées). Ces exclusions, qui s'appliquent en plus des tests détaillés ci-dessus, couvrent les sujets suivants : exclusions sur les armes controversées, les violations des principes du Pacte Mondial de l'ONU, le charbon et le tabac.
- Au-delà des facteurs de durabilité spécifiques couverts par le premier filtre, Amundi a défini un second filtre, qui ne prend pas en compte les indicateurs obligatoires des Principales Incidences Négatives ci-dessus, afin de vérifier qu'une entreprise ne présente pas une mauvaise performance d'un point de vue environnemental ou social par rapport aux autres entreprises de son secteur, ce qui correspond à un score environnemental ou social supérieur ou égal à E selon la notation ESG d'Amundi.

Concernant les OPC externes, la prise en compte du principe de « ne pas causer de préjudice important » et l'impact des investissements durables dépendent des méthodologies propres à chaque société de gestion des OPC sous-jacents.

– ***Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération?***

Comme détaillé ci-dessus, les indicateurs des incidences négatives ont été pris en compte dans le premier filtre DNSH (Do Not Significant Harm) :

Celui-ci repose en effet sur le suivi des indicateurs obligatoires des Principales Incidences Négatives de l'Annexe 1, Tableau 1 du règlement délégué (EU) 2022/1288 lorsque des données fiables sont disponibles via la combinaison des indicateurs suivants et de seuils ou règles spécifiques :

- avoir une intensité de CO2 qui n'appartient pas au dernier décile des entreprises du secteur (ne s'applique qu'aux secteurs à forte intensité), et
- avoir une diversité du conseil d'administration qui n'appartient pas au dernier décile des entreprises de son secteur, et
- être exempt de toute controverse en matière de conditions de travail et de droits de l'homme
- être exempt de toute controverse en matière de biodiversité et de pollution.

Amundi prend déjà en compte des Principales Incidences Négatives spécifiques dans sa politique d'exclusions dans le cadre de sa Politique d'Investissement Responsable. Ces exclusions, qui s'appliquent en plus des tests détaillés ci-dessus, couvrent les sujets suivants : exclusions sur les armes controversées, les violations des principes du Pacte Mondial des Nations Unies, le charbon et le tabac.

– ***Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme?***

Oui. Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme ont été intégrés dans la méthodologie de notation ESG d'Amundi. L'outil de notation ESG propriétaire évalue les émetteurs en utilisant les données disponibles auprès des fournisseurs de données. Par exemple, le modèle comporte un critère dédié appelé "Implication communautaire et droits de l'Homme" qui est appliqué à tous les secteurs en plus d'autres critères liés aux droits de l'Homme, notamment les chaînes d'approvisionnement socialement responsables, les conditions de travail et les relations professionnelles. En outre, nous effectuons un suivi des controverses sur une base trimestrielle au minimum, qui inclut les entreprises identifiées pour des violations des droits de l'Homme. Lorsque des controverses surviennent, les analystes évaluent la situation et appliquent un score à la controverse (en utilisant une méthodologie de notation exclusive et propriétaire) et déterminent la meilleure marche à suivre. Les scores de controverse sont mis à jour trimestriellement pour suivre la tendance et les efforts de remédiation.

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union Européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité?

Les indicateurs obligatoires des Principales Incidences Négatives prévus à l'Annexe 1, Tableau 1 du règlement délégué (EU) 2022/1288, ont été pris en compte par la mise en œuvre de politiques d'exclusions (normatives et sectorielles), l'intégration de la notation ESG dans le processus d'investissement, l'engagement et les approches de vote :

- Exclusion : Amundi a défini des règles d'exclusion normatives, par activité et par secteur, couvrant certains des principaux indicateurs de durabilité énumérés par le Règlement « Disclosure ».
- Intégration de facteurs ESG : Amundi a adopté des normes minimales d'intégration ESG appliquées par défaut à ses fonds ouverts gérés activement (exclusion des émetteurs notés G et meilleur score ESG moyen pondéré supérieur à l'indice de référence applicable). Les 38 critères utilisés dans l'approche de notation ESG d'Amundi ont également été conçus pour prendre en compte les impacts clés sur les facteurs de durabilité, ainsi que la qualité de l'atténuation.
- Engagement : l'engagement est un processus continu et ciblé visant à influencer les activités ou le comportement des entreprises. L'objectif de l'engagement peut être divisé en deux catégories : engager un émetteur à améliorer la façon dont il intègre la dimension environnementale et sociale, engager un émetteur à améliorer son impact sur les questions environnementales, sociales et de droits de l'Homme ou d'autres questions de durabilité importantes pour la société et l'économie mondiale.
- Vote : la politique de vote d'Amundi répond à une analyse holistique de toutes les questions à long terme qui peuvent influencer la création de valeur, y compris les questions ESG importantes (la politique de vote d'Amundi est consultable sur son site internet).
- Suivi des controverses : Amundi a développé un système de suivi des controverses qui s'appuie sur trois fournisseurs de données externes pour suivre systématiquement les controverses et leur niveau de gravité. Cette approche quantitative est ensuite enrichie d'une évaluation approfondie de chaque controverse sévère, menée par des analystes ESG et de la revue périodique de son évolution. Cette approche s'applique à l'ensemble des fonds d'Amundi.

Pour des informations supplémentaires sur la manière dont les indicateurs obligatoires des Principales Incidences Négatives sont utilisés, veuillez consulter la Déclaration du Règlement SFDR disponible sur www.amundi.fr.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier?

La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion

Investissements les plus importants	Secteur	% d'actifs	Pays
A-F EUROLAND EQ-Z EUR	Fonds	8,56 %	LUX
AMUNDI EURO LIQ	Fonds	7,44 %	FRA

d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir: du 01/09/2022 au 31/08/2023

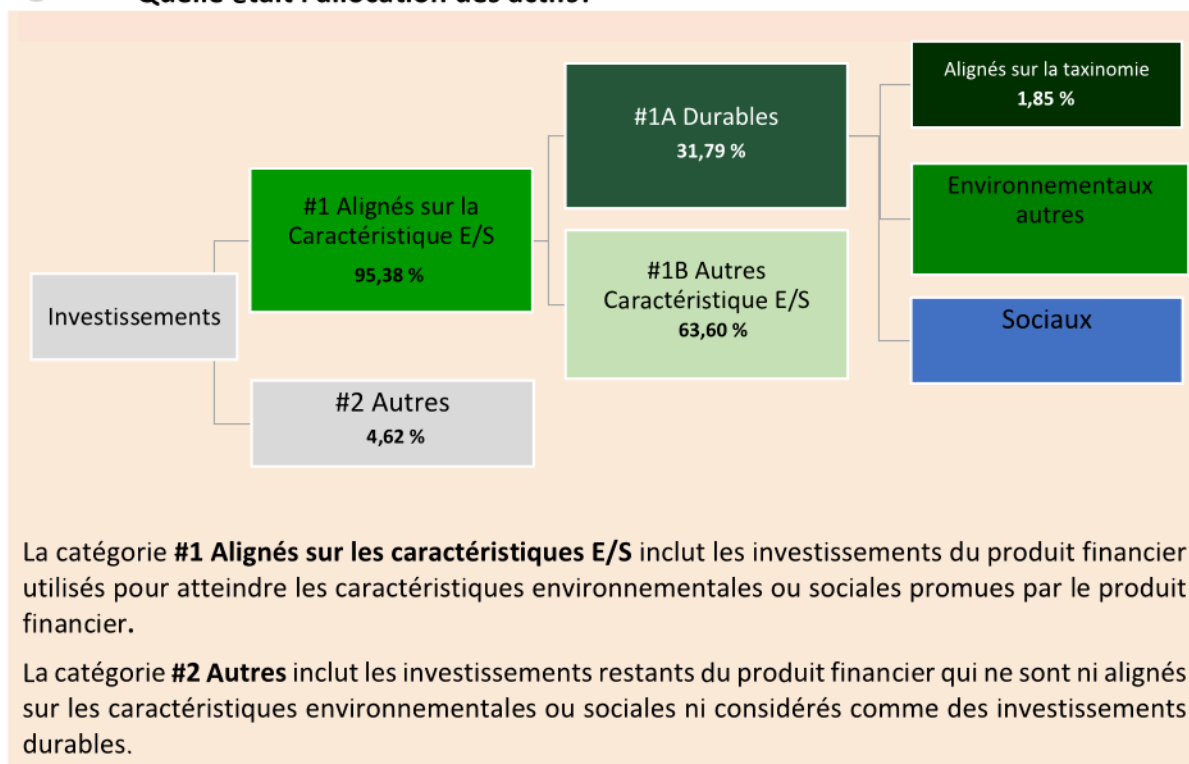
SHORT TERM SRI - Z			
AMUNDI EURO LIQUIDITY SRI - Z (C)	Fonds	6,69 %	FRA
A-F US PIONEER FUND -Z USD	Fonds	6,15 %	LUX
AMUNDI RESPONS INVEST - EURO CRE SRI - S	Fonds	4,41 %	FRA
BTPS 1.75% 07/24 5Y	Emprunts d'Etats	4,34 %	ITA
AMUNDI EURO LIQ SHORT TERM SRI SRI-I2	Fonds	2,87 %	FRA
OAT 0.75% 11/28	Emprunts d'Etats	2,83 %	FRA
SPAIN 0.5% 10/31	Emprunts d'Etats	2,53 %	ESP
A-F EMERGING WORLD EQUITY-I EUR	Fonds	2,51 %	LUX
BFT AUREUS ISR - Z (C)	Fonds	2,04 %	FRA
A-F EURO CORP SHRT TERM GREEN BD-I EUR	Fonds	2,00 %	LUX
ARI - JUST TRANSITION FOR CLIMATE- S	Fonds	1,65 %	FRA
AMUNDI MSCI EMERGG MKT UCITS ETF-EUR	Fonds	1,52 %	LUX
PORTFOLIO OBLI CREDI	Fonds	1,34 %	FRA



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité?

Quelle était l'allocation des actifs?

L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.



La catégorie #1 Alignés sur les caractéristiques E/S comprend :

- la sous-catégorie #1A Durables couvrant les investissements durables sur le plan environnemental et social.
- la sous-catégorie #1B Autres caractéristiques E/S couvre les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas qualifiés d'investissements durables.

● Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés?

<i>Secteur</i>	<i>% d'actifs</i>
<i>Fonds</i>	<i>55,21 %</i>
<i>Emprunts d'Etats</i>	<i>16,24 %</i>
<i>Finance</i>	<i>9,65 %</i>
<i>Souverains</i>	<i>3,04 %</i>
<i>Technologies de l'info.</i>	<i>2,69 %</i>
<i>Conso cyclique</i>	<i>2,35 %</i>
<i>Industrie</i>	<i>1,96 %</i>
<i>Conso non cyclique</i>	<i>1,11 %</i>
<i>Énergie</i>	<i>1,06 %</i>
<i>Services de communication</i>	<i>0,92 %</i>
<i>Santé</i>	<i>0,88 %</i>
<i>Services publics</i>	<i>0,72 %</i>

<i>Autres</i>	0,63 %
<i>Supranationaux</i>	0,40 %
<i>Immobilier</i>	0,34 %
<i>Forex</i>	0,07 %
<i>Matériaux</i>	0,06 %
<i>Liquidités</i>	2,67 %



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE?

Le fonds promeut à la fois des caractéristiques environnementales et sociales. Bien que le fonds ne s'engage pas à réaliser des investissements alignés sur la taxinomie de l'UE, il a investi 1,85 % dans des investissements durables alignés sur la taxinomie de l'UE au cours de la période examinée. Ces investissements ont contribué à l'obligation de lutte contre le changement climatique ou aux objectifs d'atténuation du changement climatique de la taxinomie de l'UE.

L'alignement des sociétés bénéficiaires des investissements sur les objectifs susmentionnés de la taxinomie de l'UE est mesuré à l'aide des données relatives au chiffre d'affaires (ou aux recettes) et/ou à l'utilisation du produit des obligations vertes.

Le pourcentage d'alignement des investissements du fonds sur la taxinomie de l'UE n'a pas été vérifié par les auditeurs du fonds ou par un tiers.

- **Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE¹?**

Oui:

Dans le gaz fossile

Dans l'énergie nucléaire

Non

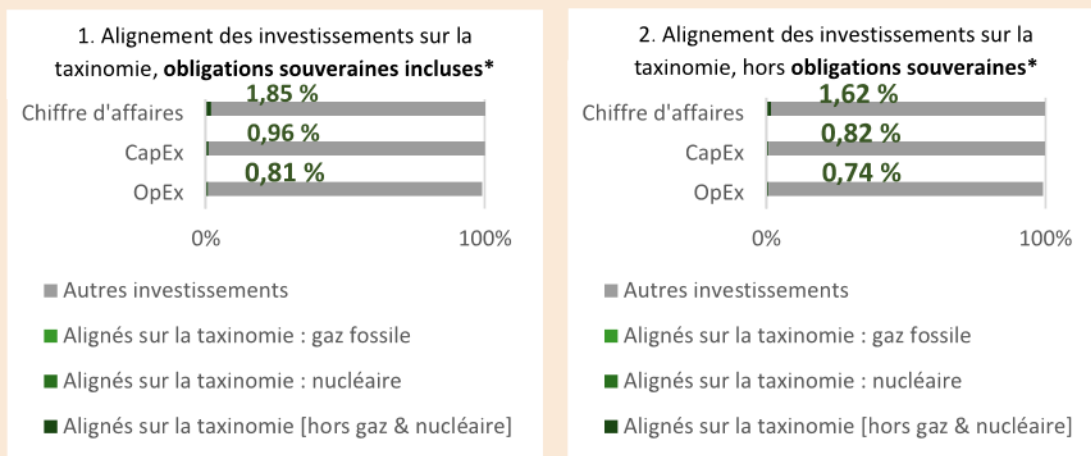
Des données fiables concernant l'alignement à la taxinomie européenne pour le gaz fossile et l'énergie nucléaire n'étaient pas disponibles au cours de la période.

¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique («atténuation du changement climatique») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE - voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage:

- du **chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi ;
- **des dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie verte ;
- **des dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi.

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les «obligations souveraines» comprennent toutes les expositions souveraines.

Les activités habilitantes permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les activités transitoires sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondant aux meilleures performances réalisables.

● **Quelle était la part des investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes?**


Au 31/08/2023, en utilisant comme indicateur les données relatives au chiffre d'affaires et/ou à l'utilisation des produits des obligations vertes, la part des investissements du fonds dans les activités transitoires était de 0,00 % et la part des investissements dans les activités habilitantes était de 0,07 %. Le pourcentage d'alignement des investissements du fonds sur la taxinomie de l'UE n'a pas été vérifié par les auditeurs du fonds ou par un tiers.

● **Où se situe le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE par rapport aux périodes de référence précédentes?**

Aucune donnée fiable concernant la taxinomie européenne n'était disponible au cours des périodes de référence précédentes.



Quelle était la part d'investissements durables ayant un objectif environnemental non alignés sur la taxinomie de l'UE?

 Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (UE) 2020/852.

Le produit ne s'engage pas sur une part minimale d'investissements durables avec un objectif environnemental.



Quelle était la part d'investissements durables sur le plan social?

Le produit ne s'engage pas sur une part minimale d'investissements durables sur le plan social.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie «autres», quelle était leur finalité et existait-il des garanties environnementales ou sociales minimales?

Les liquidités et ou autres instruments détenus afin de gérer la liquidité et les risques du portefeuille ont été inclus dans la catégorie « #2 Autres ». Les instruments non couverts par une analyse ESG peuvent également inclure des titres pour lesquels les données nécessaires à la mesure de l'atteinte des caractéristiques environnementales ou sociales n'étaient pas disponibles. Par ailleurs, des garanties environnementales ou sociales minimales n'ont pas été définies.



Quelles mesures ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence?

Des indicateurs de durabilité sont mis à disposition dans le système de gestion de portefeuille, permettant aux gérants d'évaluer instantanément l'impact de leurs décisions d'investissement sur le portefeuille.

Ces indicateurs sont intégrés dans le cadre du contrôle d'Amundi, les responsabilités étant réparties entre le premier niveau de contrôle effectué par les équipes d'investissement elles-mêmes et le second niveau de contrôle effectué par les équipes de risque, qui surveillent en permanence la conformité aux caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit.

En outre, la politique d'investissement responsable d'Amundi définit une approche active de l'engagement qui favorise le dialogue avec les entreprises bénéficiaires des investissements, y compris celles de ce portefeuille. Le rapport annuel d'engagement, disponible sur <https://legroupe.Amundi.com/documentation-esg>, fournit des informations détaillées sur cet engagement et ses résultats.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

Ce produit n'a pas d'indice de référence ESG.

- **En quoi l'indice de référence diffère-t-il d'un indice de marché large?**

Ce produit n'a pas d'indice de référence ESG.

Les indices de référence sont des indices permettant de

mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promet.

- **Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues?**

Ce produit n'a pas d'indice de référence ESG.

- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence?**

Ce produit n'a pas d'indice de référence ESG.

- **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large?**

Ce produit n'a pas d'indice de référence ESG.

Reporting fonds Article 29 LEC

Ce document liste les informations attendues pour les fonds dépassant 500M d'euros d'encours (actif net) en application de l'article 29 LEC

Le décret d'application de l'article 29 de la loi énergie-climat, du 8 novembre 2019 qui clarifie et renforce le dispositif de transparence extra-financière des acteurs de marché, a été publié au Journal Officiel le 27 mai 2021.

A date de clôture de l'exercice, le portefeuille ne prenait en compte dans sa stratégie, ni l'alignement des encours avec les objectifs de long terme des articles 2 et 4 de l'accord de Paris, visant à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, ni l'alignement des encours avec les objectifs de long terme liés à la biodiversité figurant dans la Convention sur la diversité biologique adoptée le 5 juin 1992. Toutefois, Amundi a intégré dans le rapport des indicateurs extra-financiers permettant d'apprécier l'empreinte sur la biodiversité des actifs détenus ainsi que le score de température du portefeuille. Les informations, indicateurs et méthodologies décrits sont susceptibles d'évoluer dans le temps. Bien que ce rapport ait été préparé et revu avec attention et vigilance, Amundi et ses fournisseurs de données déclinent toute responsabilité concernant de potentielles erreurs ou omissions contenues dans ce document et déclinent toute responsabilité si une tierce personne ou organisation utilise le contenu de ce rapport et subit une perte ou un préjudice direct ou en conséquence. Amundi a aussi intégré dans le rapport des plans d'amélioration continue comprenant notamment l'identification des opportunités d'amélioration et des informations relatives aux actions correctives et changements stratégiques et opérationnels effectués.

Ce document répond aux exigences de l'article 29 de la loi énergie-climat du 8 novembre 2019 (dite LEC) sur le reporting extra-financier des acteurs de marché.

Le document présente :

1. La stratégie climat du portefeuille, notamment si celui-ci a une stratégie d'alignement sur les objectifs de température de l'Accord de Paris ;
2. La stratégie d'alignement du portefeuille, avec les objectifs de long terme liés à la biodiversité ;
3. Les démarches de prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans la gestion des risques.

De plus amples informations sont disponibles dans la Politique d'investissement responsable d'Amundi et dans notre rapport climat disponibles sur notre site internet <https://legroupe.amundi.com/documentation-esg>.

1. La stratégie d'alignement avec les objectifs internationaux de limitation du réchauffement climatique prévus par l'Accord de Paris

Le portefeuille ne prend pas en compte dans sa stratégie l'alignement des encours avec les objectifs de long terme des articles 2 et 4 de l'Accord de Paris concernant la limitation du réchauffement climatique.

Indicateurs extra-financiers

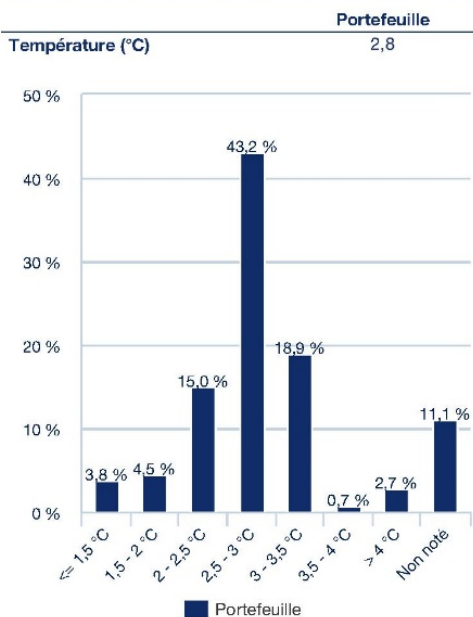
Amundi intègre, quand cela est pertinent, des indicateurs extra-financiers permettant d'apprécier le score de température du portefeuille.

Amundi utilise trois fournisseurs de données pour calculer le score de température des portefeuilles : Iceberg Data Lab, Trucost et CDP. Leurs méthodologies sont proches : ils analysent les données historiques et/ou les cibles publiées par les émetteurs sur la réduction de carbone afin d'obtenir un score de température moyen.

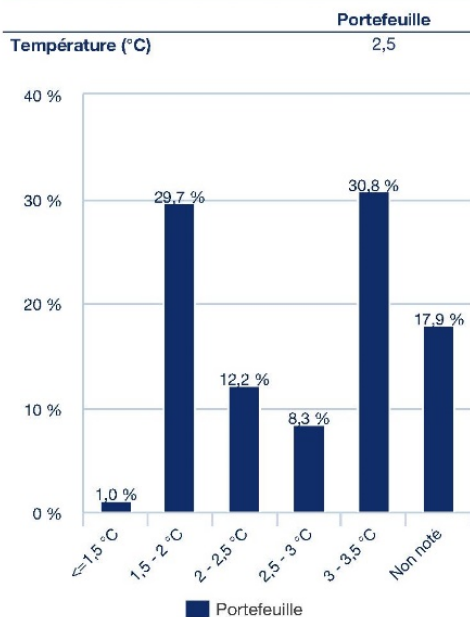
Il y a cependant des différences notables entre les trois méthodologies :

- Les trois fournisseurs analysent l'ambition de l'émetteur. Cependant, Trucost et Iceberg Data Lab intègrent les émissions passées dans les leurs estimations des trajectoires.
- Iceberg Data Lab est le seul fournisseur à tenir compte de façon pro-active de la crédibilité des émetteurs. Ils analysent les actions mises en place par rapport aux engagements des émetteurs.
- Beaucoup d'émetteurs n'ont pas encore publié d'objectif de réduction d'émissions carbone. En conséquence, CDP a choisi d'appliquer une trajectoire 3.2°C degré par défaut pour ces émetteurs.
- Trucost a développé une méthodologie plus précise pour agréger les températures au niveau d'un portefeuille. Au lieu d'utiliser une moyenne pondérée, Trucost prend en compte les budgets carbone de chaque entreprise par rapport à un scénario de référence afin de les agréger au niveau d'un portefeuille.

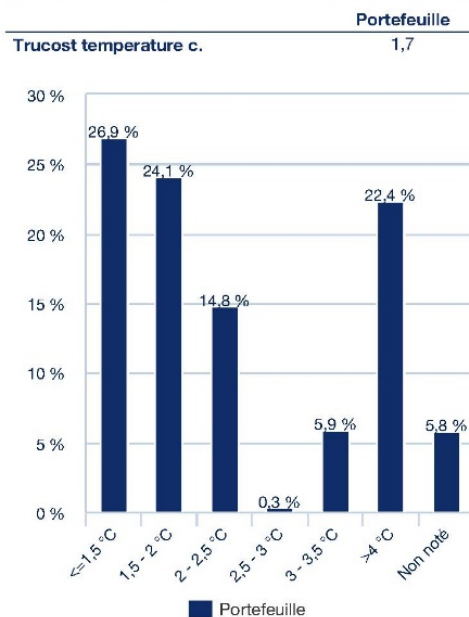
Méthode 1 - Température Iceberg Data Lab (°C)



Méthode 2 - Température CDP (°C)



Méthode 3 - Température Trucost (°C)



Politiques d'exclusion

Politique d'exclusion du charbon thermique

La combustion du charbon est le plus important contributeur individuel au changement climatique imputable à l'activité humaine. En 2016, Amundi a mis en place une politique sectorielle dédiée au charbon thermique, déclenchant l'exclusion de certaines sociétés et émetteurs. Chaque année depuis cette date, Amundi a progressivement renforcé les règles et seuils de sa politique sur le charbon thermique.

Amundi exclut :

- Les entreprises minières, les entreprises de services publics et d'infrastructures de transport qui développent des projets charbon bénéficiant d'un statut autorisé et qui sont en phase de construction, tels que définis dans la liste des développeurs charbon établie par le groupe Crédit Agricole,
- Les entreprises dont les projets relatifs au charbon sont au premier stade de développement, y compris annoncé, proposé, avec un statut pré-autorisé, font l'objet d'un suivi annuel.
- Toutes les entreprises dont le revenu issu de l'extraction du charbon thermique et de la production d'électricité à partir du charbon thermique est supérieur à 50 % du revenu total sans analyse ;
- Toutes les sociétés de production d'électricité au charbon et d'extraction de charbon avec un seuil compris entre 20 % et 50 % du revenu total et présentant une trajectoire de transition insuffisante (Amundi effectue une analyse pour évaluer la qualité du plan de sortie) ;
- Les entreprises réalisant plus de 20 % de leur chiffre d'affaires dans l'extraction du charbon thermique ;
- Les entreprises dont l'extraction annuelle de charbon thermique est de 70 MT ou plus, sans intention de réduction.

L'élimination progressive du charbon est primordiale pour parvenir à la décarbonation de nos économies. C'est la raison pour laquelle Amundi s'est engagée à éliminer progressivement le charbon thermique de ses investissements d'ici 2030 dans les pays de l'OCDE et d'ici 2040 dans les autres pays. Conformément aux objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD) et aux accords de Paris de 2015, cette stratégie s'appuie sur les recherches et recommandations du Comité scientifique du Crédit Agricole, qui prend en compte les scénarios conçus par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le Rapport d'analyse du climat et les "Science Based Targets".

Champ d'application de la politique d'exclusion

Cette politique est applicable à toutes les sociétés mais elle affecte principalement les entreprises minières, les services publics et les sociétés d'infrastructure de transport. Cette politique s'applique à toutes les stratégies de gestion active et à toutes les stratégies ESG de gestion passive sur lesquelles Amundi a toute discrétion pour les entités suivantes du Groupe Amundi : Amundi Asset Management, BFT IM, CPR AM et SGG.

Utiliser notre position d'investisseur pour inciter les émetteurs à abandonner progressivement le charbon

Amundi a instauré un engagement auprès des sociétés exposées au charbon thermique. Nous leur demandons de publier publiquement une politique d'élimination du charbon thermique conforme au calendrier d'élimination 2030/2040 d'Amundi.

Pour les entreprises :

(i) Exclues de l'univers d'investissement actif d'Amundi, selon notre politique et celles

(ii) Dont les politiques de charbon thermique sont telles qu'Amundi les considère comme retardataires

La politique d'Amundi consiste à voter contre la décharge du Conseil ou de la Direction ou la réélection du Président et de certains Administrateurs.

Politique d'exclusion des combustibles fossiles non conventionnels

Depuis le 31 décembre 2022, Amundi exclut également les entreprises dont l'activité est exposée à plus de 30% à l'exploration et à l'extraction de pétrole et de gaz non conventionnels (couvrant le "pétrole et le gaz de schiste" et les "sables bitumineux").

Cas des ETFs et des fonds indiciels ESG

Tous les ETF et fonds indiciels ESG appliquent, dans la mesure du possible, la politique d'exclusion d'Amundi (à l'exception des indices très concentrés).

Plan d'amélioration continue

Compte tenu du large spectre de classes d'actifs et régions du monde dans lesquelles Amundi investit pour compte de tiers, qui pour certaines ne bénéficient pas encore des cadres d'analyses ou des données nécessaires à la détermination d'une stratégie d'alignement avec les objectifs de l'Accord de Paris, la mise en place de telles stratégies d'alignement sur l'ensemble des activités de gestion reste un défi.

Par ailleurs, Amundi est une société de gestion d'actifs pour compte de tiers. Son activité de gestion est encadrée par des contrats entre Amundi et ses clients qui déterminent l'objectif d'investissement des portefeuilles de gestion que les clients délèguent à Amundi, notamment en termes de niveau de risque attendu, d'attente de rendement et de contraintes de diversification et de préférences de durabilité. Adopter des contraintes liées à une trajectoire d'alignement avec l'Accord de Paris nécessite à cet effet d'obtenir l'accord de nos mandataires. C'est pourquoi Amundi a initié une stratégie de dialogue actif avec ses clients afin de leur offrir la possibilité d'investir dans des produits qui intègrent dans leur stratégie des caractéristiques d'alignement avec les objectifs de l'Accord de Paris et de les conseiller dans cette prise de décision.

1. Stratégie Climat du groupe Amundi en soutien des objectifs de neutralité carbone de l'Accord de Paris

- Le Conseil d'administration de la société mère de la société de gestion intègre depuis fin 2020 les enjeux sociaux et environnementaux dans sa gouvernance et analyse trimestriellement les progrès via des indicateurs clés liés au climat et à l'ESG ;
- Une journée de séminaire stratégique dédiée a permis aux membres du Conseil de définir la stratégie à déployer et les axes concrets de mise en œuvre du nouveau Plan Sociétal « Ambition 2025 » ;
- Un comité stratégique ESG & Climat mensuel, présidé par la Directrice générale, définit et valide la politique ESG et climat applicable aux investissements et pilote les principaux projets stratégiques ;
- Engagements pris dans le cadre de la *Net Zero Asset Managers initiative*, à laquelle Amundi a adhéré en Juillet 2021 :
 - Une cible de 18% des encours d'Amundi aligné Net Zéro d'ici 2025 (i.e., ces 18% seront uniquement constitués de fonds et mandats avec des objectifs compatibles avec une trajectoire Net Zéro d'ici 2050) ;
 - -30% d'intensité carbone (tCO₂e/€m de revenus) d'ici 2025 et -60% d'ici 2030 pour tous les portefeuilles soumis au NZIF (*Net Zero Investment Framework* - Ensemble d'actions, de mesures et de méthodologies grâce auxquelles les investisseurs peuvent maximiser leur contribution pour atteindre l'objectif d'alignement Net Zéro) ;
- D'ici 2025, Amundi proposera également sur l'ensemble des grandes classes d'actifs, des fonds ouverts de transition vers l'objectif Net Zéro 2050 ;
- Atteindre 20 Md€ d'encours sur les fonds dits à impact (dont des fonds de contribution positive aux objectifs de l'Accord de Paris) ;
- Renforcement des règles d'exclusions sectorielles ciblées ;
- Amundi investit des ressources significatives afin de permettre une meilleure prise en compte des enjeux climatiques dans la gestion de portefeuille :
 - Augmentation significatives de la taille de son équipe ESG ;
 - Lancement d'ALTO* Sustainability, une solution technologique d'analyse et d'aide à la décision pour les investisseurs sur les enjeux environnementaux et sociétaux.

2. Actions déployées et changements stratégiques et opérationnels introduits afin d'intégrer durablement le climat au sein de la stratégie

- Intégration progressive des objectifs ESG dans l'évaluation de performance des commerciaux et des gérants de portefeuille pour intégrer cette dimension dans la rémunération variable. Développement d'un programme de formation sur le climat et l'ESG construit avec les experts Amundi pour l'ensemble du personnel afin que chaque employé reçoive une formation adaptée ;
- Mise en place d'une méthodologie de notation, afin d'évaluer, dans une approche « best-in-class », les efforts de transition des émetteurs par rapport à un scénario Net Zéro. Les portefeuilles concernés auront pour objectif affiché d'ici 2025 d'avoir un profil de transition environnementale meilleur que celui de leur univers d'investissement de référence ;
- La transition vers une économie bas-carbone fait partie des axes stratégiques de notre politique d'engagement et Amundi a pris l'engagement d'étendre à 1 000 entreprises supplémentaires le périmètre d'entreprises avec lesquelles nous engageons un dialogue continu sur le climat, avec l'objectif que ces entreprises définissent des stratégies crédibles en matière de réduction de leur empreinte carbone, de les faire voter en Assemblée Générale et que leurs dirigeants engagent une partie de leur rémunération sur ces stratégies.

Amundi continuera de faire évoluer sa stratégie climatique dans les années à venir, selon les scénarios scientifiques de référence et en lien étroit avec les objectifs de ses clients, à la fois en investissant dans les solutions d'accélération de la transition et en alignant progressivement ses portefeuilles sur l'objectif de neutralité 2050.

2. La stratégie d'alignement avec les objectifs de long terme liés à la biodiversité

Le fonds ne prend pas en compte dans sa stratégie, l'alignement des encours avec les objectifs de long terme liés à la biodiversité figurant dans la Convention sur la diversité biologique adoptée le 5 juin 1992.

Indicateurs extra-financiers

La question de l'impact des entreprises sur la biodiversité est fondamentale. En 2022, Amundi a pu amorcer le déploiement de données qui lui permettront de calculer l'empreinte biodiversité de ses portefeuilles.

La métrique retenue pour afficher l'empreinte biodiversité est le **MSAppb* par bEUR** (1). Celle-ci permet de quantifier l'impact des activités des entreprises et de leur chaîne de valeur sur leur environnement. L'empreinte biodiversité d'une entité s'obtient en divisant la valeur d'impact (**MSA.ppb***) par la valeur d'entreprise : on obtient le « **MSAppb*/EURb** ». Pour allouer l'impact d'une entreprise à un portefeuille, cette empreinte est multipliée par le montant détenu dans le portefeuille.

Pour quantifier les impacts biodiversité de chaque entreprise, les inventaires physiques amont nécessaires à la conduite de ses activités sont modélisés à partir du chiffre d'affaires régionalisé et sectorialisé, et ce grâce au modèle entrée-sortie EXIOBASE. Ces flux physiques génèrent des pressions sur la biodiversité, pressions modélisées via la suite d'outils Commotools (outil d'analyse des matières premières) développés par CDC Biodiversité. Enfin, le modèle **GLOBIO** (2) permet de traduire ces pressions en impacts, grâce à des données **MSA en %** (3) sur différents écosystèmes.

On obtient en sortie des impacts exprimés en **MSA.km²** (4), équivalent surfacique du MSA et métrique clé du modèle **GBS** (5). Ces impacts sont distingués en 4 "compartiments" selon le biome (terrestre, aquatique eau douce) et la temporalité de l'impact (statique, dynamique). Pour aboutir à une métrique agrégée, le **MSA.km²** subit une double normalisation :

- la normalisation du différentiel entre surface terrestre (~130 millions de km²) et surface aquatique d'eau douce (~10 millions de km²), à l'issue de laquelle on obtient un **MSAppb - MSA.km²** traduit en parties par milliard ("parts per billion") et exprimé en fraction surfacique de leur biome respectif.
- la normalisation du différentiel entre impacts statiques (produits depuis l'état initial jusqu'à aujourd'hui) et dynamiques (produits sur l'année d'exercice), à l'issue de laquelle on obtient le **MSAppb*** - métrique qui intègre ("time integrated") l'impact statique dans l'empreinte de l'année d'analyse en l'amortissant sur le délai nécessaire à la reconstitution de la biodiversité sur la surface en question (6).

Cette double-normalisation permet d'avoir un indicateur prenant en compte toutes les dimensions de l'impact des activités d'une entreprise sur la biodiversité.

	Portefeuille	Indice		Portefeuille	Indice
Empreinte biodiversité (MSAppb* /Md€)	49	-	Notable (entreprises et états)	92,53%	100%
Impact sur la biodiversité (MSAppb*)	82	-	Noté	64,00%	-

(1) MSAppb*/Md€ (BIA, Biodiversity Impacts Analytics – Carbone 4 Finance) : agrège les données à la fois statiques et dynamiques des environnements terrestres et aquatiques : les impacts statiques résultent de l'accumulation passée des pertes en biodiversité ; les impacts dynamiques représentent les impacts survenus dans l'année considérée. Le MSAppb* ramené à la valeur d'entreprise est égal à l'empreinte biodiversité d'une entreprise, le MSA.ppb*/Md€

(2) Modèle GLOBIO : développé par un consortium créé en 2003 composé du PBL, de l'UNEP GRID-Arendal(13) et de l'UNEP-WCMC. Le modèle a été conçu pour calculer l'impact de pressions environnementales sur la biodiversité dans le passé, le présent et le futur. Il est fondé sur des relations de pressions-impacts issues de la littérature scientifique. GLOBIO n'utilise pas en entrée de données sur les espèces pour produire ses résultats. A la place, des données spatiales sur les différentes pressions environnementales sont mobilisées et un impact sur la biodiversité est estimé. Ces pressions sont principalement issues du modèle Integrated Model to Assess the Global Environment (IMAGE)

(3) MSA (GLOBIO): le « Mean Species Abundance » est un indicateur qui affiche le pourcentage d'intégrité de la biodiversité locale

(4) MSA.m2 (GBS) : version surfacique du MSA%. Une perte de 1 MSA.m2 équivaut à l'artificialisation de 1m2 d'un écosystème naturel vierge

(5) Modèle GBS (Global Biodiversity Score) : exprimé dans une métrique surfacique, le MSA.m2, a été construit par CDC Biodiversité. Calculer l'empreinte biodiversité d'une entreprise via le GBS revient à établir un lien quantitatif entre son activité et des impacts sur la biodiversité. Ces impacts sont la conséquence de la contribution de l'activité économique de l'entreprise aux différentes pressions menaçant la biodiversité que la CDB regroupe en cinq catégories : l'utilisation des terres, les pollutions, l'introduction d'espèces invasives, le changement climatique et la surexploitation des ressources

(6) La méthodologie considère qu'il faut 50 ans pour qu'un écosystème revienne à son état d'origine.

Plan d'amélioration continue

Le sujet de la biodiversité, intrinsèquement lié à celui du dérèglement climatique, occupe une place de plus en plus importante dans nos sociétés, dans la recherche, mais aussi dans les considérations économiques. La biodiversité fait partie des thèmes de l'analyse ESG d'Amundi. Elle se reflète dans la grille méthodologique via le critère « Biodiversité & Pollution » et participe ainsi à la construction de la note ESG des émetteurs. Amundi est également particulièrement attentive aux controverses liées à la biodiversité. En 2022, Amundi a poursuivi ses actions visant à mieux intégrer la biodiversité dans les processus internes d'analyse et d'investissement. De plus, le sujet a figuré parmi les thématiques d'analyse prioritaires de l'équipe de Recherche ESG en 2022, ce qui s'est traduit par la réalisation d'une série de papiers de recherche intitulée « Biodiversity: it's time to protect our only home » en dix parties. Les deux premières ont été publiées en 2022 tandis que les suivantes seront mises en ligne en 2023.

Le sujet de la biodiversité représente un point d'attention particulier dans le dialogue avec les sociétés dans lesquelles Amundi est investie. Suite aux campagnes lancées en 2019 sur le plastique, en 2020 sur l'économie circulaire, en 2021 sur la biodiversité, Amundi a renforcé le dialogue actif en 2022 avec les entreprises en poursuivant sa campagne d'engagement dédiée à la stratégie biodiversité dans huit secteurs différents. En raison des limites liées aux données disponibles sur le sujet, le premier objectif de cet engagement est d'établir un état des lieux de la prise en compte de la biodiversité par les entreprises, puis de leur demander d'évaluer la sensibilité de leurs activités à cette perte de biodiversité, ainsi que de gérer l'impact de leurs activités et produits sur la biodiversité. En 2022, 119 entreprises ont été engagées sur leur stratégie biodiversité. Amundi, dans le cadre de cet engagement, fournit des recommandations dans le but d'une meilleure intégration de ces enjeux dans leur stratégie. Amundi a plus largement renforcé le dialogue actionnarial lié à la préservation du capital naturel. En 2022, 344 entreprises (une entreprise pouvant être engagée sur plusieurs thèmes) ont été engagées à travers différents programmes (dont la promotion d'une économie circulaire et d'une meilleure gestion du plastique, la prévention de la déforestation, et différents sujets notamment liés à la limitation de la pollution ou à la gestion durable des ressources en eau).

Amundi a poursuivi en 2022 son engagement dans les initiatives de place et groupes de travail consacrés à la biodiversité. En 2021, Amundi avait rejoint l'initiative collective d'investisseurs « Finance for Biodiversity Pledge » et s'était ainsi engagée à collaborer et partager ses connaissances, à dialoguer activement avec les entreprises et à évaluer ses impacts et à se fixer des objectifs au sujet de la biodiversité, ainsi qu'à les communiquer publiquement d'ici 2024. De plus Amundi mettra en place un rapport annuel sur la contribution aux objectifs de biodiversités de ces portefeuilles. En 2022, suite à la diffusion du premier cadre relatif aux risques et opportunités liés à la nature et à la biodiversité de la TNFD (Taskforce on Nature related Financial Disclosure ou groupe de travail sur la divulgation financière liée à la nature) cette dernière a lancé des groupes pilotes afin de tester la faisabilité de ce cadre sur différents aspects. Amundi a rejoint un groupe pilote porté par UNEP-FI et CDC Biodiversité, destiné à tester l'approche TNFD, et plus particulièrement l'application du GBS (Global Biodiversity Score ou Score Global Biodiversité) pour les institutions financières.

Amundi vise aussi à faire évoluer sa politique d'investissement en matière de biodiversité autour de plusieurs grands thèmes, comme l'eau ou le plastique, afin de renforcer l'engagement quand nécessaire et exclure les entreprises néfastes au capital naturel. La mise à jour de cette politique sera publiée d'ici 2024.

En termes de données, l'analyse de données relative à l'indicateur biodiversité est aujourd'hui mise en place et une mesure de l'impact biodiversité est proposée au niveau de certains fonds. A ce stade, Amundi ne procède pas à la consolidation de cette donnée au niveau des sociétés de gestion et au niveau groupe.

3. Les démarches de prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans la gestion des risques

3.1 Identification des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance

Au sein d'Amundi, le département Investissement Responsable constitue le centre d'expertise dédié à l'identification et à l'évaluation des risques et des opportunités relatifs aux questions ESG. Ce département fournit aux différentes entités du groupe les évaluations ESG des émetteurs côtés ainsi que les données climat, qui sont utilisés par les gérants de portefeuille.

Le tableau ci-dessous présente la cartographie générale des différents risques ESG identifiés par Amundi, l'approche retenue pour en faire une évaluation ainsi que les fournisseurs de données utilisés pour évaluer et piloter les différents risques identifiés. De ces risques peuvent résulter plusieurs types de conséquences, incluant notamment sans s'y limiter des risques de réputation, de dépréciation de la valeur des actifs, de contentieux ou encore de sous-performance des portefeuilles.

Risque identifié	Description	Evaluation Amundi	Fournisseur de données utilisés
Risques Environnementaux	Résultent de la manière dont une entreprise maîtrise son impact environnemental direct et indirect : consommation d'énergie, réduction des émissions de gaz à effet de serre, lutte contre l'épuisement des ressources et protection de la biodiversité etc.	Notation propriétaire de A à G, établie sur la base d'un cadre d'analyse (critères et poids) des risques et opportunités liés au pilier « Environnement », propre à chaque secteur d'activité. Une notation G représente le risque le plus élevé.	MSCI, Moody's ESG Solutions, ISS ESG, Sustainalytics
Risques sociaux	Résultent de la manière dont un émetteur gère son capital humain et ses parties prenantes (autres que les actionnaires). Cela couvre plusieurs notions : l'aspect social lié au capital humain d'un émetteur (prévention des accidents, la formation des salariés, le respect du droit des employés...), ceux liés aux droits de l'homme en général, et les responsabilités envers les parties prenantes.	Notation propriétaire de A à G, établie sur la base d'un cadre d'analyse (critères et poids) des risques et opportunités liés au pilier « Social », propre à chaque secteur d'activité. Une notation G représente le risque le plus élevé.	MSCI, Moody's ESG Solutions, ISS ESG, Sustainalytics
Risques de gouvernance	Résultent de la manière dont l'émetteur gère son développement ou résultent de la manière dont l'entreprise organise ses opérations et ses organes de direction, cela peut donner lieu à des pratiques commerciales déloyales, de la fraude ou de la corruption, à des conseils d'administration non diversifiés, à des rémunérations excessives etc.	Notation propriétaire de A à G, établie sur la base d'un cadre d'analyse (critères et poids) des risques et opportunités liés au pilier 'Gouvernance », propre à chaque secteur d'activité. Une notation G représente le risque le plus élevé.	MSCI, Moody's ESG Solutions, ISS ESG, Sustainalytics
Risques de controverse	Possibilité qu'un émetteur ou qu'un investissement soit impliqué dans des polémiques, litiges ou événements qui pourraient nuire à sa réputation ou à sa capacité à générer des bénéfices. Peut inclure des pratiques commerciales contestées, des violations de la loi, des scandales financiers, des problèmes environnementaux ou sociaux, ou autres difficultés qui pourraient compromettre la crédibilité ou la durabilité de l'émetteur.	Méthodologie propriétaire associant un filtre quantitatif permettant de définir l'univers qui sera soumis à une évaluation qualitative. Cette dernière donne lieu à une notation sur une échelle de 0 à 5 (5 étant la note la plus mauvaise). Les controverses présentant un score supérieur ou égal à 3 sont considérées sérieuses.	RepRisk, MSCI, Sustainalytics

3.2 Evaluation des risques et des opportunités

L'évaluation des risques et opportunités environnementaux, sociaux et de gouvernance présentés dans le tableaux ci-dessus se fait par le biais d'une notation ESG propriétaire attribuée aux émetteurs par les équipes d'Investissement responsable d'Amundi.

Notation des émetteurs privés

Nos analystes ESG sont spécialisés par secteur d'activité. Pour identifier les critères ESG représentatifs des risques et opportunités au sein de chaque secteur d'activité, ils sont chargés :

- De suivre les sujets ESG émergents et établis, ainsi que les tendances de chaque secteur ;
- D'évaluer les risques et opportunités en matière de durabilité ainsi que l'exposition négative aux facteurs de durabilité ;
- De sélectionner les indicateurs (KPI) pertinents et de leur attribuer les pondérations associées.

Notre méthodologie d'analyse ESG repose sur un référentiel de 38 critères qui permet d'établir le profil ESG de chaque secteur d'activité. Parmi les 38 critères considérés, 17 sont génériques, pouvant être appliqués aux entreprises quel que soit leur secteur d'activité, et 21 sont spécifiques, propres aux enjeux de certains secteurs.

La pondération des critères ESG est un élément déterminant de l'analyse ESG. Le modèle d'attribution de poids repose sur une évaluation de matérialité qui peut influencer la valeur d'une entreprise au travers de 4 vecteurs : la réglementation, la réputation, le modèle de développement de l'entreprise et l'efficacité opérationnelle.

Pour pondérer les critères ESG, l'analyste ESG considère la probabilité et l'ampleur de l'impact de chaque vecteur sur les 2 matérialités suivantes (détaillées dans le tableau en fin de section) :

- 1ère matérialité : Capacité de l'entreprise à anticiper et gérer les risques et opportunités de développement durable inhérents à son industrie et à ses circonstances individuelles ;
- 2ème matérialité : Capacité de l'équipe de direction à gérer l'impact négatif potentiel de leurs activités sur les facteurs de durabilité.

Cette approche de l'analyse au travers des deux matérialités permet aux analystes de prioriser les risques en tenant compte des particularités et des événements propres à chaque secteur.

Les pondérations intègrent l'intensité du risque encouru mais également son caractère émergent ou établi ainsi que son l'horizon temporel. Ainsi, les enjeux considérés les plus matériels recevront le poids le plus élevé.

Les notations ESG sont calculées sur la base des critères et des pondérations ESG déterminés par les analystes, en les combinant avec les scores ESG obtenus auprès de nos fournisseurs de données externes. A chaque étape du processus de calcul, les scores sont normalisés en Z-scores. Les Z-scores permettent de comparer les résultats à une population « normale » (écart du score de l'émetteur par rapport au score moyen du secteur, en nombre d'écarts types). Chaque émetteur est évalué avec un score échelonné autour de la moyenne de son secteur, permettant de distinguer les meilleures pratiques des pires pratiques au niveau du secteur. À la fin du processus, chaque entreprise se voit attribuer un score ESG (compris entre -3 et +3) et son équivalent sur une échelle de A à G, où A est la meilleure note et G la moins bonne. La note D représente les scores moyens (de -0,5 à +0,5); chaque lettre correspond à un écart type.

Il n'existe qu'une seule note ESG pour chaque émetteur, quel que soit l'univers de référence choisi. La notation ESG est ainsi « sector neutral », c'est-à-dire qu'aucun secteur n'est privilégié ou, au contraire, défavorisé.

Dans le cadre de la mise en application du règlement SFDR, Amundi a établi la cartographie des facteurs environnementaux et sociaux jugés matériels dans différents secteurs. Cette cartographie est présentée dans le rapport LEC 29 d'Amundi Asset Management.

		Réglementation	Réputation	Modèle de développement	Efficacité opérationnelle
1 ^{ère} matérialité	Capacité de l'entreprise à anticiper et à gérer les risques et opportunités en matière de développement durable inhérents à son industrie et à ses circonstances individuelles	✓	✓	✓	✓
2 ^{ème} matérialité	Capacité de l'équipe de direction à gérer l'impact négatif potentiel de leurs activités sur les facteurs de durabilité	✓		✓	

Notation des émetteurs souverains

La méthodologie de notation des États a pour objectif d'évaluer la performance ESG des émetteurs souverains. Les facteurs E, S et G peuvent avoir un impact sur la capacité des États à rembourser leurs dettes à moyen et long terme. Ils peuvent également refléter la manière dont les pays s'attaquent aux grandes questions de durabilité qui affectent la stabilité mondiale. La méthodologie d'Amundi s'appuie sur une cinquantaine d'indicateurs ESG jugés pertinents par la recherche ESG d'Amundi pour traiter les risques de durabilité et les facteurs de durabilité. Chaque indicateur peut combiner plusieurs points de données, provenant de différentes sources, y compris des bases de données internationales ouvertes (telles que celles du Groupe de la Banque mondiale, des Nations Unies, etc.) ou des bases de données propriétaires. Amundi a défini les pondérations de chaque indicateur ESG contribuant aux scores ESG finaux et aux différentes composantes (E, S et G). Les indicateurs proviennent d'un fournisseur indépendant. Les indicateurs ont été regroupés en 8 catégories afin d'assurer une plus grande clarté, chaque catégorie entrant dans l'un des piliers E, S ou G. A l'instar de l'échelle de notation ESG des entreprises, le score ESG des émetteurs se traduit par une notation ESG allant de A à G.

3.3 Gestion des risques de durabilité

L'approche d'Amundi en matière de gestion des risques de durabilité repose sur les trois piliers suivants qui sont :

- La politique d'exclusion, qui traite les risques ESG les plus significatifs ;
- L'intégration des notes ESG dans les processus d'investissement, qui fournit une compréhension holistique de l'entreprise et permet d'identifier les risques ESG qui lui sont propres. Un indice de référence, représentatif de l'univers d'investissement est défini à cet effet. L'objectif du portefeuille est d'avoir un score ESG moyen supérieur au score ESG moyen de son indice de référence. Par ailleurs, de nombreux produits individuels ou gammes de fonds bénéficient également d'une intégration ESG plus poussée, via une plus forte sélectivité, un niveau de notation ou des indicateurs extra-financiers plus élevés, ou encore une sélection thématique, etc. ;
- La politique de vote et d'engagement, qui permet de déclencher des changements positifs sur la manière dont les entreprises gèrent leur impact sur des sujets essentiels liés à la durabilité, et donc d'atténuer les risques associés.

3.4 Intégration des risques de durabilité au cadre conventionnel de gestion des risques de l'entité

Les risques de durabilité sont intégrés au dispositif de contrôle interne et de gestion des risques d'Amundi.

Concernant la gestion des risques de durabilité, les responsabilités sont réparties entre :

- Le premier niveau de contrôle, effectué par les équipes de gestion elles-mêmes, et
- Le second niveau réalisé par les équipes de gestion des risques qui peuvent vérifier en permanence la conformité des fonds à leurs objectifs et contraintes ESG.

La direction des risques participe au dispositif de gouvernance "Investissement Responsable" d'Amundi. Ils surveillent le respect des exigences réglementaires et la gestion des risques liés à ces sujets.

Les règles ESG sont suivies par les équipes de gestion des risques, au même titre que les autres contraintes de gestion. Elles reposent sur les mêmes outils et les mêmes procédures et couvrent nos politiques d'exclusion ainsi que les critères d'éligibilité et les règles spécifiques aux fonds. Ces règles sont suivies de manière automatisée à partir d'un outil de contrôle propriétaire. Ce dernier permet de déclencher :

- Des alertes pré-négociation ou alertes de blocage, notamment pour les politiques d'exclusion ;
- Des alertes post-négociation : les gérants reçoivent une notification sur les éventuels dépassements afin de les régulariser rapidement.

Le tableau ci-dessous détaille le dispositif de contrôle interne mis en place par Amundi.

Schéma du dispositif de contrôle interne

3.5 Fréquence de la revue du cadre de gestion des risques

Nos analystes ESG revoient tous les 18 mois la sélection et les pondérations des 38 critères d'Amundi pour chaque secteur d'activité. Cela permet de vérifier que les critères et leurs pondérations restent pertinents. Nous cherchons continuellement à améliorer notre analyse en évaluant leur matérialité. La Politique d'Investissement Responsable d'Amundi est mise à jour chaque année.

3.6 Plan d'amélioration continue

Amundi s'efforce d'améliorer l'évaluation et l'intégration des risques de durabilité, y compris les risques climatiques et environnementaux, dans la gestion de ses fonds. L'objectif est de passer d'une approche qualitative à une approche plus quantitative en identifiant les indicateurs clés qui représentent les impacts les plus pertinents pour les portefeuilles, en tenant compte des facteurs climatiques, environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Le projet est structuré en trois étapes :

- Définir une liste d'indicateurs de risque de durabilité, en se concentrant sur les risques matériels et leurs impacts financiers sur les émetteurs ;
- Mettre en œuvre progressivement un suivi de ces indicateurs, en évaluant leurs résultats et en définissant des limites sur la base de ces indicateurs ;
- Améliorer le cadre de gestion des risques ESG, y compris l'intégration des indicateurs dans les stratégies de risque et les restrictions d'investissement.

Nos travaux actuels consistent à identifier les principaux facteurs de risques de durabilité et à les mettre en correspondance avec les variables financières des émetteurs. Ces travaux s'achèveront avec la validation et l'approbation du nouveau cadre en ligne avec la gouvernance ESG d'Amundi.

Les indicateurs préliminaires envisagés comprennent des mesures qui quantifient les impacts potentiels des risques de durabilité en termes de matérialité financière et l'utilisation de « proxy » pour le risque de réputation. L'étape suivante, prévue pour le second semestre de l'année en cours, consiste à suivre les indicateurs de risque de durabilité définis et à évaluer leur impact sur les portefeuilles gérés. Ce suivi alimentera les discussions avec les équipes de gestion des portefeuilles et sera inclus dans les différents rapports de gestion des risques. La dernière étape se concentrera sur l'amélioration du cadre de gestion des risques ESG et la définition éventuelle d'alertes ou de limites de risque internes basées sur les indicateurs. Cette étape devrait être achevée au cours du premier semestre 2025.

Il convient de noter que les délais, les indicateurs et les objectifs de mise en œuvre peuvent faire l'objet de modifications tout au long du projet.

Amundi Asset Management, Société par actions Simplifiée - SAS au capital de 1 143 615 555 €.
Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le numéro GP 04 000 036.
Siège social : 91-93 boulevard Pasteur - 75015 Paris - France - 437 574 452 RCS Paris - www.amundi.com